

Guide Arts et Spectacles

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13881 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989

La chute du roi de New-York

Le mardi 12 septembre sera dans la tumultueuse histoire de New-York. Pour la première fois, un Noir a obtenu - haut la main - l'investiture du Parti démocrate pour l'élection à la mairie. David Dinkins, soixante-deux ans, aimable et distingué juriste, né dans une famille pauvre de Harlem, l'a emporté sur Ed Koch, le « grand gueule » qui régnait depuis douze ans sur la ville.

Si Ed Koch est déchu, David Dinkins n'est pas encore maire. New-York a beau être démocrate à 80 %, le candidat du « parti de l'âne » devra encore se défendre, lors de l'élection de novembre, de son adversaire Rudy Giuliani. Celui-ci est sans doute républicain, mais il est aussi Blanc, et son combat contre le crime et la corruption, lorsqu'il était procureur fédéral, lui a valu une grande popularité. Il n'a fait qu'une bouchée de son riche adversaire Ronald Lauder.

En attendant, le héros de cette primaire est bien ce séagène au visage noble, aux manières douces... et à la peau noire, qui se fait fort d'apaiser les tensions raciales, de réconcilier les New-Yorkais, et de rendre la vie un peu moins dure pour les pauvres, et un peu plus sûre pour tout le monde. Il est, d'abord, l'« élu des Noirs » qui lui ont donné 97 % de leurs voix. - mais il a aussi su convaincre 33 % des électeurs blancs, ce qui n'est pas un mince résultat.

Il faut croire que les New-Yorkais étaient fatigués de ce maire si bruyant, si voyant. Il avait certes assuré les finances de la ville et présidé à un boom économique, mais il régnait sur une administration corrompue. Et il n'avait pas pris la mesure des problèmes sociaux - logement, crime, sida, tensions raciales - qui rongent la cité. Certes, il ressemblait étonnamment à « sa » ville, avec sa gouaille, son clinquant, son astuce. Mais il s'était un peu trop fait le porte-parole privilégié d'une de ses composantes ethniques, sans trop se soucier d'en blesser d'autres, les Noirs en tout premier lieu.

Harlem, et pas seulement Harlem, s'est rappelé au bon souvenir de Brooklyn, tandis que David Dinkins facilitait les choses en menant une campagne de séduction assidue auprès de la communauté juive - dont l'attitude sera déterminante le jour de l'élection proprement dite.

La page est tournée, et dès mardi, avec le sourire, Ed Koch s'est engagé à faire tout son possible pour assurer la victoire de David Dinkins. Ce dernier aura grand besoin de son soutien pour battre le mois prochain ce champion de la loi et de l'ordre qu'est Rudy Giuliani.

S'il y parvient, ce succès dépasserait largement sa personne : la première ville des États-Unis, le symbole de l'Amérique, aurait un maire noir quelques mois après que Chicago a perdu le sien. Resterait alors à savoir si cet homme de bonne volonté sera à la hauteur des travaux d'Hercule qui l'attendent.

M 0147-09140-4,50 F



L'exode des réfugiés vers la RFA

L'Allemagne de l'Est accuse la Hongrie de violer ses « intérêts fondamentaux »

Tandis que le flot des réfugiés allemands quittant la Hongrie pour la RFA semblait, mercredi matin 13 septembre, se ralentir quelque peu, la tension montait d'un cran entre Budapest et Berlin-Est. Dans une note diplomatique, la RDA a en effet formellement accusé, mardi soir, la Hongrie de violer des

traités de droit international et de porter ainsi atteinte à ses « intérêts fondamentaux ».

L'URSS, pour sa part, s'abstient de condamner la direction hongroise et, tout en critiquant le comportement de la RFA, semble surtout souhaiter que Bonn contribue à faire baisser la fièvre.

« A la veille de grands changements »

MOSCOU
de notre correspondant

Tout en haussant publiquement le ton contre l'Allemagne fédérale, les milieux dirigeants soviétiques souhaitent que l'Allemagne de l'Est puisse aménager au plus vite un processus de démocratisation politique qui leur semble aussi inéluctable qu'indispensable au maintien de la stabilité européenne.

Au-delà des communiqués officiels de solidarité avec la direction est-allemande, on considère en effet aujourd'hui à Moscou

que l'« attirance » entre les deux Allemagnes est une « réalité incontournable » et qu'à défaut d'une libéralisation de la RDA permettant de calmer le jeu dans les deux États une vague incontrôlée de nationalisme allemand risque de secouer l'Europe.

Tirant, sous condition d'anonymat, un premier bilan de l'affaire des réfugiés est-allemands de Hongrie, un haut responsable soviétique nous a ainsi déclaré, mardi 12 septembre, que la République démocratique allemande « était à la veille de grands changements, presque en situation pré-révolutionnaire ».

Sans même parler de l'état de santé de M. Honecker, cette certitude se fonde sur la moyenne d'âge des dirigeants est-allemands, qui induit obligatoirement une relève à court ou moyen terme mais interdit aussi d'espérer des changements substantiels avant qu'elle n'intervienne. Pour empêcher que la tentation d'émigrer ne se développe encore et ne donne lieu à de nouvelles crises chaudes, « il suffirait, estime ce haut responsable soviétique, d'un peu d'audace ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

L'investiture de M. Mazowiecki par la Diète

L'espoir d'une nouvelle Pologne

Le Parlement polonais a approuvé, mardi 12 septembre, la composition du nouveau gouvernement par 402 voix pour, aucune voix contre et 13 abstentions, soit à une majorité supérieure à celle qui avait investi le premier ministre, M. Mazowiecki (378 voix pour, 42 contre et 41 abstentions). Dans son discours programmatique, ce dernier n'a pas prononcé une seule fois le mot « socialisme ».

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Une atmosphère des plus conviviales et fraternelles régnait dans les couloirs de la Diète. Le général Jastrzelski échangeait des amabilités avec le nouveau ministre de la culture, M^{me} Izabella Cywinska - ancienne interne de l'état de guerre. Adam Michnik, théoricien de Solidarité, et le général Kiszczak, ministre de

l'intérieur, se saluaient avec effusion. Jacek Kuron, nouveau ministre du travail de Solidarité, avait jugé l'occasion suffisamment importante pour mettre un costume, même s'il affirme que cela lui enlève « 50 % de ses facultés intellectuelles ».

Tout ce petit monde avait été rapproché dans la matinée par un incident qui rappela soudain la précarité des événements historiques : le malade du premier ministre, dit, selon son entourage, à une nuit de travail sous la pression d'ultimes tractations avec le Parti paysan ZSL (le Monde du 13 septembre) qui s'ajoutait à trois semaines de tension, a fait peur à tout le monde, depuis les députés de tous bords jusqu'aux dactylos du Parlement.

Mais le moment fort de la journée aura été le discours programmatique de M. Mazowiecki : ni plus ni moins le programme de l'instauration de la démocratie et de l'économie de marché en Pologne, le programme d'une Pologne

démocratique à l'occidentale. Un discours où pas une fois le mot socialisme ne fut prononcé, mais dans lequel on cherchait en vain une quelconque note de revanche ou d'agressivité envers ceux qui ont régné sans partage sur le pays depuis quarante-deux ans.

Sur le ton neutre et uniforme dont il est coutumier - « Je ne suis pas un orateur », reconnaît-il - le premier ministre s'est pourtant résolument présenté d'entrée de jeu comme « un homme de Solidarité fidèle à l'héritage d'août » et n'a pas hésité à clore son discours par l'espoir que « Dieu nous aide ». Et lorsque le résultat du vote sur le gouvernement a été annoncé, l'admirateur Mazowiecki, soudain regonflé, s'est spontanément glissé de son fauteuil en faisant longuement de la main un « V » de la victoire, signe de ralliement de Lech Walesa et des militants de Solidarité.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 4.)

Le plan Rocard pour l'emploi



Lire page 20 nos informations et l'article d'ALAIN LEBEAUBE

Modifications de la fiscalité pétrolière

PAGE 24

Coopération spatiale menacée

PAGE 11

La saisine du Conseil constitutionnel

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 24

L'affaire des fausses factures

Enquête freinée à Marseille

L'un des inspecteurs de police marseillais ayant mené, depuis le début, les investigations qui ont conduit aux trois inculpations prononcées dans l'affaire de fausses factures de la Société audoise d'entreprise (SAE) a été discrètement mis à l'écart, début juillet. La mutation dans un autre service de ce spécialiste des enquêtes financières a entraîné la dissolution de fait de l'équipe policière la plus au fait du dossier complexe et foisonnant des fausses factures. Deux magistrats marseillais se sont émus de cette décision, ne comprenant pas que ces policiers dont ils n'ont eu « qu'à se féliciter » ne puissent « mener à son terme l'enquête qui leur a été confiée ».

Ajoutée à la dispersion de l'affaire des fausses factures en cinq dossiers judiciaires différents, à Paris, Lyon, Marseille et Toulon, cette mutation fait dire officiellement à certains magis-

trats et policiers que, malgré l'abandon par le gouvernement du projet de loi d'amnistie, les enquêtes sur les délits liés au financement des partis politiques ne seront pas menées jusqu'au bout.

Le policier muté, M. Alain Gaudino, était l'auteur, avec un de ses collègues, M. Alain Mayot, d'un procès-verbal de synthèse qui, le 5 mai dernier, analysait les documents saisis au siège de la délégation marseillaise d'Urban-Technic, un bureau d'études lié au Parti socialiste. Selon ce procès-verbal, la perquisition aurait permis de mettre à nu le système de financement national du PS, centralisé à Paris sous l'égide du GIE Groupe des sociétés regroupées (GSR), qui gère les sociétés Urban-Technic et Gracco. L'enquête préliminaire ouverte par le parquet de Marseille au vu de ces sociétés est au point mort depuis mai dernier.

(Lire page 10 l'article de GEORGES MARION et d'EDWY PLENEL.)

POINT DE VUE

Europe : le défi des langues

par Alain Decaux
de l'Académie française,
ministre délégué
chargé de la francophonie

L'extraordinaire défi que l'Europe s'est lancé à elle-même pour 1993 a donné naissance à un sentiment qui ressemble parfois à de la fébrilité. Dans le domaine des langues, tout le monde s'agite, s'inquiète : gouvernements, entreprises, familles, étudiants. La perspective de l'Acte unique européen et de la libre circulation des biens et des personnes incite chacun à se préparer à cette situation inédite. Comment y faire face ? Comment communiquer, échanger, vendre dans ce nouvel espace plurilingue, officiellement constitué de neuf langues toutes égales sur le plan communautaire, mais

qui, à l'évidence, n'ont pas toutes les mêmes chances ?

Si l'on compare les systèmes éducatifs des douze pays de la CEE, on se rend compte immédiatement de la diversité des situations :

- dans la moitié des pays de la Communauté, une seule langue étrangère est obligatoire ;
- à l'exception des deux pays anglophones (Grande-Bretagne et Irlande), l'anglais vient en tête ;
- dans la plupart des pays, l'éventail des langues apparaît relativement limité. Quatre langues dominent aujourd'hui : l'anglais, le français, l'espagnol et l'allemand. Les autres langues de la CEE sont rarement proposées et peu demandées ;
- l'enseignement des langues étrangères est surtout le fait des

classes secondaires. A l'école élémentaire, sauf aux Pays-Bas et au Luxembourg, l'enseignement d'une langue étrangère ne revêt encore qu'un caractère expérimental.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

CAMPUS « Dépoussiérer » l'orthographe

« Le bac est sans appel. » La commune paie les étudiants.
« L'Europe des compétences », à la Cité des sciences.

Pages 13 à 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 6.400 L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; République tchèque, 335 F. ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (Canada), 2 \$.

هنا من الفصل

Débats

Europe : le défi des langues

(Suite de la première page.)

Impossible d'échapper à la question qui agite avant tout les esprits : comment résister au rouleau compresseur de l'anglo-américain dont l'hégémonie dans le domaine des techniques, des affaires, de l'audiovisuel est telle que l'ignorance de cette langue en vient aujourd'hui à être ressentie comme un signe d'analphabétisme ? Certains, comme M. Alain Minc, n'hésitent pas à préconiser l'acceptation résolue de l'anglais comme langue de l'Europe, et à renvoyer aux vieilles lunes babiloniennes les prétentions des autres langues à introduire leur cacophonie dans le concert européen (1). Un management « efficace et dynamique » passe par une Europe parlant d'une seule voix : foin des nationalismes, vive l'Europe anglophone, vive l'Europe du business !

C'est, bien sûr, aller un peu vite en besogne. D'autres que moi l'ont déjà fait remarquer : une langue ne se réduit pas à un simple code. Elle est une manière particulière d'appréhender la réalité, de la saisir, de l'exprimer. Cette vérité — c'est une — s'impose dès lors que l'on passe d'une langue à l'autre. Et la pauvreté du code informatique (abusivement appelé langage) montre bien que la langue ne se réduit pas à cet aspect mécaniste des choses.

Si l'Europe ne veut pas perdre son âme, appauvrir sa culture, oublier son histoire, si elle veut s'imposer dans ce vingt et unième siècle naissant comme une nouvelle puissance mondiale, riche de son passé, fécondée par ses potentialités, contribuant effectivement, entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud, à l'équilibre mondial, elle doit prendre en charge son plurilinguisme. Comme l'écrivait récemment, ici même, M. Maurice Allais, dans un article au demeurant ambigu, « la langue d'un peuple représente une partie de son âme, et un strict bilinguisme risque de compromettre son épanouissement. En réalité, ce dont nous avons tous besoin, nous Européens, c'est

d'un plurilinguisme, ou moins d'un trilinguisme » (2).

Il ne se passe guère de jour que l'un ou l'autre de mes interlocuteurs ne me déclare sur un ton plein d'espoir ou encore d'un air entendu : « Sachez que je suis avec vous dans votre combat contre l'anglais ! ». Erreur. Je ne combats aucune langue, pas plus l'anglais qu'une autre. Si j'avais à m'attaquer à la langue la plus parlée dans le monde, c'est au chinois que je devrais m'en prendre. Simplement, je défends le français, c'est le devoir de quiconque de défendre la langue qu'il a reçue de son pays. Comme c'est le devoir des Allemands de défendre l'allemand, celui des Italiens de défendre l'italien, et celui des Espagnols de défendre l'espagnol. « Ma patrie, c'est ma langue », s'écriait récemment Mario Soares, le président portugais.

Rendant compte de la mission que je lui avais confiée auprès de nos onze partenaires de l'Europe communautaire, Martine Storti constatait récemment qu'une inquiétude — souvent une angoisse — commençait à sourdre d'un bout à l'autre de notre continent : on redoute de plus en plus que l'accélération de la construction européenne n'aboutisse à une perte d'identité pour chacun des peuples qui la composent et y adhèrent (3).

Enseigner trois langues

Rien ne devrait plus venir ralentir la création d'une Europe politiquement associée. Rien, sinon justement cette crainte-là.

Seule peut y répondre la défense interactive des langues de l'Europe. Celle-ci passe par une condition nécessaire et suffisante : la maîtrise par chacun des citoyens de la Communauté de deux langues vivantes étrangères.

Tel est l'objectif que la France propose à la Communauté (4) et sur lequel il est à souhaiter qu'une vaste discussion puisse s'ouvrir bientôt. J'affirme que la défense de la langue française en Europe

passera par la défense des langues de nos partenaires. Le français ne gardera sa place sur notre continent qu'autant que les autres langues la garderont aussi.

Vouloir que chaque petit Européen apprenne au moins deux langues en plus de la sienne, cette perspective est-elle irréaliste ? Nullement, si l'on décide d'introduire dès l'école primaire l'enseignement d'une première langue étrangère : l'enfant, lors de son passage dans la seconde, se trouvera disponible pour apprendre une autre langue. Ce qu'il accomplira avec d'autant plus de facilité qu'il aura découvert très jeune les mécanismes d'un tel apprentissage. Les pédagogues diront : « s'ils peuvent s'accorder ! — à quel niveau il est préférable d'initier les enfants à la première langue, mais les parents savent bien que le plus tôt sera toujours le mieux. Tous les Européens apprendraient ainsi à communiquer dans trois langues, l'une d'entre elles devant, de préférence, appartenir à un autre groupe linguistique que celui de la langue maternelle.

On voit bien qu'une telle proposition ne vise nullement à éliminer l'anglais. Certains redoutent même qu'elle ne l'encourage. Ne nous voilons pas la face : l'anglais a pris aujourd'hui dans le monde la place de cet espéranto que de bons esprits avaient rêvé d'imposer à l'humanité tout entière. Qu'un grand nombre de parents soient enclins à choisir la langue de Shakespeare — et d'Hemingway — comme l'une des deux langues apprises par leurs enfants, voilà qui apparaît probable. Faut-il s'en plaindre ? Nous sommes en présence à la fois d'un état de fait — contre lequel nul ne peut rien — et d'une commodité. Tout combat de retardement serait non seulement inutile mais stérile. A condition toutefois que l'usage de l'anglais n'aboutisse pas à amoindrir la place des autres langues. Cela, l'Europe ne peut ni ne doit le tolérer.

Là se présente le vrai combat. En ce qui nous concerne, il commence par une prise de conscience de nos concitoyens, et d'abord des plus prestigieux d'entre eux, qui devraient renoncer à s'exprimer systématiquement en anglais dès qu'ils rencontrent des partenaires étrangers... même si ces derniers possèdent parfaitement notre langue : ils s'en plaignent suffisamment auprès de moi.

Pour un bilinguisme de proximité

Nous devons également montrer l'exemple à nos partenaires de la Communauté en brisant les étapes et en mettant en place sans tarder l'apprentissage d'une première langue étrangère européenne dès l'école primaire.

Afin de ne privilégier aucune langue, il serait souhaitable que les Douze acceptent un bilinguisme de proximité, encourageant par exemple en France l'enseignement de l'espagnol ou du portugais dans le Sud-Ouest, de l'italien dans le Sud-Est, de l'allemand dans l'Est, etc. Cette solution apparaît d'autant plus positive aux familles que celles-ci trouveront dans un tel accord la garantie souhaitée par nombre d'entre elles : leurs enfants pourront toujours apprendre l'anglais comme l'une des deux langues étrangères inscrites au programme.

Il va sans dire que le choix des langues proposées ne saurait être inférieur à celui qui est actuellement offert, mais qu'il devrait tenir compte des langues historiques de la France comme des langues de l'immigration. Et que, par ailleurs, on devrait encourager l'apprentissage d'une troisième langue étrangère dans le second cycle, afin que ne soient pas exclues les grandes langues des pays n'appartenant pas à la Communauté.

On sait que, dans la perspective de 1993, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, lance, dès cette rentrée scolaire, une expérimentation concernant l'enseignement des langues à l'école primaire, au niveau du cours moyen. Que la décision ait été prise doit nous être un réel motif de satisfaction. La pro-

dance de la démarche n'exclut pas la détermination. Il importe maintenant qu'à tous les niveaux les responsables se persuadent qu'ils sont en présence d'une urgence extrême et d'une priorité dont dépend notre identité, si l'on veut éviter que l'expérience ne tourne court comme certaines tentatives antérieures.

Donnons-nous une année, faisons preuve d'imagination et d'audace didactique pour trouver les meilleurs montages. Mais ne nous attardons pas au-delà dans des recherches de laboratoire. Travaillons dans la perspective d'une mise en place définitive et généralisée du système dans des délais qui, pour concilier évidemment les besoins et les moyens, devront être aussi brefs que possible.

Le rôle essentiel de l'école

Le plurilinguisme repose, ne nous y trompons pas, sur une situation fondamentale inégale : si toutes les langues peuvent, en droit, se réclamer d'une égale et éminente dignité, si elles doivent, à ce titre, être regardées comme des éléments du patrimoine général de l'humanité, force est de reconnaître qu'elles ne possèdent pas toutes le même statut, au sein même du pays dont elles expriment la personnalité, et encore moins à l'extérieur de ses frontières.

Face à cette évidence, l'école a un rôle essentiel à jouer ; elle doit faire connaître la diversité et la richesse, non seulement économique, mais sociale et culturelle, de ce nouvel espace. Rôle que doivent relayer sans relâche les médias. Le passé de l'Europe est marqué par un lot de guerres et de conflits qui ont engendré des haines et des rancunes encore tenaces. Chacun redoute plus ou moins consciemment l'impérialisme de l'autre, ou les hypérisés inavoués de son voisin, et l'exemple de la Belgique est là pour rappeler que l'on aime parfois mieux recourir à l'anglais que de consentir à utiliser une langue nationale rivale.

Au vrai, l'image du français en Europe demeure très ambivalente. Notre langue souffre ou bénéficie, selon les cas, d'une série de représentations contradictoires, tantôt atouts, tantôt handicaps. D'un côté, elle paie le prix de sa relative hégémonie passée, et apparaît à certains comme une langue de culture socialement intimidante, difficile à apprendre (et à enseigner ?), reflet d'un peuple qui, en tous les temps, a fait naître ailleurs un singulier mélange de fascination et de méfiance. En revanche, c'est sur elle que reposent aujourd'hui les espoirs de ceux qui ne se résignent pas au monolingue. Seule langue romane parlée à la même latitude que l'allemand ou l'anglais, elle permet, au sein de l'Europe, d'assurer la liaison du Nord avec le Sud. Langue internationale, elle est partagée par plus de quarante peuples de par le monde qui se sont constitués en « communautés solidaires ». Langue de progrès, de développement, mais aussi de culture, elle reste une valeur sûre aux yeux de ceux qui récusent l'idéologie utilitariste.

Voici peut-être l'un des plus évidents paradoxes de la francophonie. Produit d'une histoire marquée naguère par d'évidentes volontés d'expansion et de domination internationale, la francophonie, dans son unité et sa diversité, rejette aujourd'hui toute ambition néo-impérialiste. Parce qu'elle s'affirme résolument plurielle et ouverte, elle donne à la vieille Europe une chance et une raison supplémentaire de s'émanciper de toute hégémonie culturelle réductrice.

ALAIN DECAUX.

- (1) La Grande Illusion, Grasset, 1989.
- (2) Cf. Le Monde, 12 et 13 juillet 1989.
- (3) Cf. Martine Storti, Rapport sur l'apprentissage des langues étrangères et sur la situation du français dans les onze pays partenaires de la France au sein de la Communauté économique européenne, mars 1989.
- (4) Cf. La France, l'Europe, X^e Plan 1989-1992, La Documentation française, 1989, pp. 44 et 99.

POLITIQUE

Ce que peut faire et ne pas faire le PS

PAR GILLES MARTINET (*)

Le Parti socialiste est capable d'entreprendre beaucoup de choses sauf de tenir un véritable congrès idéologique, j'entends par là un congrès qui ne serait pas amnésique, qui ferait ses comptes avec l'ancien programme — celui de la « rupture avec le capitalisme » — et qui parviendrait à jeter les bases d'une doctrine renouvelée du socialisme.

Je ne mets aucune intention polémique dans cette constatation. Je pense simplement qu'un parti qui gère les affaires de la nation (ou qui aspire à les gérer) des idées neuves. La création dans le domaine politique, comme dans les autres domaines, exige une totale liberté d'imagination, le droit à l'utopie et à l'erreur et donc un certain degré d'irresponsabilité ou, mieux, une situation de non-responsabilité. Ce qui est incompatible avec la démarche d'hommes qui exercent le pouvoir ou y participent d'une manière ou d'une autre. Ceux-là se doivent, en revanche, de retenir toutes les idées qu'ils estiment positives afin de les adapter aux réalités, d'en assurer la faisabilité. Le travail d'un parti est, dans une large mesure, un travail d'ingénierie politique.

Rappelons-nous l'effervescence intellectuelle qui caractérisait le Parti socialiste dans les années 70. C'est qu'il y avait beaucoup de grain à moudre. On le trouvait en abondance dans les granières des essayistes, des sociologues, des économistes de la gauche et de l'extrême gauche, granières qui s'étaient remplies à ras bords dans la décennie précédente. On pouvait espérer, les tris effectués, en tirer un pain consommable par la population française et on ne manquait pas d'occasions de se disputer sur les meilleurs moyens de le fabriquer.

Or, aujourd'hui, nous vivons une situation totalement différente. La culture révolutionnaire, qui a toujours servi de stimulant à l'action réformatrice, dès lors qu'elle ne s'en tenait pas à un pur pragmatisme, cette culture a connu un effondrement à peu près total. On a beau regarder de tous côtés : on ne voit pas de succès aux gourdous des années 60 et du début des années 70 dont les idées sont maintenant à l'état de ruines.

Marges de manœuvre

On a assisté, en contrepartie, à une résurgence des doctrines libérales. Mais elle a été trop brève et trop médiocre pour provoquer chez les socialistes autre chose que des réactions naturelles de rejet et quelques adhésions plus ou moins bien dissimulées.

Donc une énorme vacance idéologique, un encéphalogramme à peu près plat. Certains s'en réjouissent. Fini le temps des mythes, abandonnés enfin les problèmes concrets sans a priori et sans préjugé ! A ceux-là, je conseillerai la prudence car l'histoire politique de ce siècle a connu des périodes où l'on croyait pouvoir annoncer la « fin des idéologies », et d'autres périodes où celles-ci ressurgissaient malicieusement au moment où on les attendait le moins. L'humanité peut difficilement se passer de mythes, qu'ils soient religieux ou laïques. Cela dit, il est clair que nous devons présentement raisonner dans le cadre d'une situation qui est effectivement a-idéologique.

Mille problèmes concrets s'y trouvent posés dont les plus importants pour les socialistes — parce que c'est à leur sujet que s'opère la différence entre la gauche et la droite — sont l'accroissement des inégalités et, en regard, les possibilités du « partage », la capacité d'immigration des communautés minoritaires au sein de la société française, les obstacles à la construction d'une Europe qui ne se limiterait pas à l'ouverture des marchés.

Sur tous ces points, ne manquent ni les analyses ni les projets et donc les occasions de débats riches, fructueux et — pourquoi pas ? — « sans complaisance ». Ce qui fait difficulté c'est, évidemment, compte tenu des données internationales, l'étroitesse des marges de manœuvre. En dehors du catalogue des refus que l'on

peut dresser d'une manière plus ou moins bruyante, les diverses « sensibilités » du Parti socialiste sont conduites à jouer, sur une même partition, des musiques à peine différentes.

Il existe cependant une question sur laquelle pourrait s'émanciper le passage d'une démarche pragmatique à une réflexion théorique et où se justifierait pleinement ce qu'on appelait dans notre vieux langage une « analyse de classe ». C'est la question que soulève la montée des corporatismes ou, pour être plus précis, le développement des contradictions au sein du monde des salariés.

Ce n'est pas une question propre à la France (encore qu'elle y soit plus aiguë qu'ailleurs en raison du terrifiant déclin syndical). Ce n'est même pas une question propre à l'Europe occidentale. C'est une question qui se pose aussi dans les pays dits socialistes dès qu'ils s'engagent sur la voie de la démocratisation et des réformes (voir les interrogations de Solidarnosc et de l'opposition hongroise).

« Exploitation mutuelle »

A partir du moment où les salariés représentent de 80 % à 85 % de la population active (pays de l'Ouest), voire de 90 % à 100 % (pays de l'Est), il devient de plus en plus difficile de raisonner comme s'il s'agissait d'un monde homogène qu'il suffirait de rassembler pour mettre fin à la domination capitaliste d'un côté, à celle de la bureaucratie de l'autre.

D'autant plus difficile que, dans la conjoncture économique présente, les objectifs « unificateurs », « globalisants » du passé ont dû être soit abandonnés soit révisés à la baisse. Je pense à l'augmentation générale des salaires, à l'accroissement du transfert de ressources en faveur de la Sécurité sociale, à la réduction de la durée du travail, à l'allongement des congés, à la retraite, etc., mais aussi aux espoirs soulevés par le « grand dessin » exprimé par le triptyque socialisation-planification-autogestion. Or, en l'absence de tels objectifs et d'un nouveau « grand dessin », les divergences d'intérêt s'accroissent, les intégrités s'affaiblissent et les mouvements sociaux revêtent un caractère de plus en plus catégoriel.

Les grèves qui ont éclaté depuis un an en France dans les transports, l'éducation nationale, le secteur de la santé sont, de ce point de vue, très révélatrices. Tout se passe comme si, en marge des affrontements « classiques » entre propriétaires de capitaux, dirigeants d'entreprises et salariés, se développaient, à partir de la disparité des rémunérations et des « avantages acquis », ce qu'on pourrait appeler, selon une expression audacieuse, mais à mon avis très forte, de Pierre Naville, des formes d'« exploitation mutuelle ».

C'est de cette réalité que doivent tenir compte les socialistes lorsqu'ils viennent au pouvoir dans le cadre d'une économie capitaliste dominée par la logique du marché, mais où peuvent se développer, en contrepartie, les initiatives de l'Etat, des communautés publiques et des organisations sociales. Il leur faut, pour accomplir de grandes (et de moins grandes) réformes, disposer à la fois d'une majorité parlementaire et, pour reprendre une ancienne expression de François Mitterrand, d'une « majorité sociologique ». Ils ont la première — même si elle n'est que relative — mais non la seconde. Il est vrai que leurs adversaires ne l'ont pas davantage. La société française est une société profondément émietlée. Le gouvernement de Michel Rocard s'efforce de gérer au mieux cette situation, et il y réussit. Pour aller plus loin, il faudrait que se développe une dynamique des forces sociales qui n'existe pas aujourd'hui. Peut-on la créer à partir de la définition d'un certain nombre de choix et de priorités ? C'est là, à défaut d'une révision idéologique qu'il n'est pas en mesure d'entreprendre, le vrai problème qui se pose au Parti socialiste.

(*) Membre du comité directeur du Parti socialiste.

99^F "le livre incontournable de la rentrée..."
1824 PAGES.
PARENTS MAGAZINE

HACHETTE
LE DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS
60000 MOTS

99^F "c'est une mine, ouvrez-le..."
1824 PAGES.
PARENTS MAGAZINE

HACHETTE
LE DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS

Un dictionnaire de langue dont les définitions sont complétées par des informations encyclopédiques : plus de 1000 paragraphes encyclopédiques qui abordent les différents domaines du savoir liés à un mot de vocabulaire : questions scientifiques, historiques, juridiques, administratives, phonétiques, étymologiques, connotations.

Europe

Les réactions après l'exode
des réfugiés est-allemands vers la RFA

Une réunion du pacte de Varsovie ?

Le pacte de Varsovie a-t-il été saisi de l'exode des Allemands de l'Est, à quel niveau et avec quels résultats ? Une dépêche de l'agence Tass diffusée mardi 12 septembre le donne à penser, mais en posant plus de questions qu'elle n'en résout. Elle annonce que des représentants des Etats membres se sont rencontrés lundi et mardi à Moscou dans le cadre du groupe multilatéral pour l'information mutuelle du pacte et que ses membres ont « rencontré » M. Ivan Aboimov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères. Ni la qualité des participants ni l'objet de la rencontre ne sont précisés.

En réalité, ce groupe d'information mutuelle avait été évoqué pour la première fois, par M. Aboimov précisément, à l'occasion d'une conférence des cadres du ministère soviétique des affaires étrangères réunie le 27 juillet 1988 à Moscou. Selon le vice-ministre, il s'agissait d'une création récente, venant s'ajouter aux institutions politiques

préexistantes au sein du pacte de Varsovie : le comité politique consultatif, qui réunit une fois par an les chefs de parti et de gouvernement, le comité des ministres des affaires étrangères et le secrétariat unifié. Une commission spéciale chargée du désarmement venait également d'être créée. Quant à M. Aboimov, un diplomate qui connaît bien la Hongrie pour y avoir travaillé pendant près de dix ans au total, il a été chargé, en mai 1988, des relations avec les pays socialistes européens.

On peut supposer que ce groupe d'information du pacte de Varsovie réunit les ambassadeurs des six pays membres, soit à Moscou, soit dans une autre capitale, et qu'il se réunit en fonction des besoins. Mais il n'existe pas à l'Est de structure ressemblant au Conseil de l'OTAN, qui réunit à Bruxelles des ambassadeurs accrédités en permanence auprès de l'organisation atlantique.

M. T.

« A la veille de grands changements »

(Suite de la première page.)

« Il suffirait d'annoncer, poursuit le haut responsable soviétique, d'un peu d'aide. Il suffirait d'annoncer qu'on pourra aborder, au prochain congrès du parti, l'année prochaine, tous les problèmes et prendre le tournant des réformes. » Ce serait, dit-il, le meilleur moyen de normaliser la situation, mais le fait est qu'on ne peut pas exiger de vieux communistes qui ont été torturés par Hitler mais pas par Staline, dont la carrière politique s'est épanouie dans la période de stagnation (1) et pour qui le communisme c'est l'état de choses actuel, qu'ils se mettent à la perestroïka.

D'un autre côté, poursuit-il, « les citoyens est-allemands sont mûrs pour la « reconstruction », car ils vivent dans un pays où tout le monde regarde la télévision ouest-allemande depuis vingt-cinq ans, dont le niveau économique est bon malgré le maintien de structures de production stalinienne et qui bénéficie de la part de la RFA d'un flot de devises et d'une exonération de droits de douane — c'est-à-dire d'un important appui financier ».

Si la situation est « pré-révolutionnaire », c'est donc qu'il y a un décalage entre l'attente et la réalité du moment, entre l'état du pays et sa vie politique, et c'est la raison pour laquelle l'URSS estime, en vient à dire ce haut responsable, que la presse ouest-allemande a joué un « jeu dangereux », en ne faisant rien pour calmer les esprits dans l'affaire des réfugiés. La crise, dit-il, est maintenant virtuellement réglée, mais, sous peine de susciter un « espoir insensé » et de mener par là à un blocage explosif, l'Allemagne fédérale ne doit rien faire ni dire aujourd'hui qui laisse croire que la réunification serait un objectif politique réaliste.

« Même si nous ne pouvons pas le déclarer publiquement, dit-il encore, nous savons que l'attraction [entre les deux Allemagnes] est une réalité incontournable et qu'une nation ne se forme pas en quarante ans. Il y a fait plutôt cinq siècles et il est en ce sens vrai que la question de la légitimité de la RDA est difficile s'il ne s'agit pas d'une légitimité idéologique ou de classe. Cela pèse sur l'attitude de la direction est-allemande, mais, dans notre conception de la maison commune européenne, les deux Etats allemands peuvent parfaitement coexister sans qu'il y ait entre eux de frontières infranchissables. »

Pas de « réunification aux forcés »

« Ils entretiennent déjà, souligne-t-il, une coopération étroite dans tous les domaines, sont liés par l'idée commune que le sol allemand ne doit pas être le théâtre d'une nouvelle guerre, et l'Allemagne de l'Ouest peut aisément aider la RDA dans les secteurs où elle en a besoin. Non seulement nous ne sommes pas opposés à cette coopération, mais nous ne sommes plus contre son développement, puisqu'elle constitue une sorte de modèle, de préfiguration des relations que nous souhaitons voir se développer entre l'ensemble des pays européens. »

« Ce à quoi nous sommes en revanche totalement opposés, c'est à l'idée, comme dit le président Mitterrand, d'une « réunification aux forcés ». Nous nous sentons en cela très proches de la position française, car une unification des deux Etats allemands ne serait possible qu'au terme d'une évolution contrôlée et dans le cadre d'un consensus général de l'ensemble de l'Europe. »

Pour l'heure, donc, non seulement l'URSS n'entend pas « lâcher la RDA, qui est notre alliée », non seulement elle continuera à tout faire pour manifester qu'elle ne prendrait aucunement son parti d'une « réunification aux forcés », mais elle attend aussi du « monde politique ouest-allemand » qu'il réfléchisse aux moyens de faire baisser la fièvre. Comment ? Pas de réponses vraiment précises, mais, sur le fond, on considère à Moscou que la nécessaire évolution politique de l'Allemagne de l'Est devrait s'accompagner d'une reconnaissance par l'Allemagne fédérale de la citoyenneté est-allemande et que tout ressortissant est-allemand ne devrait plus se sentir assés de pouvoir travailler en Allemagne de l'Ouest.

Ne serait-ce pas totalement contraire à la Constitution fédérale ? Peut-être, répond-on, mais, outre qu'aucune Constitution n'est éternelle, la poursuite de l'arrivée massive d'émigrants de l'Est représenterait une « telle catastrophe démographique, économique et sociale pour la RFA » que Bonn devrait d'elle-même faire preuve de réalisme.

Pourquoi, dans ces conditions, l'URSS n'exerce-t-elle pas de pressions en faveur du changement en RDA ? Parce que les boutons, explique-t-on dans un sourire, ne fonctionnent plus très bien et que Moscou a suffisamment de problèmes pour se consacrer à la doctrine Brejnev à l'envers. Y a-t-il alors, à Berlin-Est, des candidats à la succession capables de conduire le changement ? « Comme dans tout pays à l'heure des fins de règne, les prétendants se tiennent dans l'ombre, mais il y en a. »

Que pense Moscou de l'attitude hongroise dans la crise des réfugiés ? « Légèrement ambiguë, mais... ». M. Honecker est-il réellement très malade ? L'URSS n'en sait rien. Et comment expliquer ce soudain voyage de M. Ligatchev en Allemagne de l'Est ? Même anonymement, un responsable soviétique ne commente pas l'action d'un membre du bureau politique.

(1) Terme qui désigne habituellement l'époque de la direction Brejnev.

BERNARD GUETTA.

Après l'investiture de M. Mazowiecki par la Diète

L'espoir d'une nouvelle Pologne

(Suite de la première page.)

Les principes qui guideront l'action du gouvernement ont été énoncés clairement et fermement : « L'Etat polonais, a déclaré le premier ministre, ne peut être ni un Etat idéologique ni un Etat religieux. Nous voulons vivre dans un Etat souverain, démocratique et respectueux du droit, un Etat qui, chacun, quelles que soient ses conceptions politiques, puisse considérer comme le sien. C'est là en réalité la ligne maîtresse du programme de M. Mazowiecki : n'exclure personne, rester ouvert à tous, mais selon des principes démocratiques posés sans équivoque. »

Le premier ministre a défini ainsi les deux priorités de la Pologne : procéder « à la restructuration politique de l'Etat et sortir le pays de la catastrophe économique ». Sur le plan politique, il s'est prononcé pour une réforme des tribunaux, l'élaboration d'une nouvelle Constitution, des élections locales anticipées, l'ouverture à l'égard de tous les partis politiques, l'égalité d'accès à la fonction publique, la liberté d'expression, l'égalité d'accès à la radio-télévision. « La presse ne peut être régentée administrativement, a-t-il dit, et la censure doit être limitée. » Les syndicats libres. A propos des forces de l'ordre, M. Mazowiecki a souhaité que les activités de la milice soient « soumises au contrôle de la loi et de l'opinion publique » : son rôle ne doit plus

être « de contrôler la société, mais de protéger la paix des citoyens ». La taille et le rôle des services de sécurité, de la SB (police politique), doivent aussi changer dans une situation de transformations démocratiques et de restauration des droits civiques. Enfin, « des représentants des diverses forces sociopolitiques prendront part à l'élaboration de la politique des forces armées et civiles ».

Un appel à la jeunesse

Le premier ministre a ensuite lancé un appel très pressant à la jeunesse, un sujet qui lui tient à cœur, pour qu'elle « ne perde pas foi », « croie en la patience, l'énergie et la persévérance des jeunes Polonais », a-t-il dit, se rappelant les jeunes grévistes de Gdansk, l'an dernier. « Je ne leur ferai pas de promesses gratuites, mais le gouvernement retirera les barrières politiques et idéologiques qui les empêchent de participer à la vie publique. »

Passant au volet économique de son programme, M. Mazowiecki a dressé un bilan accablant de l'état du pays, où « le niveau de vie moyen est plus bas qu'il y a dix ans », où la pauvreté a gagné du terrain, où « la crise écologique prend, en certains endroits, des dimensions catastrophiques ». Le gouvernement ne pourra pas tout faire tout de suite, a-t-il prévenu.

Mais il a l'intention de s'attaquer au déficit budgétaire, de nommer un représentant chargé des transferts des titres de propriété de l'économie polonaise, de faciliter l'émigration des travailleurs, de créer rapidement les bases légales pour une Bourse, de réformer en profondeur le système fiscal, notamment en introduisant l'impôt sur le revenu individuel. Ces mesures permettront, a-t-il dit, d'entamer la transition vers un système qui ne sera pas parfait, mais qui crée les meilleures chances de parvenir à un niveau de vie décent.

Tout de suite, « dans les semaines qui viennent, le gouvernement entend agir contre l'inflation qui, au rythme actuel, atteindrait 4 000 % dans un an ». Une équipe a déjà commencé à travailler sur « un ensemble de mesures décisives », et cette lutte, averti clairement M. Mazowiecki, entraînera « probablement une baisse supplémentaire du niveau de vie » ; les syndicats se trouveront « dans une situation difficile » mais « nous comptons sur eux ».

Abordant enfin la politique extérieure, le premier ministre a prononcé l'ouverture de la Pologne à l'Europe et au monde, la réconciliation avec les nations allemandes et soviétiques, le développement de la coopération avec la RDA et la Tchécoslovaquie. Il a rappelé aux « amis de la Pologne » l'impératif de temps pour l'aide financière : « Qui aide vite, aide deux fois plus », a-t-il commenté. Il a aussi renouvelé son engagement à respecter les alliances extérieures de la Pologne, tout en soulignant que les alliances militaires « doivent servir à assurer la sécurité extérieure, mais pas à influencer sur le système politique et économique interne ». Voilà des jalons clairement posés, comme si M. Mazowiecki, après avoir, dans un premier temps après sa nomination, tenu un langage essentiellement rassurant à l'égard des communistes de l'intérieur et de l'extérieur, souhaitait maintenant passer à la vitesse supérieure et rappeler les exigences qui ont amené les Polonais à voter massivement pour Solidarité le 4 juin dernier.

Les dirigeants du POUP (PC) semblent d'ailleurs l'avoir bien compris. Si, dans les discours, le général Kiszczak qualifiait de « très professionnel » le discours du premier ministre, il saluait surtout les aspects économiques. Et, prenant la parole à la tribune au nom du groupe communiste, M. Marian Orzechowski a tenu à souligner que « les quarante dernières années n'avaient pas produit que des succès, mais pas que des échecs non plus. Le socialisme en Pologne n'appartient pas au passé ».

Après un tel discours gouvernemental, inédit en Europe de l'Est, cette précision n'était peut-être pas inutile.

SYLVIE KAUFFMANN.

Les principaux ministres

M. KRZYSZTOF SKUBISZEWSKI, ministre des affaires étrangères

Soixante-trois ans, originaire de Poznan, M. Skubiszewski est un spécialiste de droit international, qu'il a notamment enseigné à l'Académie des sciences de Poznan. Il est également passé par Harvard et par les universités de Genève et d'Oxford. Il est membre de la Société française de droit international. Membre de Solidarité en 1980-1981, il fait aussi partie du conseil social auprès du primat de Pologne.

M. LESZEK BALCEROWICZ, vice-premier ministre et ministre des finances

A quarante-deux ans, il va diriger l'équipe gouvernementale chargée de mettre la Pologne sur les rails de l'économie de marché. Diplômé de l'Ecole centrale de planification de Varsovie et de l'université Saint-John de New-York, M. Balcerowicz adhère au POUP en 1969, mais le quitte aussitôt après l'instauration de l'état de guerre, en décembre 1981. Professeur d'économie dans un institut du parti, il dirige à la fin des années 70 un projet de recherche sur la réforme du système économique communiste. Le rapport qui en sort en 1980 est tellement radical qu'il est aussitôt écarté. Après avoir quitté le parti, M. Balcerowicz s'est progressivement rapproché des milieux de Solidarité.

M. WITOLD TRZECIAKOWSKI, président du Conseil économique

A soixante-trois ans, ce professeur d'économie, intellectuel catholique et conseiller économique de Solidarité depuis 1980, sera essentiellement chargé de coordonner l'action économique des diverses administrations. Ancien combattant de l'AK (Armée de l'intérieur), les blessures qu'il essuie pendant l'insurrection de Varsovie compromettent sa carrière de pianiste, et il se reconvertisse dans l'économie privée après la guerre. Arrêté en 1950, il est devenu plusieurs fois. Membre du conseil du Primat, il conduit la délégation chargée de l'économie de Solidarité à la table ronde début 1989. Il a été élu sénateur le 4 juin.

M. JACEK KURON, ministre du travail et de la politique sociale

Cinquante-cinq ans, né à Lvov, c'est une figure historique de l'opposition polonaise. Il adhère au POUP une première fois comme étudiant, en 1953 et en est exclu six mois plus tard après avoir refusé de faire son autocritique. En 1956, il participe au mouvement de renouveau à l'université de Varsovie et retourne au parti, dont il sera exclu une seconde fois pour avoir écrit, avec Karol Modzelewski, une « Lettre ouverte » aux membres du PC, qui lui vaut trois ans de prison. Il purge de nouveau trois ans et demi de prison à partir de mars 1968, accusé d'avoir fomenté la rébellion étudiante. Fondateur, en 1976, du KOR (Comité de défense des ouvriers), il

devenir, dès août 1980, conseiller des comités de grève de Gdansk, puis membre de la direction de Solidarité. Interné le 13 décembre 1981, il ne sera libéré qu'en juillet 1984. Participant à la table ronde, il est élu député en juin.

M. HENRYK SAMSONOWICZ, ministre de l'éducation

Cinquante-neuf ans, historien médiéval, il est élu recteur de l'université de Varsovie pendant la période légale de Solidarité, en 1980, à l'issue d'un scrutin démocratique. Licencié par les autorités aussitôt après le 13 décembre 1981, il devient le conseiller de Solidarité pour les sciences et l'éducation, et participe à ce titre à la table ronde en 1989.

M. ALEKSANDER PASZYNSKI, ministre de la construction et de l'aménagement

Soixante et un ans, journaliste, économiste, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Polityka* en 1980-1981, il fonde une association en faveur de l'entreprise privée, l'Association économique de Varsovie, dont il devient président à sa légalisation en 1988.

M. TADEUSZ SYRJYCZYK, ministre de l'industrie

Quarante et un ans, économiste de Cracovie, il est responsable régional de Solidarité en 1980-1981, puis interné le 13 décembre 1981. En 1984, il fonde l'Association industrielle de Cracovie — initiative privée équivalente à celle de M. Paszynski à Varsovie — qui est légalisée en 1987. Il a monté une entreprise privée d'informatique.

M. JACEK AMBROZIAK, ministre, chef de l'office du conseil des ministres

Ce juriste de quarante-huit ans, que M. Mazowiecki a pris à ses côtés dès sa nomination le 17 août, devient une sorte de secrétaire général du gouvernement. Rédacteur en chef adjoint de *Tygodnik Solidarnosc*, il a été longtemps conseiller juridique de l'épiscopat, qui l'avait délégué comme observateur au procès des assassins du Père Popieluszko, en 1985. Il a été élu député de Solidarité en juin.

M. ALEKSANDER HALL, ministre chargé des relations avec les partis politiques

Trente-six ans, militant des droits de l'homme depuis 1977. En 1979, il participe à la création du mouvement Jeune Pologne, qui se réclame des idéaux positifs de la national-démocratie d'avant-guerre, dont il rejette l'antisémitisme. Membre de Solidarité de Gdansk, il vit dans la clandestinité de 1981 à 1984. Membre du conseil du primat, ses idées indépendantes le mettent parfois en conflit avec les dirigeants de Solidarité, comme en avril 1989, lorsqu'il refuse de participer aux élections de juin pour protester contre la sélection « non démocratique » des candidats de Lech Walesa, comme

La composition du gouvernement

Voici la liste officielle du gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, dont le Parlement a voté l'investiture mardi 12 septembre.

Premier ministre : Tadeusz Mazowiecki (Solidarité).

Vice-premiers ministres : Leszek Balcerowicz (Solidarité) ; Czesław Janicki (ZSL, Parti paysan) ; Jan Janowski (SD, Parti démocrate) ; Czesław Kiszczak (POUP, Parti ouvrier polonais).

Ministres :

Chef de l'office du conseil des ministres : Jacek Ambrozjak (Solidarité) ;

Finances : Leszek Balcerowicz (Solidarité) ;

Justice : Aleksander Bentkowski (ZSL) ;

Culture : M^{me} Izabella Cywinska (Solidarité) ;

Ministre chargé des organisations sociales et des partis politiques : Aleksander Hall (Solidarité) ;

Agriculture : Czesław Janicki (ZSL) ;

Progrès technique : Jan Janowski (SD) ;

Intérieur : Czesław Kiszczak (POUP) ;

Environnement : Bronisław Kaminski (ZSL) ;

Santé : Andrzej Kosiński-Karny (ZSL) ;

Travail : Jacek Kuron (Solidarité) ;

Marché intérieur : Aleksander Mackiewicz (SD) ;

Bâtiment : Aleksander Paszynski (Solidarité) ;

Education : Henryk Samsonowicz (Solidarité) ;

Défense : Florian Siwicki (POUP) ;

Affaires étrangères : Krzysztof Skubiszewski (Solidarité) ;

Industrie : Tadeusz Syryjczyk (Solidarité) ;

Président du conseil économique : Witold Trzeciakowski (Solidarité) ;

Transports : Franciszek Adam Wielecki (POUP) ;

Commerce extérieur : Marcin Swiecki (POUP) ;

Ministre sans portefeuille chargé d'organiser le ministère des communications : Marek Kucharski (SD) ;

Ministre sans portefeuille responsable des questions sociales à la campagne : Artur Bales (Solidarité rurale) ;

Ministre, président de l'office central du plan : Jerzy Olsztyński (Solidarité).

(Publicité)

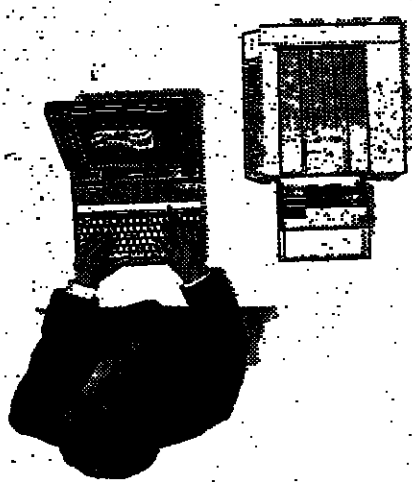
Un autre visage de l'Europe

Seul ouvrage en français du nouveau premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki

Disponible chez les Editions Noir sur Blanc Le Motif, 1147 Montricher, Suisse ou par SEDES, 88, boulevard Saint-Germain

صلى الله عليه وسلم

QUI A DIT QU'IL FALLAIT FORCEMENT PRENDRE TOUTE LA PLACE POUR FAIRE LA MEILLEURE IMPRESSION?



TOSHIBA PAGELASER 6 : L'IMPRESSION LASER DEVIENT PERSONNELLE.

Ayant déjà tant innové dans le monde des portables, Toshiba met aujourd'hui l'impression au diapason : la qualité laser au service de l'utilisateur individuel. Pour la simplicité : tableau de bord à cristaux liquides pour la facilité d'utilisation, et "consommables" en cartouche pour l'entretien. Pas besoin de spécialiste. Qualité et facilité, la Pagelaser 6 remplacera avantageusement une imprimante matricielle 24 aiguilles.

6 PAGES À LA MINUTE.

Pas de doute, pour les performances, la Pagelaser 6 est bel et bien la digne héritière de la Pagelaser 12 (son aînée plus particulièrement destinée aux réseaux). En outre, ses 512 ko de mémoire, extensibles jusqu'à 4,5 Mo, vous autoriseront les mêmes fantaisies : textes et graphiques sur tous les formats habituels de papier et sur tous papiers. Avec un choix de polices de caractères (en standard, en cartouches ou téléchargeables), digne de celui de sa grande sœur aussi.



A PEINE PLUS GRANDE QU'UNE DOUBLE PAGE.

41 x 21 x 39 cm. En clair, cela veut dire que si vous posez votre hebdomadaire préféré ouvert sur une table, vous aurez une idée à peu près exacte de l'encombrement de la Pagelaser 6. Et ses 16 kg vous permettront même de la changer de bureau si besoin. Ajoutez à cela ses deux interfaces (série et parallèle) pour la raccorder aux micros les plus courants, et vous aurez toutes les chances qu'elle vous devienne très personnelle.

L'Empreinte de Demain

TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX
TEL : (1) 47 28 28 28

Europe

ESPAGNE : spécialisé dans les affaires de terrorisme

Un procureur assassiné à Madrid par un commando de l'ETA

MADRID
de notre correspondant

C'est à une véritable escalade de violence « à la colombienne » que semble vouloir se livrer l'ETA militaire qui vient de s'en prendre, pour la première fois, à un représentant du ministère public. Personne ne doute en effet ici que ce sont bien les séparatistes basques qui ont assassiné dans la capitale espagnole, mardi 12 septembre, M^{re} Carmen Tagle, quarante-trois ans, procureur de l'Audience nationale, la juridiction de Madrid compétente en matière de terrorisme.

Il était environ 15 h 30 et M^{re} Tagle venait d'arrêter sa voiture devant le garage de son domicile situé dans un quartier du nord de Madrid. Un autre véhicule s'est alors rangé à ses côtés et ses deux occupants ont tiré à plusieurs reprises, à travers la vitre baissée, presque à bout portant sur le procureur, l'atteignant de plusieurs balles dans la tête. Deux médecins accourus sur les lieux n'ont pu que constater qu'elle était morte sur le coup, le visage défiguré par les balles. M^{re} Tagle ne disposait d'aucune escorte et ne prenait apparemment pas de mesures de protection particulières.

Une cible de premier plan

Cet assassinat, le douzième depuis le début de l'année, a provoqué un véritable choc national et les principales chaînes de radio y ont consacré plusieurs heures d'émissions spéciales. Depuis 1978, année où elle avait tué deux magistrats, l'ETA militaire ne s'était plus attaquée à des représentants du pouvoir judiciaire à l'exception d'un attentat

manqué en 1986 contre le président du tribunal suprême, M. Antonio Hernandez Gil.

M^{re} Tagle, il est vrai, constituait une cible potentielle de premier plan. Ses fonctions l'avaient, en effet, amenée à porter l'accusation dans des dizaines de procès contre les membres de l'ETA militaire, le dernier eut lieu le matin même de l'attentat. Elle s'était, par ailleurs, rendue à Paris en compagnie d'un juge d'instruction pour y participer à l'interrogatoire de plusieurs dirigeants de l'ETA emprisonnés dans la capitale française, dont Santi Potros.

Connue pour sa rigueur, elle s'était publiquement prononcée en faveur d'une réforme de la législation antiterroriste afin que les auteurs d'attentats particulièrement sanglants soient tenus de purger la totalité de leur peine sans possibilité de mesure de grâce. Elle n'avait, en outre, jamais caché son scepticisme face aux conversations d'Alger entre représentants du gouvernement et de l'ETA, l'organisation séparatiste ne cherchant, selon elle, qu'à gagner du temps afin de reprendre des forces.

L'assassinat de M^{re} Tagle se produit peu après l'envoi de plusieurs colis piégés à des fonctionnaires de la justice, l'organisation séparatiste tente ainsi de riposter à sa manière à une mesure qui vient de lui porter un coup dur : la dispersion aux quatre coins du territoire national de ses quatre cent cinquante membres actuellement en prison. Cette mesure a, en effet, contribué à rompre la discipline qu'imposait la direction de l'ETA au « collectif » de prisonniers et permet désormais à ceux d'entre eux prêts à renoncer à la violence d'échapper au contrôle des plus intransigeants. Une politique qui, le ministre de la justice Enrique Mugica l'a assuré, se poursuivra quelles que soient les sanglantes réactions qu'elle puisse provoquer de la part de l'ETA.

THIERRY MALINIAK.

GRANDE-BRETAGNE : congrès des démocrates sociaux et libéraux à Brighton

L'angoisse existentielle des centristes britanniques

LONDRES
de notre correspondant

« Beaucoup de gens se demandent : que faisons nous ici ? », M. Paddy Ashdown, leader des démocrates sociaux et libéraux (SLD), ne pouvait mieux résumer l'angoisse existentielle qui fait des ravages dans les rangs de son parti. Le congrès du SLD, qui se tient depuis le 9 septembre à Brighton, met en effet cruellement en lumière l'effondrement du centre en Grande-Bretagne.

Il n'est pas sûr que les 1 800 délégués sauront davantage, lorsque se clôturera le congrès, vendredi 15 septembre, pourquoi ils s'étaient rassemblés dans cette station balnéaire du sud de l'Angleterre. L'image du SLD est totalement brisée dans l'opinion par des querelles intestines et par un débat persistant, qui tourne à la farce, sur le nom même que doit avoir cette formation. Les libéraux, héritiers du parti de Gladstone et de Lloyd George, souhaitent que le mot libéral continue d'apparaître. Les militants issus des rangs du Labour, qui ont créé en 1981 le Parti social-démocrate, sont davantage prêts à des innovations linguistiques.

Le congrès a voté une motion qui exclut cette question de l'ordre du jour... Même s'il s'agit seulement d'une affaire de terminologie, on ne pouvait avouer plus symboliquement que la fusion, décidée en 1988, entre libéraux et sociaux-démocrates n'était toujours pas vraiment accomplie.

M. Ashdown pensait que, sur la politique de défense au moins, il pouvait unifier son parti. Le congrès

a de fait voté mardi en faveur du maintien des sous-marins Trident, fer de lance de l'arsenal nucléaire britannique. L'événement est remarquable dans la mesure où il aligne le SLD sur les conservateurs et les travaillistes, ce qui implique que les trois formations politiques classiques du pays (les Verts se situant évidemment à part) sont désormais favorables à la dissuasion nucléaire. Mais ce résultat était sans doute trop simple : le congrès a aussi décidé de supprimer du programme du parti la référence à l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'OTAN.

Le SLD a tout simplement du mal à exister. Additionnés mécaniquement, les adhérents du Parti libéral et du Parti social-démocrate auraient dû être 175 000. Le SLD n'a plus en réalité que 82 000 membres. Les élections européennes ont été un désastre. Le SLD n'a obtenu que 6,4 % des voix, passant en quatrième position après les Verts qui en ont recueilli 15 %.

Le tournant modéré pris par les travaillistes, et l'émergence d'un fort courant écologiste ont laminé les positions du centre classique. Lors des élections de 1983, celui-ci avait fait le plein de ses électeurs potentiels, avec 25 % des suffrages, parce que le Labour restait victime de son image gauchiste et que l'écologie n'était pas encore à la mode. Il n'en est plus de même. La proportion de Britanniques qui refusent les deux grands partis est relativement stable depuis une décennie. Mais ce sont les Verts qui recueillent désormais l'essentiel de ce vote de protestation.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
57, rue Charles Laffont
92000 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

COPIES COULEURS Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080
P.A.O. AVEC VENTURA ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV DAUMESNIL - 43 47 21 32

CHINE

La commémoration des cent jours du massacre de la place Tiananmen

Alors que Pékin renforce les mesures de contrôle en préparation aux cérémonies qui marqueront le quarantième anniversaire de la République populaire le 1^{er} octobre, des manifestations ont eu lieu à l'étranger mardi 12 septembre pour commémorer les cent jours du massacre de la place Tiananmen, où de nombreux étudiants ont été tués par l'armée. Plus de vingt mille personnes à Hongkong, plusieurs centaines à Londres et à Genève devant le Palais des Nations ont protesté contre la répression à l'appel des associations de dissidents en exil.

A Paris, près d'un millier de personnes, Chinois et Français, se sont rassemblés à 21 heures sur l'esplanade des Droits-de-l'Homme, place du Trocadéro, pour écouter l'ancien dirigeant étudiant pékinois Wu'er Kaixi et d'autres orateurs, dont M^{re} Elisabeth Badinter, au nom du mouvement Solidarité Chine, rendre hommage aux victimes de la lutte pour la démocratie en Chine. « Vous avez irrigué de votre sang les premiers bourgeons de la liberté. Jamais les mains criminelles de la dictature n'arracheront les racines de la démocratie que vos corps ont nourries », a notamment déclaré, la voix coupée par l'émotion, M. Wu'er Kaixi.

Au son de l'Adagio d'Albinoni et du Requiem de Mozart, les manifestants, qui portaient une bougie allumée, ont observé une minute de silence, avant d'assister à un spectacle silencieux donné par des danseurs vêtus de blanc, la couleur du deuil en Chine. Selon des participants, des diplomates chinois auraient exercé de fortes pressions sur les artistes pour les empêcher de participer aux cérémonies.

Le matin même, l'exposition sur les événements de la place Tiananmen qui avait été annoncée dans une salle de la mairie du seizième arrondissement avait dû être annulée. Selon une émissaire de l'arrondissement, cette mesure est due à « une pression du Quai d'Orsay », tandis qu'au ministère des affaires étrangères on soulignait qu'aucun service n'avait été contacté ni n'était intervenu sur cette affaire et que la responsabilité d'une telle manifestation incombait habituellement à la mairie de Paris.

Dans la capitale chinoise, selon des diplomates, les autorités auraient interdit à l'ambassadeur de Pékin ou l'on devait jouer le Requiem de Verdi, craignant des manifestations de la part des étudiants. Une statue est actuellement en construction sur la place Tiananmen, à l'endroit où se trouvait, pendant les événements, la statue de la déesse de la démocratie érigée par les étudiants. Œuvre de « sculpteurs vétérans », elle représente l'alliance des ouvriers, des paysans, des militaires et des intellectuels.

« M. Jiang Zemin invité à Moscou... Le nouveau secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, a été invité, au nom de M. Gorbatchev, à se rendre en visite officielle en URSS. Cette invitation a été transmise lors d'une rencontre lundi 11 septembre à Moscou entre M. Yakovlev, membre du bureau politique du PCUS chargé de sa commission internationale, et le chef du département international du PCC, M. Zhu Liang. Mardi, une délégation du Shou suprême, dirigée par son premier vice-président, M. Loukayev, est arrivée à Pékin en visite officielle. — (AFP.)

Asie

JAPON

Les boat people chinois seront rapatriés

TOKYO
de notre correspondant

Tokyo a pris des mesures destinées à enrayer le flux des réfugiés de la mer. Aux termes de nouvelles dispositions entrées en vigueur mercredi 13 septembre, les autorités japonaises procéderont à un examen minutieux afin d'établir s'ils peuvent bénéficier du statut de réfugiés défini par la législation internationale (c'est-à-dire s'ils sont victimes dans leur pays d'une oppression politique, religieuse ou raciale), ou bien s'ils doivent être considérés comme de simples « réfugiés économiques ». Les premiers se verront accorder le droit d'asile, les seconds seront traités comme des immigrants illégaux.

Le Japon s'engage donc sur la même voie que les autres pays de la région, appliquant les critères décidés lors de la conférence de Genève de juin dernier sur les réfugiés d'Indochine. La situation est compliquée, dans son cas, par l'arrivée de ces dernières semaines avec les boat people de véritables Chinois ou de Sino-Vietnamiens qui avaient trouvé refuge en Chine au moment du conflit frontalier de mars 1979.

Les Vietnamiens qui seront reconnus « réfugiés économiques » seront « invités » à quitter l'archipel. Comme il est peu probable que le Japon recoure à un rapatriement par la force vis-à-vis de Hongkong : que faire de cette catégorie de réfugiés ?

En ce qui concerne les Chinois, ils devront être rapatriés et traités selon les termes de la loi chinoise, « dans l'espoir que les sanctions ne seront pas trop dures », a déclaré le directeur du bureau pour les réfugiés et les droits de l'homme du ministère des affaires étrangères. Le Japon n'a obtenu aucune garantie de bienveillance de la part des autorités chinoises.

La procédure de détermination du statut qui vient d'entrer en application ne concerne que les Vietnamiens. Cette procédure sera mise en place avec le concours du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Jusqu'à présent, les réfugiés de la mer recevaient automatiquement une autorisation de séjour temporaire. La bienveillance des autorités s'expliquant par le faible nombre de réfugiés vietnamiens installés au

Japon (6 000 en dix ans). La découverte de 657 Chinois parmi les 2 300 réfugiés arrivés au cours des dernières semaines a incité les autorités à renforcer leur contrôle.

La venue de réfugiés chinois se faisant passer pour des Vietnamiens a en outre révélé l'existence de réseaux d'immigration clandestine, dont certains sont apparemment liés au monde de la pègre nipponne, et bénéficient de complicités de fonctionnaires dans la province du Fujian, où font escale les bateaux partis du Vietnam.

Le Japon souffrant d'une pénurie de main-d'œuvre, le rapatriement des immigrants illégaux suscite quelques polémiques : des voix ont commencé à se faire entendre demandant un assouplissement des règlements sur l'entrée des travailleurs non qualifiés. C'est notamment le cas du président du patronat du Kansai, qui a préconisé qu'un visa de séjour limité soit accordé aux travailleurs immigrés. Il y a actuellement 60 000 travailleurs immigrés au Japon, dont 11 000 en situation irrégulière. Mais les syndicats s'opposent à une ouverture du marché du travail qui aurait pour conséquence d'abaisser les salaires des travailleurs non qualifiés.

Ph. P.

Sceptique sur les chances de la perestroïka

Tokyo estime que la menace militaire soviétique est inchangée

TOKYO
de notre correspondant

Malgré les réformes entreprises sur le plan intérieur et les propositions de réduction des armements faites par M. Gorbatchev, l'Union soviétique représente toujours une menace militaire qui appelle une poursuite de l'effort de défense du camp occidental : telle est l'argumentation centrale du dernier Livre blanc sur la défense, approuvé le 12 septembre, par le gouvernement japonais.

Le document cherche visiblement à contrer l'opinion selon laquelle, compte tenu d'une tendance globale à la détente, le Japon pourrait limiter ses dépenses militaires. En dépit des politiques de contrôle des armements poursuivies par les deux super-puissances, la situation d'affrontement Est-Ouest demeure inchangée, estiment les experts.

Sceptiques quant aux chances de réussite de la perestroïka et émettant des doutes sur les changements substantiels que peuvent apporter les nouvelles orientations diplomatiques de Moscou, ils concluent qu'il est difficile de savoir à partir des déclarations du gouvernement Gorbatchev, si les initiatives de celui-ci auront pour conséquence une substantielle réduction de la menace militaire que constitue l'URSS et si elles signifient un arrêt de la politique expansionniste de Moscou fondée sur la force militaire.

Un déploiement « considérable »

A l'appui de sa thèse, l'agence dresse un tableau des forces soviétiques en Extrême-Orient. Qualifié de « considérable », leur déploiement représente entre un quart et un tiers du total des forces armées soviétiques. La majorité est stationnée sur les côtes. Un tiers des mis-

siles, quarante-trois divisions (390 000 hommes), cent navires de guerre, cent quarante sous-marins et deux mille quatre cents avions de combat sont déployés de la péninsule du Kamchatka, à Vladivostok. Les Soviétiques auraient renforcé leur troupe stationnée à Sakhaline (deux divisions) qui comprendraient en outre un escadron d'hélicoptères et des chasseurs Mig-23 et 31, rapatriés d'Afghanistan. Dans l'archipel des Kouriles (notamment à Etorofu et à Kamshiri, deux des quatre îles revendiquées par les Japonais), se trouveraient une division et une base de quarante Mig-23.

Deux divisions sont stationnées au Kamchatka tandis que le port de Petropavlovsk abriterait cinquante sous-marins et une trentaine de navires de guerre. Le port de Maga-

dan (sur le continent, à la hauteur de la péninsule du Kamchatka) est aussi une base de sous-marins. A Vladivostok sont stationnés soixante-dix sous-marins, autant de navires de guerre et une division de fusiliers marins. Une douzaine de divisions se trouvent dans la région de Khabarovsk, quartier général des forces armées soviétiques d'Extrême-Orient.

Le jour même où était rendu public le Livre blanc, le directeur général de l'Agence de défense, M. Juro Matsumoto, critiquait au cours d'une conférence de presse la position, légèrement infléchie, des socialistes japonais en matière de sécurité. Il a notamment qualifié d'« irréaliste » la diplomatie non alignée prônée par le PSJ.

PHILIPPE PONS.

INDONÉSIE

Première visite en URSS du président Suharto

Le président indonésien Suharto a achevé mardi 12 septembre une visite officielle à Moscou, la première d'un chef d'Etat de ce pays en URSS depuis vingt-cinq ans, et depuis la chute de son prédécesseur Sukarno. « La glace fond » entre Moscou et Djakarta, a déclaré à cette occasion M. Gorbatchev, cité par le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Rogatchev. Ce dernier a ajouté que cette visite avait été « remplie de succès ».

Les deux présidents ont signé un document sur les « principes de base » des relations amicales et de la coopération bilatérale. Leurs entretiens ont été suivis par la première réunion d'une commission économique bilatérale, à présider M. Ali Alatas, le chef de la diplomatie indonésienne.

Selon ce dernier, « les deux parties ont souligné que le conflit cambodgien est un problème qui doit être résolu en premier lieu, car nous sommes convaincus que le règlement de ce conflit ouvrira la voie à des relations économiques dans toute l'Asie du Sud-Est ».

Au cours de cette visite, qui aura duré six jours, le chef d'Etat-major indonésien, le général Try Sutrisno, a rencontré le ministre soviétique de la défense. Celui-ci, après avoir souligné que « la dernière rencontre entre dirigeants militaires soviétiques et indonésiens remonte à 1963 », a ajouté que, « depuis cette date, il y a eu des refroidissements et des incompréhensions dans nos relations ». — (AFP.)

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 06

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	ROUMANIE	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-64-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse définitifs ou prolongés : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

Afrique

NAMIBIE

Assassinat d'un dirigeant Blanc de la SWAPO

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Un avocat du barreau de Windhoek, Anton Lubowski, trente-sept ans, membre dirigeant de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a été assassiné, mardi 12 septembre, devant son domicile. Alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, un tueur dissimulé dans les brousses a ouvert le feu avec une kalachnikov. Anton Lubowski a été tué sur le coup. Huit douilles ont été retrouvées sur le sol.

Chef adjoint de l'administration dans l'équipe électorale de la SWAPO, cet avocat avait joué un rôle important au sein de la branche interne de l'Organisation qu'il avait rejointe en 1984. Il avait été le premier Blanc à adhérer à ce mouvement de lutte pour l'indépendance de la Namibie, ce qui lui avait valu de nombreuses menaces. Il y a quelques mois, il avait été l'un des défenseurs au procès d'Uppington (Afrique du Sud) de quatre Noirs condamnés à mort pour le meurtre d'un policier noir au cours d'émeutes.

Cet assassinat, le premier d'une personnalité de la SWAPO depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} avril dernier de la résolution 435 des Nations unies pour l'accession du territoire à l'indépendance, est survenu à deux jours de l'arrivée à Windhoek, jeudi 14 septembre, de M. Sam Nujoma, président de l'Organisation, après un exil de vingt-neuf ans.

Défenseur des droits de l'homme, Anton Lubowski avait été entraîné il y a deux ans pour avoir dénoncé leur violation par les autorités de tutelle sud-africaines. Il avait participé en tant qu'avocat à de nombreux procès politiques. Sa mort va relancer la polémique sur la sécurité que les dirigeants de la SWAPO jugent insuffisante. Il est mort deux mois avant les élections qui doivent débiter le 6 novembre.

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk autorise une marche contre l'apartheid

JOHANNESBURG
de notre correspondant

A la suite d'une volte-face surprenante, le gouvernement sud-africain a autorisé, mardi 12 septembre, la marche anti-apartheid prévue pour mercredi dans les rues du Cap afin de protester contre les violences policières qui ont causé la mort d'un jeune homme, quinze personnes ont été blessées du 6 septembre.

Le chef de l'Etat en personne, M. Frederik De Klerk, a annoncé au cours d'une conférence de presse que son gouvernement « n'avait aucune objection à formuler contre les protestations pacifiques et ordonnées, à condition qu'elles se

déroulent dans le cadre des lois du pays ».

Le président de la République a ajouté que « ce n'était pas le moment d'aggraver les différences qui existent dans notre pays », estimant que « le temps était venu de trouver un terrain commun pour un dialogue pacifique ».

Violence politique

Cette collaboration met fin aux tractations entourant le déroulement de cette marche de protestation une semaine après les sanglants événements qui se sont produits dans les townships des environs du Cap, au cours desquels vingt-trois personnes

ont trouvé la mort, selon Mgr Desmond Tutu.

Depuis, une violente polémique s'est engagée entre les autorités et les mouvements anti-apartheid non seulement sur le nombre des victimes, mais aussi sur les circonstances dans lesquelles elles ont été tuées ainsi que sur le comportement des forces de l'ordre.

Un lieutenant néé de la police, Gregory Rockman, a d'ailleurs dénoncé la manière dont les unités anti-émeutes avaient réprimé les manifestations.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a chargé mardi 12 septembre un haut fonctionnaire de la police de mener une enquête.

MICHEL BOLE-RICHARD.

MAROC

Protestation contre la destruction « inhumaine » de bidonvilles

Rabat (AFP). — Deux organisations marocaines des droits de l'homme ont dénoncé, mardi 12 septembre, les conditions « inhumaines et illégales » dans lesquelles sont effectuées, selon elles, depuis plusieurs semaines, des destructions de bidonvilles au Maroc.

Selon la commission de coordination entre la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (LMDH), proche du parti d'opposition nationaliste (Isi) et l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH, progressiste), « ces opérations ont revêtu dans plusieurs régions l'aspect d'un rattachement, du fait de la dégradation de certains agents de l'auto-rité ».

Les deux organisations font référence à la campagne contre l'habitat insalubre entreprise par les autorités marocaines dans les provinces de Sétif et de Khénifra (en nord de Rabat). Elles soulignent que les bidonvilles ont été détruits sans que des tentatives de relogement des occupants des tentes de planches et de tôles ondulées, et en leur octroyant des facilités financières.

entre les habitations et les locaux commerciaux et agricoles, entre les huttes en zinc et les constructions en dur ».

Ces organisations affirment que les habitants des bidonvilles n'ont pas été informés à l'avance et que, n'ayant pas bénéficié de logements de rechange, ils sont restés sans gîte. A plusieurs reprises, selon la presse d'opposition, des affrontements ont eu lieu entre les expulsés et les forces de l'ordre, qui ont procédé à des dizaines d'arrestations.

Le gouvernement marocain avait engagé, dans les années 70, la lutte contre l'habitat précaire, en aménageant des terrains pour reloger les occupants des tentes de planches et de tôles ondulées, et en leur octroyant des facilités financières.

Mort

de quatre détenus

Des résultats tangibles ont été obtenus, malgré la lenteur de l'administration et l'incertitude des méthodes, qui préféraient monnayer les avan-

tages obtenus de l'Etat et rebâtir leurs baraquements de fortune dans les quartiers pourtant promis à la destruction. Mais l'exode rural, provoqué par la sécheresse des années 80, et la crise économique ont réduit tous les efforts à néant.

En outre, quatre détenus ont trouvé une « mort douteuse » au mois d'août, affirment les deux organisations marocaines des droits de l'homme. Selon elles, un artisan âgé de plus de soixante ans, Larbi Charat, est décédé le 27 août dans les locaux de la gendarmerie de Sidi Slimane, à une centaine de kilomètres au nord-est de Rabat, « après avoir été torturé ». Il était accusé d'avoir participé à des manifestations de villageois contre « la destruction illégale de leurs habitations », précise la commission.

Le 25 août, un autre artisan, Abderrahim Ben Khalifa, est mort dans les mêmes conditions.

Enfin, toujours selon la commission, un pêcheur de vingt-huit ans, Abdelhamid Ouahabi, est décédé le 10 août dans les locaux de la police de Larache.

Proche-Orient

IRAQ : d'après le « Financial Times »

Bagdad s'est constitué un réseau européen d'approvisionnement militaires

L'Irak a établi un important réseau en Europe pour se procurer des équipements à utilisations militaires et avoir accès aux nouvelles technologies, selon des sources gouvernementales, affirme le journal britannique *Financial Times* du mercredi 13 septembre. Le réseau aurait des ramifications en France, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et en Italie.

Selon les milieux officiels britanniques, le réseau irakien qui n'est pas en soi illégal, est une source d'inquiétude en raison des risques de prolifération des techniques de mises au point des missiles au Moyen-Orient, en particulier pour la mise au point — qui se révèle difficile — d'un missile sol-sol, baptisé Condor, en coopération avec l'Egypte et l'Argentine.

Par le biais de stagnaires dans des entreprises européennes, l'Irak cherche à acquérir les nouvelles technologies, sans enfreindre les législations restrictives sur les exportations de produits sensibles.

Toujours d'après des sources gouvernementales, auxquelles le *Financial Times* se réfère, un vingtain de sociétés européennes ont vendu des équipements à usage civil, mais qui

peuvent avoir des applications militaires, dont la Banca Nazionale del Lavoro, la première banque publique italienne, aurait financé l'achat pour un montant de quelque 200 millions de dollars.

D'après le *Financial Times*, une douzaine de compagnies européennes, dont la moitié ouest-allemande, auraient participé à la construction du complexe militaire-industriel près de la ville d'Al-Hilal, où se serait produite, le mois dernier, une grave explosion qui aurait fait des centaines de morts (le *Monde* des 7 et 11 septembre).

[L'évolution décrite par le *Financial Times* s'est en réalité amorcée dans les années 1986-1987 autour d'une équipe d'ingénieurs militaires marocains participant par les soins d'Amor Hamoudi Al-Saudi et Amer Rashed Al-Uhaili pour le compte d'une administration chargée du développement des industries militaires sous la responsabilité du ministre irakien de l'Industrie, M. Husein Kamel Hassan. Si l'on en croit des sources irakiennes, ce mouvement, qui vise à assurer davantage l'autosuffisance de Bagdad en matière d'approvisionnement militaires et de technologies sensibles, devrait s'accroître encore dans les deux ou trois années prochaines.]

Selon la commission pontificale Justice et paix

8 000 Palestiniens sont sans abri après le dynamitage de leur maison

Jérusalem (AFP). — Huit cent six maisons ont été détruites par les autorités israéliennes dans les territoires occupés pendant les dix-huit premiers mois de l'intifada, faisant huit mille Palestiniens sans abri, dénombre la commission pontificale Justice et paix dans un communiqué diffusé, mardi 12 septembre, à Jérusalem.

Entre le 9 décembre 1987, début du soulèvement palestinien (intifada) et le 31 mai 1989, dix-huit mois plus tard, Justice et paix compte 708 maisons dynamitées par les autorités israéliennes, 55 scellées ou marquées et 45 détruites parce qu'elles se

trouvaient à côté d'une maison dynamitée.

Ces destructions, souligne la commission pontificale présidée par le cardinal français Roger Etchegaray, ont fait un total de huit mille sans-abri. Toujours selon Justice et paix, 199 maisons (28 %) ont été détruites pour « raisons de sécurité », 479 (87 %) pour « défaut de permis de construire » et le reste « pour raisons indéterminées ». La commission affirme que l'absence de permis de construire, avancée pour détruire un aussi grand nombre de maisons, est de nature politique et sert de moyen d'intimidation.

Amériques

PANAMA

L'opposition doute de l'efficacité des nouvelles sanctions américaines

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

La décision des Etats-Unis, annoncée mardi 12 septembre, de suspendre les achats de sucre panaméen (30 000 tonnes par an) et la circulation d'une « liste noire » d'entreprises panaméennes, ont provoqué des réactions négatives dans les milieux d'opposition, qui doutent de l'efficacité de ce genre de mesures pour obtenir le départ du général Manuel Antonio Noriega. M. Guillermo Endara, candidat de l'opposition à la présidence aux élections du 7 mai dernier — simplifiées à la suite de la défaite de la coalition gouvernementale — s'était déclaré hostile à plusieurs reprises à l'imposition de nouvelles sanctions économiques des Etats-Unis.

Il estimait, en effet, que les sanctions en vigueur depuis l'été dernier (gel des fonds du gouvernement panaméen déposés dans des banques aux Etats-Unis, versements sur des comptes bloqués des revenus du canal interocéanique, etc.) avaient davantage affecté la population que le chef de l'armée panaméenne. L'économie a subi une forte contraction en 1988 (le produit national brut a baissé de 17 %) et le chômage a crû dans des proportions importantes à la suite de l'arrêt presque total de l'industrie du bâtiment et des licenciements dans le secteur des services (contre bancaire international), principale source d'activité de ce paradis fiscal d'un peu plus de deux millions d'habitants.

La suspension du quota de sucre acheté par les Etats-Unis aggraverait sans doute encore les difficultés de trésorerie du gouvernement panaméen, qui contrôle directement une partie de la production sucrière. Les recettes fiscales ont baissé de près de 50 % en 1988 et le gouvernement doit faire des prodiges pour payer ses cent trente mille fonctionnaires tous les quinze jours. Le Panama a interrompu depuis longtemps les versements au titre du remboursement de sa dette externe et n'est même plus en mesure d'entretenir ses infrastructures, qui

se dégradent très rapidement (routes, hôpitaux).

Tout le monde reconnaît, aujourd'hui, que la stratégie de l'apathie économique n'a cependant pas ébranlé le régime qui a su exploiter les contradictions de la politique de Washington. Du fait de la présence de nombreuses sociétés et d'installations gouvernementales

américaines (commission du canal, bases militaires), les Etats-Unis continuent en effet de déverser des millions de dollars dans l'économie panaméenne en achetant des biens de consommation, des produits alimentaires et des services, et les milieux d'affaires ont finalement décidé de se remettre au travail pour éviter le naufrage.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Diplomatie

Dans son rapport annuel

M. Perez de Cuellar se félicite du regain d'activité de l'ONU

L'ONU retrouve l'espoir qui a présidé à sa création après une très longue période d'expectative, estime le secrétaire général de l'Organisation, M. Javier Perez de Cuellar, dans son rapport annuel rendu public, mardi 12 septembre.

L'année 1989, note-t-il, « a été marquée par une série de succès de la diplomatie et du développement ». Une tendance qui a été renforcée par la signature d'un accord de paix durable. Cela s'est notamment traduit par le fait que les membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France) « cherchent de plus en plus à travailler ensemble ».

Pert de ce constat, le secrétaire général reprend une idée de la diplomatie soviétique, exposée en 1988, en proposant que le conseil de sécurité se réunisse « périodiquement » au niveau des ministres des affaires étrangères pour « examiner la situation dans différentes régions du monde sous l'angle de la paix et de la sécurité internationale ».

Selon la règle actuelle, le conseil de sécurité, composé de quinze membres dont cinq permanents et dix renouvelés tous les deux ans, se réunit le plus souvent au niveau des ambassadeurs, à la demande de tout Etat membre de l'Organisation.

Pour illustrer ce regain de confiance dans l'ONU, M. Perez de Cuellar évoque la situation en Namibie : en Amérique centrale, où l'Organisation est appelée pour la première fois à surveiller des élections générales dans un pays souverain, le Nicaragua, et à envisager l'envoi d'une force spéciale chargée d'appliquer les accords conclus entre les gouvernements et les guérillas dans ce pays ; et au Salvador. Enfin, dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, l'ONU surveille le cessez-le-feu après l'accord d'août 1988 entre les deux pays.

Reste encore à régler le problème afghan, malgré les accords de Genève d'avril 1988, problème dont « la solution ne peut être que politique et exige un consensus international aussi bien que national ».

Notant que quatre nouveaux dispositifs de maintien de la paix de l'ONU ont été déployés depuis un an, contre treize au total depuis 1945, le secrétaire général évoque les difficultés du financement de ces opérations : les membres doivent à l'Organisation 661 millions de dollars pour les opérations en cours et plus des 688 millions de dollars d'arriérés pour le budget 1989 et ceux des années précédentes. — (AFP, Reuters).

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 9

EN VENTE
A PARTIR
DU 18 SEPTEMBRE



L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 : Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La gogne des camps bretonnes contre les villes patriotes. • L'homme du jour : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Ami du Peuple. • Théâtre : faut-il interdire Charles IX de Marie-Joseph Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Le procès du cosmopolitisme. La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Directoire et de l'Empire, au travers de « Grande Nation » • Pourrait : Jean-Jacques Brissot, l'homme par qui une guerre de vingt ans est arrivée en 1793, l'Europe des nationalités doit-elle céder la place à celle des citoyens ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire. • Polémique : les savants et la Révolution. • Les livres du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989

30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Politique

A l'Assemblée nationale

M. Léotard favori pour succéder à M. Gaudin à la tête du groupe UDF

Le processus de la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la tête du groupe UDF de l'Assemblée nationale est entré dans sa phase ultime. Le vote pour la désignation du futur président aura lieu le mardi 25 septembre à huis clos dans la dernière du premier jour des journées parlementaires de l'UDF qui se tiendront à Vichy (Allier). Ainsi en a décidé le bureau du groupe UDF réuni mardi matin 12 septembre à l'Assemblée nationale.

Au dire des participants, on avait rarement vu une telle affluence pratiquement tout le monde était là : le président du groupe, M. Gaudin, qui tente de régler en douceur une succession délicate, les trois candidats déclarés, MM. François Léotard, Charles Millon (barriste « rénovateur »), et Philippe Mestre (ancien bariste, devenu giscardien) ; MM. André Rossinot pour les radicaux, André Santini pour le PSD, Pascal Clément (PR), candidat présumé non déclaré, d'Aubert (barriste), d'Ornano (giscardien), Longuet (léotardien), etc. En revanche, M. Valéry Giscard d'Estaing

était absent, ainsi que M. Alain Madelin. C'est dans un climat cordial qu'a eu lieu cette réunion destinée à arrêter les conditions dans lesquelles aura lieu la succession de M. Gaudin. Il est vrai que les candidats, soucieux d'afficher un profil rassembleur et consensuel, ne souhaitent pas d'éclats. Plusieurs points ont été abordés, donnant lieu à des débats parfois serrés. M. Gaudin a pu, dans l'ensemble, faire prévaloir son point de vue.

Tout le monde s'est ainsi rallié à la date du 25 septembre pour la désignation du nouveau président plutôt qu'à celle du 2 octobre (début de session). Il s'agit de faire en sorte que la question soit tranchée avant l'ouverture de la session d'automne.

En outre, M. Gaudin souhaitait que le scrutin ait lieu au début des journées parlementaires plutôt qu'à la fin pour ne pas perturber leur déroulement. Chacun des candidats aura l'opportunité de faire une déclaration pour présenter sa candidature. Des questions pourront être posées, et un court débat s'instaura. Une discussion a eu lieu sur le point de savoir si le dépôt des candi-

dates devait être clos avant le 25 septembre ou si des candidatures spontanées pouvaient se déclarer entre les différents tours de scrutin. Finalement, la date du 25 septembre comme date limite de dépôt de candidature a été arrêtée. Toutefois, en cas de blocage le jour du vote, les candidats officiellement en lice et le président sortant pourraient éventuellement décider d'admettre de nouvelles candidatures. Toujours selon les vœux de M. Gaudin, le mode de scrutin adopté est celui en vigueur à l'Assemblée nationale pour l'élection de son président : majorité absolue aux deux premiers tours, majorité simple au troisième.

Les procurations seront proscrites. Pour voter, il faudra être présent. Une exception toutefois sera faite pour M. André Rossinot, hospitalisé, qui souhaite prendre part au vote. Ce sont donc quatre-vingt-huit députés UDF qui devraient y participer. Le groupe compte actuellement quatre-vingt-dix élus, mais deux d'entre eux devraient, le 25 septembre, se retrouver au Sénat (MM. Jean-Claude Gaudin et Pierre Merli).

Comme les députés RPR, qui avaient été appelés l'année dernière en juin à choisir pour la première fois leur président de groupe parmi plusieurs candidats, l'UDF va faire l'expérience des candidatures multiples. M. Gaudin avait, en effet, été élu à huit reprises depuis 1981 à l'unanimité et par acclamation. La partie qui s'est engagée pour la succession depuis plusieurs mois est particulièrement tendue, l'enjeu stratégique de la présidence du groupe étant vital pour les léotardiens, pour les giscardiens, qui soutiennent M. Mestre, et pour les « rénovateurs », qui appuient M. Millon. Chacun des quatre-vingt-cinq députés UDF est l'objet d'une cour assidue de la part des trois candidats. M. d'Ornano, diligent par M. Giscard d'Estaing pour soutenir la candidature de M. Mestre, emporterait, au dire de certains, la palme.

L'hypothèse d'une sécession

Sur le papier, M. Léotard devrait gagner la partie dès le premier tour. Il lui faut quarante-cinq voix, et le PR, dont il est président, est fort de cinquante-cinq élus. Mais c'est sans compter les PR barristes au lendemain de son succès aux élections européennes du 18 juin dans laquelle il contestait son leadership sur l'opposition. Sur cette rive, M. Giscard d'Estaing semble ne pas avoir encore jeté la rampe à la rivière.

L'hypothèse d'une sécession au sein du groupe UDF au cas où il l'emporterait est avancée ici ou là (1). La volonté des giscardiens de barrer la route à M. Léotard, ou en tout cas de semer le maximum d'embûches, reste entière. M. Giscard d'Estaing, en effet, n'a pas encore digéré l'interview donnée au *Point* par M. Léotard au lendemain de son succès aux élections européennes du 18 juin dans laquelle il contestait son leadership sur l'opposition. Sur cette rive, M. Giscard d'Estaing semble ne pas avoir encore jeté la rampe à la rivière.

PIERRE SERVANT.

(1) Depuis le début de cette législature, il suffit de vingt députés pour former un groupe. Le groupe socialiste avait semblé cette modification du règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre aux élus communistes d'en constituer un.

Doublement des délits en un an

Manifestation contre l'insécurité à Cayenne

CAYENNE de notre correspondant

Un millier de personnes ont participé, pendant plusieurs heures, mardi 12 septembre, à Cayenne, à la plus importante manifestation qui se soit jamais déroulée en Guyane pour protester contre l'accroissement de la délinquance dans le département après le meurtre, la veille, au cours d'un hold-up, du caissier d'une agence bancaire. Cette manifestation s'est accompagnée d'une opération ville morte, les magasins et les entreprises ayant fermé leurs portes en signe de mécontentement, de même que plusieurs écoles.

L'appel à manifester, lancé par plusieurs associations et organisations syndicales, avait été relayé par certains élus locaux, en particulier par les maires de Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni et Montsinéry. A Kourou également, tous les commerçants avaient fermé leurs boutiques.

Plusieurs notables se sont toutefois employés à apaiser les esprits au sein du conseil général. Ils ont tenté d'évoquer la constitution de milices d'autodéfense. Le président du conseil général, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, et M. Raymond Tarcy, sénateur du département, ont réclamé au mini-

stre de l'intérieur des renforts de police. Le préfet a annoncé, peu après, le prochain doublement des forces de l'ordre.

Une centaine de policiers supplémentaires devraient arriver dès cette semaine à Cayenne, en même temps qu'une mission de l'Inspection générale de la police nationale chargée d'étudier « tous les moyens d'assurer la paix dans les communes et d'assister la police de l'air et des frontières dans sa lutte contre l'immigration clandestine ». Le second député guyanais, M. Léon Bertrand (RPR), a fait savoir qu'il avait envoyé un télégramme à M. François Mitterrand pour demander que la situation soit examinée par le conseil des ministres.

Les Guyanais, dans leur quasi-totalité, mettent en cause les immigrants venus du Brésil et du Surinam voisins dans l'accroissement de la délinquance et de la toxicomanie, qui s'est traduite, selon la police, par cinq cents agressions et effractions de toutes sortes en 1988, soit un doublement des délits en un an. Pendant la durée de la manifestation, qui a traversé tous les quartiers chauds de la ville, l'ambassade du Surinam à Cayenne est demeurée close par mesure de sécurité.

EDMOND FRÉDÉRIC.

M. Mitterrand loue le travail parlementaire de M. Fabius

Le président de la République, M. François Mitterrand, a visité, mardi 12 septembre, l'exposition que l'Assemblée nationale consacre à son bicentenaire (17 juin 1789) : exposition qui remporte un très grand succès populaire. En compagnie de son hôte, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et guidé dans le dédale des salles d'exposition du Palais-Bourbon par M. Bernard Faivre d'Arcey, chargé du Bicentenaire au cabinet de M. Fabius, le chef de l'Etat a pu voir la très riche documentation (livres, lettres, tableaux, trombinoscopes, d'époque, etc.), qui retrace les riches premières heures de l'Assemblée nationale.

La tradition républicaine veut que le chef de l'Etat ne puisse se rendre à l'Assemblée nationale quand les députés y siègent. Il ne peut communiquer avec le Parlement par message (article 18 de la Constitution). Interrogé à l'issue de cette visite, M. François Mitterrand a fait remonter cette tradition (qui ne s'applique pas hors session) au 18 brumaire, quand le général

Bonaparte fit vider *manu militari* le Conseil des Cinq-Cents.

C'est la première fois que le chef de l'Etat, qui fut parlementaire de 1946 à 1981 (avec une interruption en 1958-1959), retrouvait ces couloirs qu'il connaît bien. Il a trouvé l'exposition fort « utile » pour le sens civique des citoyens et a avoué n'avoir jamais aussi bien détaillé le bronze de Dalou qui rappelle la fameuse scène du 23 juin 1789, où Mirabeau refusa au nom de ses amis de quitter autrement que par la force des baïonnettes la salle des séances malgré les injonctions du marquis de Breuille-Laponie. Un montage audiovisuel en révèle tous les détails.

Revenant aux temps présents, il s'est félicité des efforts entrepris par M. Fabius pour redonner du tonus à l'Assemblée nationale. « Pourquoi ne pas avoir convoqué le Parlement en session extraordinaire compte tenu de la charge de travail de cette session ? ». Il n'est pas de bonne méthode aux élus de multiplier, sinon elles perdent leur sens, a répondu

le chef de l'Etat, qui estime qu'en session ordinaire les députés doivent être là « ce n'est pas toujours le cas ». Il a ajouté en lançant un regard en coin à M. Fabius — et « hors session ils ont à faire dans leur circonscription ». M. Mitterrand a souhaité que l'effort d'immigration — entreprise qui poursuit pour améliorer le travail parlementaire — quant à l'absentéisme, il est pour lui, même s'il le regrette, la rançon de la V^e République. « Sous la III^e et la IV^e, les députés faisaient et défaisaient les gouvernements. Il y avait là un peu de taureau-machie... Il faut qu'aujourd'hui les députés aient le sentiment que leur pouvoir vaut celui des autres, même si ce n'est pas au législatif de gouverner. Il contrôle et il élabore les lois ».

A la fin de la visite, M. Mitterrand a rencontré un groupe de visiteurs du Loiret qu'il a salués. Ces visiteurs ne s'attendaient pas à voir, en prime de la visite, le premier et le quatrième personnages de l'Etat... P. S.

L'élargissement aux citoyens de la saisine du Conseil constitutionnel

L'avenir d'une vieille idée

« Je souhaiterais que tout Français puisse s'adresser au Conseil constitutionnel lorsqu'il estime qu'un droit fondamental est méconnu ». Que va devenir cette bonne vieille idée, promise au rang de vœu présidentiel lors du rituel entretien télévisé du 14 juillet, auréolé par surcroît du prestige, unique par définition, du moment de son énonciation : au cœur même du Bicentenaire de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ?

Tout concourait à cette réédition solennelle. 1989 a été propice à d'innombrables volontés et velléités de retoucher, compléter, actualiser la Déclaration du 26 août 1789. Il n'était en réalité ni commande de tenir compte de telle ou telle de ces nouvelles « doléances » ni possible de les passer complètement par pertes et profits sans un geste qui en ressuscite concrètement l'écho le plus généreux.

Si M. Mitterrand se trouvait être par ses fonctions un rélateur indispensable de cette future extension aux citoyens de la possibilité de saisir, dans certains cas et sous conditions, le Conseil constitutionnel, il n'est pas le premier.

● M. Juppé souhaite une rencontre avec MM. Léotard et Méhaignerie. — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, souhaite rencontrer « dans les jours prochains » les présidents du PR et du CDS pour préparer les États généraux de l'opposition. Dans une interview à la Croix du 13 septembre, M. Juppé fait observer que si sa proposition de créer un Conseil supérieur de l'opposition est refusée par le PR, en revanche celle de « tenir la première convention préparatoire aux États généraux de l'opposition avant la fin de l'année a été acceptée ».

● M. Juppé souhaite une rencontre avec MM. Léotard et Méhaignerie. — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, souhaite rencontrer « dans les jours prochains » les présidents du PR et du CDS pour préparer les États généraux de l'opposition. Dans une interview à la Croix du 13 septembre, M. Juppé fait observer que si sa proposition de créer un Conseil supérieur de l'opposition est refusée par le PR, en revanche celle de « tenir la première convention préparatoire aux États généraux de l'opposition avant la fin de l'année a été acceptée ».

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, avait, au début du mois de mars, dans un entretien accordé au *Monde*, formulé la même proposition d'ajouter au mode actuel (a priori) de contrôle de constitutionnalité des lois une procédure permettant aux citoyens d'opposer et de faire reconnaître a posteriori l'inconstitutionnalité d'une disposition législative dont il serait fait application à leur détriment.

Un an plus tôt, M. Bruno Genevois, conseiller d'Etat, influent secrétaire au Conseil constitutionnel, avait prudemment mais explicitement fait part, au terme d'un ouvrage austère et très complet consacré à la jurisprudence du Conseil, d'un « sentiment » analogue : « Apparaît un jour la nécessité de compléter les règles actuelles de contrôle de constitutionnalité des lois en instance de promulgation par une procédure d'exception d'inconstitutionnalité dont le déclenchement incomberait aux juridictions chargées de l'application des normes ».

En exégèse consciencieuse, M. Genevois analysait du reste dans cet ouvrage une série d'objections formulées en 1986 et en 1987 dans la revue intellectuelle libérale *Commentaire*, fondée jadis par Raymond Aron et dirigée par M. Jean-Claude Casanova, universitaire et proche de M. Raymond Barre.

Débat de professeurs de droit — l'un d'entre eux, M. Maurice Duverger, l'avait lancé dès 1959 dans un manuel — réservé à leurs seules doléances ? Assurément pas. Au début des années 60, des hommes politiques soulevèrent aussi, dans des propositions de loi qui ne connaîtront jamais d'aboutissement, la question de la saisine du Conseil constitutionnel par tout citoyen (mais par voie d'action et non d'exception). M. Paul Coste-Floret insiste en 1963 sur « l'importance de cette réforme pour réaliser une démocratie moderne et garantir les libertés de l'homme et les droits du citoyen ».

En 1972, les députés républicains indépendants militent pour l'instauration en France d'une « Cour suprême » (ils ne sont pas les premiers) et rêvent en ces termes : « En cas d'atteinte aux libertés fondamentales visées par la Constitution et son préambule, la Cour suprême peut être saisie par une enquête motivée émanant de toute personne physique ou morale, publique ou privée, s'il n'existe aucune voie de recours devant une juridiction quelconque ».

En 1972 toujours, les députés communistes et socialistes alors unis y vont aussi d'une proposition assez proche de celle qui est aujourd'hui évoquée : « La Cour suprême constitutionnelle sera saisie par toute juridiction d'appel des exceptions d'inconstitutionnalité que les justiciables pourront soulever à l'encontre des dispositions législatives qu'ils estiment contraires aux libertés garanties par les articles 7 et 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par le préambule de la Constitution ».

Comment faire ?

Comment évaluer aujourd'hui, et surtout pour demain, l'avenir de cette vieille idée qui a déjà beaucoup cheminé sans aboutir jusqu'à présent ? On peut s'interroger sur deux aspects qui en conditionnent la réalisation : ses aspects techniques et sa « faisabilité » politique.

Techniquement d'abord, comment faire ? Tout en rappelant que la réponse « appartient aux plus hautes instances de l'Etat et au Parlement ». M. Badinter avait fourni dans ces colonnes un peu plus que l'esquisse de cette réponse : « Pourquoi ne pas reconnaître au citoyen la possibilité de soulever, dans le cadre d'un procès, une exception d'inconstitutionnalité contre une loi dont le Conseil constitutionnel n'a pas été saisi ? Il ne conviendrait pas cependant qu'à la faveur de ce moyen naissent des procédures dilatoires qui ralentiraient ou paralyse-

raient l'action de la justice. Il appartiendrait donc à chacune des juridictions suprêmes, Conseil d'Etat ou Cour de cassation, d'apprécier si on est en présence d'un problème sérieux d'inconstitutionnalité et de renvoyer dans ce cas la question au Conseil constitutionnel, qui en déciderait dans un délai très court ».

Si l'idée est simple, sa mise en œuvre ne l'est pas nécessairement. Le juge de première instance saisi d'une telle requête en appellerait-il directement au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation ? Se prononcera-t-il lui-même, quitte à se voir ensuite confirmé ou déjugué dans son appréciation en appel ou en cassation ? Renverra-t-il cette première appréciation au niveau de l'appel ? Autrement dit : combien de filtres, et à quel prix (temps, argent, épaulement du justiciable, vraisemblance du processus) seront-ils interposés entre l'exception d'inconstitutionnalité et l'éventuelle intervention du Conseil constitutionnel ?

Associer simplicité et efficacité et « sincérité » du système, tout en préservant le Conseil d'une avalanche de recours individuels sous laquelle il ne peut en l'état ni ne veut succomber, n'est pas chose facile.

Les limites

De même, il n'est pas simple de décider sur quel pourrait porter ce nouveau type de contrôle. Toute loi déjà promulguée ? Les textes postérieurs à l'entrée en vigueur de la Constitution de la V^e République ? Ou les seuls textes postérieurs à l'élargissement des modes de saisine du Conseil ? Là toujours, il faut pouvoir manier réalisme et vérité de la réforme. A défaut, elle apparaît vite comme un gadget vide... ou inutilisable.

Enfin, dans cet écheveau encore bien embrouillé, l'un des rares fils fournis par M. Badinter, puis par le chef de l'Etat, conduit à plus de

questions, bien loin d'en supprimer une. Le président du Conseil constitutionnel puis M. Mitterrand (le 26 août, en inaugurant la Fondation de l'Arche de la fraternité) ont limité (si l'on peut dire) l'exception d'inconstitutionnalité à des lois qui n'auraient pas été soumises au Conseil constitutionnel ? On courrait, s'il en allait ainsi, le risque, évoqué dans son livre par le secrétaire général du Conseil constitutionnel, de voir pousser « trop loin l'autorité de chose jugée des décisions du Conseil » et tenus pour intouchables des textes qui ont été examinés en gros plutôt qu'en détail, quand leur examen avant promulgation ne se limite pas à quelques articles.

Prudence

Enfin l'adjonction au contrôle a priori d'un contrôle a posteriori par le Conseil constitutionnel ne peut être élaborée sans une réflexion sérieuse sur la façon dont le progrès envisagé pourrait modifier les stratégies de recours et les modes d'examen des lois avant promulgation.

Sans parler des péripéties supplémentaires qui ont été ou pourraient être ajoutées à ce gisement déjà ample de problèmes : faut-il ou non, à l'occasion de cette réforme constitutionnelle limitée (en extension sinon en importance), se pencher aussi sur le mode de désignation des membres, voire du président, du Conseil constitutionnel ? Des voix le suggèrent au RPR et ailleurs. Les limitations de cumul imposées aux membres du Conseil doivent-elles être étendues, généralisées ? Actuellement, un de ses neuf membres préside un conseil général. Un autre, avocat, plaide encore. Cette situation ne peut durer sans susciter sourires ou inquiétudes sur le statut des membres du Conseil constitutionnel, compte tenu de la place qu'il occupe désormais dans les institutions.

Elargir ainsi la question, c'est déboucher aussitôt sur les conditions de faisabilité politique de la réforme. Un compromis entre des

demandes variées liées en une gerbe consensuelle pour éviter tout dérapage parlementaire ? Une parcimonie argumentée et convaincante qui réduirait tout risque de « sabotage » politique du souhait présidentiel et limiterait la réforme à la seule introduction de l'exception d'inconstitutionnalité ?

M. Mitterrand a été prudent : il a parlé de « projet », d'« intention », et s'est réservé « d'apprécier la réalité politique et parlementaire ». Il a semblé écarter, mais en termes peu durs, le recours au référendum, qui est l'une des deux conclusions possibles de toute révision constitutionnelle (après approbation en termes identiques par les deux Assemblées).

Reste alors la voie du Congrès (les deux chambres du Parlement réunies) qui doit se prononcer à une majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Pour faire triompher la cause à l'Assemblée, au Sénat puis devant le Congrès, il faudra au pouvoir, déjà presque sûr de l'irréductible hostilité du PC, s'attacher le favori momentané du RPR, Hostie, la puissante formation de M. Jacques Chirac (ouvrant alors pour ne pas se laisser politiquement séparer de l'UDF, par ailleurs plutôt neutre ou bienveillante, avant toute considération tactique face au projet qui remplit aujourd'hui).

Finalement, comme le plus souvent, l'acheminement de la décision politique finale, si elle trouve et quand elle trouve l'occasion de s'exprimer, au Palais-Bourbon, au Palais de Luxembourg et enfin à Versailles, sera le fruit des circonstances immédiates, largement imprévisibles.

Le contraire, c'est-à-dire un enthousiasme parlementaire presque unanime, courageux, et sans arrière-pensées, pour la jeune-vieillesse idée de l'élargissement de l'Etat de droit serait en soi un événement et — puisqu'on peut tout oser dans le domaine de l'anticipation — un heureux présage.

MICHEL KAJMAN.

Politique

Les réactions au rapport Prada en Corse

« Il va falloir une nouvelle fois manifester »

M. Michel Rocard, président fin octobre un comité interministériel, afin de tirer les conclusions du rapport sur la Corse que lui a remis, mardi 12 septembre, l'inspecteur général des finances Michel Prada, a annoncé l'adoption d'un décret, les préfets de Corse sont chargés de recueillir les réactions sur place, notamment de la part des participants aux quatre tables rondes.

BASTIA
de notre correspondant

« Ce rapport ne va rien apporter aux salariés de la région Corse. Il va falloir une nouvelle fois manifester notre mécontentement par l'action... De façon que le gouvernement prenne véritablement en compte les problèmes qui concernent les salariés en Corse. Nous avons assisté aux tables rondes sans illusion. Ce rapport prouve que nous avions raison ». M. Noël Cichini, le secrétaire régional de la CGT, n'a pas en vain de lire tout le rapport Prada pour livrer un premier commentaire à la publication du document de synthèse de la mission de concertation, menée pendant deux mois en Corse par l'envoyé du premier ministre. Un commentaire qui, d'ailleurs, était sur les lèvres des responsables syndicaux avant la publication du rapport, tant la mission Prada suscitait des réserves dans les rangs de cour à même qui avaient mené la grève des fonctionnaires du 21 février au 26 avril dernier.

Mardi 12 septembre, alors que la vingtaine d'exemplaires du rapport de Michel Prada, expédiés à la veille de Paris, circulaient dans les milieux politiques et syndicaux, peu nombreux étaient ceux qui avaient eu le temps de l'étudier. Plusieurs centaines de photocopies alimentaient les commentaires. Certains y trouvaient déjà formulés au moment de la concertation préalable au rapport.

Attili, pour le département de la Corse, le secrétaire général de l'UDF-CF, a écrit dans son rapport,

voilà de Michel Prada est un bon travail de technocrate, sa mission était faussée, dès l'origine par le fait qu'il s'agissait de simplement redéployer les moyens budgétaires de la région sans toucher au fond de la question corse.

« Normalisation »

Critique plus dure de la part de M. Dominique Bianchi, responsable de l'Association nationale, l'autre organisation nationaliste corse, qui, d'ailleurs, avait refusé de participer aux tables rondes : « La mission Prada découle d'une souris qui se mord la queue. Ce rapport est sournois et pernicieux. Il propose de libérer le foncier par l'obligation faite aux Corses de vendre leurs biens pour payer leurs droits de succession, se donnant ainsi le moyen de développer le tourisme. C'est un rapport de normalisation qui efface les spécificités de la Corse... »

Il en va de même de la fiscalité, où le rapporteur, Michel Lami, propose de légiférer pour la Corse à propos des droits de succession : « Il n'est pas normal (...) qu'un impôt dégrèvement par essence ne soit pas normalement assorti d'une obligation successorale de déclaration... Cela, pour équilibrer l'égalité fiscale entre la Corse et le continent... »

La « normalisation » consisterait à effacer les particularités des arrêtés Miot, datant de 1801. Hier, arbitres que les participants aux tables rondes convenaient d'adopter « par l'obligation de déclaration de succession mais avec une exonération des droits sur les immeubles et les actifs commerciaux. Cela, non pour des raisons économiques, mais par affirmation d'une spécificité irreductible de la Corse ».

Le tourisme ? Michel Prada lui-même fait un état des lieux du développement de l'île. Le haut fonctionnaire ne ménage pas les précautions de langage à propos de ce thème, refusant l'équation « tourisme-béatification », et concevant qui regroupe l'idée de destruction des sites par le béton, de l'ignominie par les entreprises et de l'infatuation spéculative au capitalisme étranger.

Il s'agit là d'un « mauvais

Michel Prada, qui précise : « Il est possible d'organiser un développement touristique contrôlé en termes de sites, de gestion et de maîtrise du foncier. C'est précisément l'utilité de ce schéma directeur que d'organiser ce contrôle : et c'est l'absence de schéma directeur qui laisse le champ libre à la spéculation et au désordre... »

Une façon de nier la « carence » de l'ensemble de la Corse en matière de planification, que Pierre Jona a déjà reprochée aux élus régionaux : mais une appréciation sur le fond qu'approuve M. José Rossi, le député-UDF de Corse-du-Sud : « C'est une approche très positive, très constructive, très réaliste du développement de la Corse, fondée sur une approche touristique bien maîtrisée et avec des moyens très incitatifs qui permettent aux entreprises de créer des emplois... »

« Le processus d'une nouvelle colonie »

S'il apprécie les propositions économiques, le député de Corse-du-Sud est en revanche très critique quant aux propositions politiques du rapport Prada, qui préconise une affirmation du rôle de l'Etat en confiant au préfet de région une mission d'intervention volontariste dans le processus d'élaboration et d'exécution du schéma directeur de développement.

« Nous ne voulons pas, comme le propose le rapport de Michel Prada, un renforcement excessif du rôle de l'Etat et du préfet, qui ne doit pas devenir le processus d'une nouvelle colonie... Nous souhaitons garder les acquis de la décentralisation et même renforcer l'autonomie locale dont nous bénéficions... Le rapport Prada ne trouvera pas la solution à tous les maux. Il appartiendra au gouvernement d'en tirer les conclusions politiques... Bien des aspects de ce rapport sont critiquables, notamment en matière de transports et de fiscalité, où le gouvernement essaie de rogner les avantages dont bénéficie la Corse... L'opinion insulaire réagit... »

MICHEL CODACCIONI.

La préparation des élections sénatoriales

Haute-Garonne : l'indiscipline de M. Boyer

TOULOUSE
de notre correspondant

La pilule était trop amère pour M. Eugène Boyer, sénateur socialiste sortant. Il a décidé de se représenter alors que son parti a préféré investir M. Mayssa Bergé-Lavigne (1). Le vétéran de la Haute-Garonne avait raté en mai dernier de six voix l'investiture des militants à l'issue d'une consultation qui fit rebondir la querelle des anciens et des modernes au sein du PS toulousain et laissa à n'en pas douter quelques remous.

Maire de Carmaux, petite ville du Sud-Est toulousain, conseiller général et ancien vice-président du conseil régional (quand M. Alex Raymond, maire de Colomiers, siégeait dans le fauteuil présidentiel), M. Boyer a fait son entrée au palais du Luxembourg en juin 1988 en sa qualité de suppléant de M. André Mérie, nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

S'il n'a pas la réputation d'une certaine tradition leur père, M. Boyer a des sénateurs la réputation de l'ancien, cultivée à force de mandats locaux. Discret, certains disent efficace, il est à soixante-sept ans un homme de dossiers, de grande culture et de longue fidélité à ses engagements. La décision de délier son parti et d'hypothéquer du même coup les espoirs socialistes de réussir au conseil général, sénatorial, qui a posé un réel problème de conscience.

Mais trop de voir, bien ou mal intentionnés, s'étaient élevés après son éviction pour qu'il renonce sans coup férir. « Le résultat n'est pas acquis, mais beaucoup d'amis

m'encouragent à persévérer », explique-t-il. M. Bergé-Lavigne était d'ailleurs conscient de la situation : tout en affichant publiquement la satisfaction de ceux qui ont été choisis par la base, elle s'inquiétait en privé des réactions possibles de son challenger et de l'électorat.

« On n'est pas des sauvages »

La donne, il est vrai, était nouvelle. Pour la première fois, le PS rompait avec la tradition qui voulait que les candidats au Sénat soient choisis au sein du conseil général. Pour la première fois, en Midi-Pyrénées, une femme briguait avec quelque espoir de succès un mandat de sénateur. Jona, malgré ses vingt-cinq ans de militantisme, M. Bergé-Lavigne n'est que conseiller régional.

La fédération départementale du PS, qui conduit depuis trois ans une entreprise de renouveau et de renouvellement de ses cadres et de ses militants. Certains y ont vu la patte de Lionel Jospin. M. Jean Carasson, le secrétaire fédéral, s'exprime la critique et argue de la « volonté démocratique ». Il n'empêche : l'éviction de M. Boyer a fait l'effet d'un coup de plus porté à la « vieille garde », à la génération des « Beckhoute ». L'ancien président du conseil général, sénatorial, qui a préféré de lui-même passer la main, des « Raymond » ou même des « Mérie ». Le secrétaire d'Etat a fort éloquentement décidé de s'associer à la contribution de M. Laurent Fabius en vue du prochain congrès du PS.

Jusqu'au dernier moment, les socialistes ont espéré fléchir le maire de Carmaux en lui proposant des compensations. « On n'est pas des sauvages », clame le secrétaire fédéral. M. Jospin, de passage sur ses terres d'élection, a même longuement discuté, vendredi 8 septembre, avec l'irréductible. Après avoir consulté ceux qu'il appelle ses « amis », M. Boyer, qui avait pris, dit-il lui-même, « le goût de s'occuper des affaires nationales », a décidé de déposer sa candidature, signant du même coup son exclusion du PS.

Les législatives et les sénatoriales ne sont pas scrutins comparables, et les grands électeurs ont peut-être des solidarités que les citoyens ordinaires n'ont pas. Reste que pour s'être rebiffé en 1986 contre la volonté de son parti, M. Gérard Hontela (2), qui avait alors décidé de faire cavalier seul, est aujourd'hui un retraité de la politique.

En maintenant sa candidature jusqu'au bout, M. Boyer donne aux socialistes haut-garonnais l'occasion de mesurer la discipline de leurs élus et leur adhésion au projet de rénovation, dont M. Carasson assure qu'« il roule tout seul ».

GERARD VALLES.

(1) La liste du PS est composée de MM. Jean Peyrache, Gérard Roujas, deux sénateurs sortants, Claude Carasson et M. Mayssa Bergé-Lavigne.
(2) M. Hontela avait obtenu 0,67 % des voix lors du scrutin de septembre 1986 en Haute-Garonne face à M. Lionel Jospin. Les élections de juin avaient été invalidées sur la requête de M. Hontela.

Cher : le trop-plein à droite

BOURGES
de notre correspondant

Onze candidatures pour les élections sénatoriales, dont sept de l'opposition... sont d'ores et déjà annoncées avant que ne soit clos, vendredi 15 septembre, le dépôt des listes. Dans le Cher, où l'opposition décline traditionnellement les deux sièges de sénateur, abondance et profusion prévalent : deux communistes, deux socialistes, trois RPR, deux UDF, un divers droite, un sans étiquette.

Le état des lieux assez confus, qui s'explique à la fois par la vacance d'un siège - celui du sénateur modéré Pierre Sicard, qui ne se représente pas - et l'absence d'une candidature indiscutable, comme aurait pu l'être celle du président du conseil général, M. Jean-François Deniau (UDF). Ce dernier a pourtant hésité avant de prendre une décision qui, dans l'affirmative,

l'aurait contraint à abandonner son siège de député, ouvrant ainsi à succession à l'Assemblée nationale aux yeux de son parti, ce qui est loin d'enlever toutes leurs chances à M. René Dubreuil, maire du Châtelet, et à M. Jean Boivin, maire de Brion-sur-Saône, tous deux conseillers généraux et anciens députés. Tous devront compter aussi avec M. Henry Doucet, maire de Vailly-sur-Saône, qui bénéficie de l'investiture UDF. M. Pierre Signe (divers droite), conseiller général, et M. Max Albizzati (sans étiquette), ancien président de la chambre départementale du commerce et de l'industrie, conseiller municipal de Vierzon.

Un contrat de désistement réciproque pour le second tour a été tacitement conclu entre les trois candidats RPR et le candidat divers droite, signe que rien n'est joué.

Patrick MARTINAT.

M. Serge Vincon, maire de Saint-Amant-Montbrun, est le seul des trois RPR à avoir obtenu l'investiture de son parti, ce qui est loin d'enlever toutes leurs chances à M. René Dubreuil, maire du Châtelet, et à M. Jean Boivin, maire de Brion-sur-Saône, tous deux conseillers généraux et anciens députés. Tous devront compter aussi avec M. Henry Doucet, maire de Vailly-sur-Saône, qui bénéficie de l'investiture UDF. M. Pierre Signe (divers droite), conseiller général, et M. Max Albizzati (sans étiquette), ancien président de la chambre départementale du commerce et de l'industrie, conseiller municipal de Vierzon.

Un contrat de désistement réciproque pour le second tour a été tacitement conclu entre les trois candidats RPR et le candidat divers droite, signe que rien n'est joué.

Dans un entretien au « Monde Rhône-Alpes »

M. Michel Barnier propose de réduire le nombre des départements

Dans un entretien accordé à notre édition Rhône-Alpes (datée jeudi 14 septembre), M. Michel Barnier, député (RPR) et président du conseil général de la Savoie, demande à M. Michel Rocard, d'ouvrir à nouveau le dossier de la « déstructuration », et notamment celui de la redistribution territoriale.

« Je sais bien que c'est un sujet difficile, déclare M. Barnier, parce qu'il heurte des traditions, des susceptibilités, des ambitions. Mais la période que le gouvernement a devant lui est exceptionnelle. Il ne fera jamais avant ce dossier. Pour ma part, je crois que les régions sont trop nombreuses. Dans la perspective du marché unique, il faut des régions, telles que Rhône-Alpes, qui puissent discuter sur un pied d'égalité avec leurs partenaires européens... »

« Il faudrait également encourager la coopération intercommunale. Pourquoi l'imagination ne prendrait-elle pas le pouvoir ? Je crois, par exemple, qu'il est possible de réduire le nombre des départements, en procédant, comme pour les régions, par association puis fusion volontaires. On dira sans doute que je rêve. Si y a cependant des rêves que l'on peut construire ! A l'horizon de l'an 2000, je pense à la reconstitution d'un grand département Savoie-Mont-Blanc. Même si elle n'est pas applicable tout de suite, si elle exige beaucoup de temps, c'est une idée qui mérite un débat... »

Après avoir rappelé l'existence d'une entente interdépartementale créée en 1983 par les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, M. Michel Barnier imagine d'aller « plus loin ». « Pour cela, il faudrait une loi qui ouvre la possibilité pour les départements de fusionner et d'abord de réfléchir, précise-t-il.

Après la déclaration de M. Autant-Lara

Le MRAP entend poursuivre en justice les médias qui véhiculent des propos diffamatoires

Le secrétaire général du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), M. Monclaud Aouit, a déclaré lors d'une conférence de presse, mardi 12 septembre, qu'il est temps de lutter contre « la commercialisation et la promotion des propos du Front national ».

Le MRAP, qui est déjà partie civile dans les instructions en cours concernant M. Jean-Marie Le Pen, M. Paul Touvier, et, plus récemment, M. Claude Autant-Lara, voudrait poursuivre les médias qui véhiculent des propos diffamatoires et plus seulement ceux qui en sont les auteurs.

Juridiquement, il est en effet possible de limiter les poursuites judiciaires aux auteurs de propos diffamatoires. M. Gilbert Collard, avocat du mouvement antiraciste, a précisé que cette décision concerne les

publications à venir et non le magazine *Globe* qui vient de publier l'interview de M. Claude Autant-Lara.

Selon M. Collard, il convient d'insérer la loi du 1er juillet 1972 contre le racisme, « afin d'éviter une collusion entre le racisme et l'antiracisme ». Le MRAP propose ainsi - outre la condamnation de M. Le Pen à des travaux d'intérêt général, tels que le nettoyage des graffiti racistes du métro - de distinguer « les dispositions relatives au racisme du droit de la presse ».

Les responsables du Mouvement antiraciste souhaitent également organiser un « colloque d'une dimension européenne », au cours du premier trimestre 1990, à Saint-Gilles (Gard), seule ville de plus de dix mille habitants dont le maire, M. Charles de Chambrun, est membre du Front national.

M. Le Pen demande un face-à-face avec M. Fabius

M. Jean-Marie Le Pen indique dans le quotidien *Présent* du 13 septembre, qu'il souhaite avoir un débat sur l'antisémitisme en France avec M. Laurent Fabius, qui « a interpellé le Front national sur ses prétendues déclarations antisémites et s'est engagé à l'expliquer ».

Considérant que le mouvement d'extrême droite est « étranger aux déclarations de M. Autant-Lara, puisque celui-ci n'a jamais été membre du Front national et s'est démis de son mandat de député européen », le président du FN affirme que « certains hommes politiques ont profité de cette provocation médiatique pour essayer d'impliquer le Front national ». Le quotidien d'extrême droite ajoute : « Il semble que la presse officielle et les journalistes de l'établissement aient reçu consigne d'écouter ».

cette demande de débat faite également par M. Le Pen sur RMC, mardi 12 septembre.

Par ailleurs, le *Quotidien de Paris* publie dans son édition du 13 septembre une « opinion » de M. Jean-Yves Le Gallou intitulée : « Faut-il embastiller Autant-Lara ? ». Le président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France répond négativement, tout en précisant : « Il faut condamner tous les racistes, y compris le racisme antiraciste » dont se sont rendus coupables, selon lui, Yannick Noah (joueur de tennis), Georges-Marc Benamou (directeur de *Globe*) et Jean-François Kahn (directeur de l'*Evénement du jeudi*). En cas d'empiètement, il suggère que les quatre hommes soient dans la même cellule.

POLITIQUE
LE CITOYEN

LES FRUSTRÉS DE LA RENTRÉE

Fonctionnaires, infirmières, postiers, policiers, enseignants... Ça déprime dans les rangs. Que donnera le plan anti-cafard de Michel Rocard ?

Et aussi cette semaine : comment la gauche a échoué sur la télévision, René Dumont, Batman, Solidarnosc, Georges Pérec, Tanger, les Pyrénées, l'orthographe...

TOUS LES JEUDIS EN KIOSQUE - 20 F

Société

Les fausses factures et l'argent des partis

A Marseille, un inspecteur muté, une enquête freinée

Après l'abandon par le gouvernement du projet d'amnistie des délits liés au financement des partis politiques, la justice ira-t-elle jusqu'au terme des dossiers ouverts à Paris, à Lyon, à Toulon et à Marseille sur diverses affaires de fausses factures ? Rien n'est moins sûr. Depuis mai dernier, en effet, le parquet de Marseille laisse « dormir » l'enquête préliminaire provoquée par la saisie de nombreux documents concernant le financement national du Parti socialiste. De plus, des magistrats s'émouvent de la discrète mise à l'écart, début juillet, de l'un des deux inspecteurs de police marseillais ayant mené, depuis le début, les investigations qui ont conduit aux trente-trois inculpations prononcées dans l'affaire de la SAE (Société auxiliaire d'entreprise).

Faute de pouvoir espérer obtenir une majorité à l'Assemblée nationale, le gouvernement a finalement renoncé au projet d'amnistie qui devait accompagner son projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Un brusque revirement, en bon ordre, sans voir discordances. A tel point qu'aucun socialiste ne semble aujourd'hui se souvenir avoir réclamé avec insistance cette amnistie des élus.

Qu'importe ! Maintenant qu'il n'y a plus d'amnistie à l'horizon, la justice va enfin pouvoir travailler sans entraves. Hélas ! si l'on en croit des magistrats parisiens et marseillais, il risque fort de ne rien être.

Le dispositif judiciaire, expliquent-ils, serait d'ores et déjà « verrouillé » afin de limiter l'ampleur des investigations et d'éviter les mauvaises surprises. Cette affaire de fausses factures, dont le point de départ fut, en 1986, l'enquête sur une « société-taxi » marseillaise, l'entreprise Paul Bernard, est aujourd'hui éclatée en cinq dossiers différents, à Paris, Lyon, Marseille et Toulon. L'information judiciaire confiée à M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, est strictement limitée aux fausses factures d'une filiale de la SAE, la SORMAE (Société auxiliaire d'entreprise Rhône-Alpes-Méditerranée), et, qui plus est, à celles concernant la seule branche sud de cette société, c'est-à-dire la région méditerranéenne.

Ce dédale judiciaire ne facilite pas la marche de la vérité alors que toutes ces affaires sont peu ou prou imbriquées les unes aux autres. Mais surtout, des magistrats et des policiers s'inquiètent du sort réservé au dossier le plus embarrassant pour les socialistes : l'enquête préliminaire ouverte, en avril, par le parquet de Marseille après la découverte, en incidents du dossier de la SORMAE, de documents mettant à nu le financement national du PS, lors d'une perquisition au siège de la délégation régionale du bureau d'études Urba-Technic (Le Monde du 2 septembre).

Or depuis un procès-verbal de synthèse, rédigé le 5 mai par les deux inspecteurs ayant effectué la perquisition, l'enquête n'a pas avancé. Aucune investigation complémentaire n'a été demandée aux policiers de la division des enquêtes financières (DEF) du SRPJ de Marseille. Aucune information judiciaire n'a été ouverte.

De plus, les deux inspecteurs auteurs de ce « PV » explosif ont été récemment victimes d'une mésevaluation administrative. Ils se nomment Antoine Gaudino et Alain Mayot. L'enquête sur les fausses factures, depuis le début, c'est eux. Une « fine équipe » connue dans les milieux policiers marseillais pour son indépendance sournoise, sa curiosité et son enthousiasme professionnel — ce qui ne va pas sans susciter des jalousies de collègues et provoquer des conflits avec la hiérarchie. Tous deux sont des « financiers » confirmés, ayant fait toute leur carrière policière dans cette spécialité, notamment dans le Nord et à Lyon, avant de se retrouver et de se connaître à Marseille.

Sans leur acharnement, il n'y aurait jamais eu la confession de M. Paul Poltier, directeur général de la SORMAE, le 1^{er} février, point de départ de l'information de M. Culié. Sans leur zèle, il n'y aurait pas eu d'enquêtes incidentes à Lyon et à Toulon, conduisant à l'ouverture d'autres informations judiciaires. Sans leur persévérance, il n'y aurait

pas eu non plus de perquisition aussi fructueuse, le 19 avril, au siège marseillais d'Urba-Technic.

Or, le 28 juin, le directeur du SRPJ de Marseille avait l'inspecteur Gaudino de sa mutation à la Division du proxénétisme et des stuprants, effective à compter du 3 juillet. Aucune raison officielle n'était donnée, à part une allusion à ses relations amicales avec le précédent chef de la division financière, lui-même muté à Paris au cours de l'enquête sur les fausses factures. Titulaire d'un diplôme d'études supérieures économiques, M. Gaudino n'avait jamais quitté les services financiers de la PJ depuis son entrée dans la police, il y a onze ans, après quinze ans dans la marine nationale comme sous-officier. Il n'était affecté dans sa spécialité à Marseille que depuis dix-huit mois.

Une décision incompréhensible

Considérant que leur équipe était ainsi dissoute de fait, l'inspecteur principal Mayot a récemment demandé à être rattaché au parquet d'Aix-en-Provence. Quant à M. Gaudino, impossible à joindre au SRPJ pour cause de « réceptions », il a demandé son détachement « dans une autre administration » s'il n'obtient pas l'annulation de sa mutation. En somme, les deux policiers les plus au fait du dossier complexe et tentaculaire des fausses factures en sont aujourd'hui désaisis.

Une décision incompréhensible aux yeux de certains magistrats marseillais. Doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance, M. François Badier s'en est étonné, le 28 juin, dans une lettre au directeur du SRPJ : « Je tiens à vous faire part de mon étonnement de la décision de mutation de M. Gaudino, une enquête d'une telle ampleur et complexité ne pouvant être reprise du jour au lendemain par un nouveau fonctionnaire, quel que soit son talent. C'est la raison pour laquelle je vous prie d'examiner avec une particulière attention si ce groupe de fonctionnaires, dont pour ma part je n'ai qu'à me féliciter, doit être démantelé sans délai ou s'il peut être autorisé à mener à leur terme les enquêtes en cours. » (...)

Même protestation, le 30 juin, de M^{me} Bernadette Augé, premier juge d'instruction à Marseille. Chargée à l'origine de tout le dossier des fausses factures marseillaises, elle en a été dessaisie pour des raisons de procédure en début d'année au profit de M. Culié, mais garde néanmoins l'information de l'affaire Paul Bernard, qui mit les enquêteurs sur la piste de la SORMAE. « La parfaite connaissance de ce dossier est indispensable pour que cette affaire soit menée correctement à son terme », écrit-elle au directeur du SRPJ. Votre décision peut créer des difficultés dans la poursuite de l'exécution de ma commission rogatoire et, par là même, dans la bonne marche de mon information (...). Je tiens à vous faire savoir que ce fonctionnaire (M. Gaudino), ainsi d'ailleurs que l'ensemble de son groupe, a montré dans l'exercice de ses fonctions une compétence et une efficacité dont je n'ai eu qu'à me féliciter. Je souhaiterais que tous les membres de ce groupe, qui conservent mon entière confiance, puissent mener à son terme l'enquête qui leur a été confiée. »

Au ministère de l'Intérieur, à Paris, une rumeur tend à expliquer cette mutation incompréhensible : M. Gaudino, dont l'épouse est juge d'instruction à Marseille, serait lié au RPR et aurait conduit ses investigations avec quelques arrière-pensées politiques. C'est, semble-t-il, ce que laissent entendre les responsables socialistes d'Urba-Technic afin d'expliquer l'ampleur de la mission réalisée à leurs dépens par M^{me} Gaudino et Mayot.

Outre que l'argument traduit une vision plutôt partiale du service public, il est tout simplement infondé : l'épouse de M. Gaudino est adhérente de longue date du Syndicat de la magistrature, peu connu pour son engagement à droite, et M. Gaudino, qui se dit de gauche, est membre du Syndicat national

autonome des policiers en civil (SINAPC), qui passerait difficilement pour une officine du RPR.

Le « PV » du 5 mai

Il faut donc chercher l'explication ailleurs. Elle pourrait bien se trouver dans ce fameux procès-verbal de synthèse du 5 mai rédigé par les deux inspecteurs. C'est en effet ce document qui a créé un certain affolement au sommet de l'Etat et amené le gouvernement à un nou-

Dans son numéro du 7 juin, le *Canard enchaîné* a déjà cité de larges extraits de ce « PV » de six feuillets. Son objet : les « constatations au vu des scellés » saisis le 19 avril au siège marseillais d'Urba-Technic.

En quatre parties, il démonte le système constitué par le GIE Gestion des sociétés regroupées (GSR) qui, sous l'autorité de M. Gérard Monate, gère Urba-Technic et Gracco. La conclusion des policiers est qu'il s'agit d'un système national centralisé, bénéficiant exclusivement au PS et où toutes les

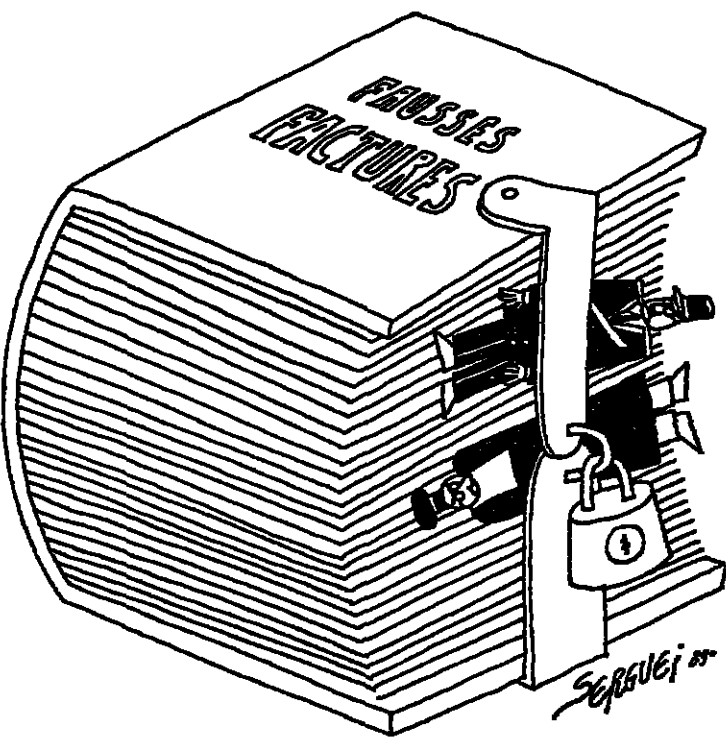
groupes, nota, de 1981 à 1988, les comptes rendus de toutes les réunions auxquelles il participa. - 2 mars 1984. But de Urba-Gracco : apporter de l'argent au PS, les cotisations ne suffisant plus. Pas d'aide directe espérée du patronat (...). 20 septembre 1984. Les ressources du PS proviennent : 1/3 des élus, 1/3 des adhérents (s'annule), 1/3 du GIE (doit augmenter). Gérard s'est engagé auprès du trésorier (PS) et du contact Elysée. Nous sommes la structure officielle du parti (...). 20 juin 1986. Nous sommes mandatés par le parti, qui a pris des risques politiques pour couvrir nos sociétés. Sans le parti, nous ne serions plus rien (...). 3 octobre 1986. Gérard Monate : le parti nous protège, nous assiste, ex : contrôle fiscal. Le PS a confié au groupe l'organisation du congrès de Lille, décision du comité directeur (...). 4 juin 1987. Les premières prévisions de la campagne présidentielle se situent à 100 millions de francs. 25 millions seront pris en charge par le GIE (...). 2 décembre 1988. Le groupe a versé pour la campagne présidentielle 24 300 000 F. »

« Il faut raqueter » (sic), écrit M. Delcroix le 8 novembre 1988. Le système est ainsi décrit par M^{me} Gaudino et Mayot : « Les instructions de M. Monate consistent à faire appel à la « solidarité » des élus socialistes, en leur qualité de décideurs, pour l'obtention des marchés. En contrepartie de leur « collaboration », les décideurs du PS bénéficient de « retombées » pour faire face aux dépenses engagées par leurs soins. »

Le procès-verbal illustre ces pratiques à partir de la comptabilité marseillaise du groupe, tout en citant les recettes nationales d'Urba-Gracco : 52 millions en 1986, 53 en 1987, 70 en 1988 et 25 pour les seuls trois premiers mois en 1989.

Pour les deux inspecteurs, il était évident que l'enquête devait désormais remonter jusqu'à Paris, jusqu'aux responsables nationaux du PS eux-mêmes. Cinq mois plus tard, elle en est toujours au même point, immobilisée à Marseille. Malgré les inquiétudes de M. Delcroix qui, dans l'un de ses cahiers, a tout est bien monté (consignes) aucun risque pour nous... L'irrigation (retombées) c'est le plus difficile d'où l'utilité du service P. Lator. Dans l'ordre, en tête, l'écrou ! PDG, commissaire aux comptes, chef comptable, le gérant et le PDG de société : les complices SG, etc., P. Lator, les deux directeurs UT et Gracco...

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL



veau projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, guère plus d'un an après celui élaboré par le gouvernement Chirac dans la foulée de l'affaire Luchaire.

Rédigé un vendredi, le procès-verbal parvient à Paris, aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, dans la semaine du lundi 8 mai. A l'époque, l'affaire des fausses factures de la SAE suit son cours mais aucun responsable politique n'a encore lancé l'idée d'une nouvelle loi législative.

Le dimanche qui suit, soit le 14 mai, lors de sa traditionnelle ascension de la Roche de Soltré, le président de la République réserve un « scoop » aux journalistes : il parle, le premier, de la nécessité d'une nouvelle loi sur la moralisation de la vie publique.

Entre-temps, la lecture du « PV » de M^{me} Gaudino et Mayot avait grandement inquiété les responsables socialistes. Et il y avait de quoi.

sommes prélevées en échange de l'obtention de marchés remontent au siège parisien avant d'être redistribuées aux élus locaux.

« La comptabilité de l'ensemble des délégations est tenue à Paris, par le GIE-GSR, écrivent les deux inspecteurs. Toutes les factures sont centralisées au siège qui, de ce fait, encaisse les produits ou règle les dépenses de toutes les délégations. L'analyse objective des documents en possession du service permet d'établir que le groupe actuellement dirigé par M. Monate a été mis en place par le Parti socialiste et au profit exclusif de celui-ci (...). Le chiffre d'affaires Urba-Gracco est réalisé en quasi-totalité auprès des décideurs socialistes. »

« Le parti nous protège »

Suivent des citations extraites des quatre cahiers où M. Joseph Delcroix, directeur administratif du

Un dédale judiciaire

Il n'y aurait pas de projet de loi sur le financement des partis politiques, sans les révélations des enquêtes policières et judiciaires sur les perversités d'un système. Un système simple : des entreprises obtiennent des marchés, notamment dans le bâtiment, par la corruption, soit en versant une commission à des bureaux d'études, sociétés de marketing ou de publicité, soit, plus directement encore, en faisant de certains élus. A l'origine, l'enquête est partie en fait d'un seul et même fil tiré, depuis 1986, par les enquêteurs de la Division financière du SRPJ de Marseille. Mais, à mesure qu'elle prenait une ampleur nationale, cette enquête a été divisée en plusieurs dossiers séparés, pour des raisons de procédure judiciaire ou d'opportunité politique. On en dénombre aujourd'hui cinq.

Le point de départ : l'affaire Paul Bernard. Tout commence, le 2 avril 1988, avec l'ouverture d'une information judiciaire à Marseille pour faux en écritures, complicité et recel qui vise une petite entreprise de travaux publics, SMPE, dont l'exploitant individuel est M. Paul Bernard. Un important trafic de fausses factures dans le milieu phoocéen de la construction est découvert. Le 12 avril 1988, le juge d'instruction, M^{me} Bernadette Augé, élargit les objectifs de la commission rogatoire délivrée aux policiers.

Le rattachement lyonnais : le Groupe de recherche et construction (GRC). Une des fausses factures saisies chez M. Bernard concerne cette société lyonnaise, spécialisée dans la promotion immobilière. Une perquisition a lieu à son siège le 25 septembre 1988 durant laquelle des documents compromettants concernant toute la France sont saisis. Une information judiciaire, confiée à M. Jacques Chauvot, est ouverte à Lyon, pour faux et usage de faux, le 29 septembre, l'enquête étant confiée au SRPJ local.

L'incidence toulonnaise : les Travaux du Midi. Toujours à partir des fausses factures saisies chez M. Bernard, une perquisition a lieu le 21 novembre 1988 au siège de cette société marseillaise. Nouvelle incidents, concernant notamment un marché pour la construction du grand casino d'Hyères. Une information judiciaire est ouverte à Toulon.

Le pot aux roses de la SORMAE. En suivant toujours le fil des fausses factures de l'entreprise Paul Bernard, les policiers marseillais interrogent, le 1^{er} février 1989, M. Paul Poltier, directeur général de la SORMAE. Couvrant les régions du Rhône, des Alpes et de la Méditerranée, cette filiale de la SAE est partagée en deux zones, Nord et Sud. M. Poltier est bavard : il met en cause une dizaine d'élus, recouvrant tout l'échiquier politique. Pour des

raisons de procédures, ce nouveau dossier est renvoyé à la justice marseillaise et confié à M. Paul Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Définie par la chambre criminelle de la cour de Cassation, le 15 février, sa saisine est restrictive : uniquement les fausses factures de la branche sud de la SORMAE. De plus, plusieurs procès-verbaux sont annulés, à l'exception des confessions de M. Poltier. Elles sont néanmoins suffisantes pour permettre à l'enquête de se poursuivre : trente-trois inculpations sont prononcées, parmi lesquelles celles de sept « politiques » de droite et de six socialistes. D'autres pistes sont actuellement suivies : celle de Sud-Est Equipement, bureau d'études lié au PCF, et celle d'un marché concernant la ville de Fréjus.

L'enquête préliminaire Urba-Technic. — Perquisitionnant, dans le cadre de l'information de M. Culié, le 17 avril, au siège de la délégation régionale de ce bureau d'études lié au PS, les policiers marseillais découvrent le financement national du PS. Juridiquement, ils sont alors hors du cadre défini par la commission rogatoire de M. Culié. Aussi le parquet de Marseille ouvre-t-il une enquête préliminaire et une seconde perquisition a lieu, le 18 avril. Un procès-verbal de synthèse est établi par les policiers le 5 mai. Depuis cette enquête est au point mort.

SPORTS

RUGBY

Le calendrier de la deuxième Coupe du monde

L'International Rugby Board a fait connaître, mardi 12 septembre, à Londres, le calendrier de la deuxième édition de la Coupe du monde de rugby, qui aura lieu en Grande-Bretagne et en France du 3 octobre au 2 novembre 1991. La composition des groupes de la phase finale est la suivante :

● Groupe 1 (en Angleterre) : Angleterre, Nouvelle-Zélande, vainqueur de la zone européenne, troisième de la zone américaine.

● FOOTBALL : Coupes européennes. — Le Football Club de Sochaux qui a écarté les Luxembourgeois de la Jeunesse d'Esch (7-0), en Coupe de l'UEFA, et l'AS-Monaco, qui a obtenu le match nul sur le terrain des Portugais de Belenenses (1-1), en Coupe des coupes, mardi 12 septembre, ont obtenu une entrée réussie dans la campagne européenne des clubs français.

● Groupe 2 (en Ecosse et en Irlande) : Ecosse, Irlande, vainqueur de la zone africaine, deuxième de la zone asiatique.

● Groupe 3 (au Pays de Galles) : Pays de Galles, Australie, vainqueur de la zone asiatique, deuxième de la zone américaine.

● Groupe 4 (matchs en France, à Béziers le 4 octobre, Bayonne le 5, Grenoble le 8, Toulouse le 9, Agen le 12 et Brive le 13).

France, Fidji, vainqueur de la zone américaine, deuxième de la zone européenne.

Les deux premiers nommés de chaque groupe sont automatiquement classés « tête de série » pour la phase finale. Les noms des huit autres nations qualifiées seront connus à l'issue des éliminatoires, en octobre 1990.

Société

Nuages sur la coopération américano-européenne

La future station spatiale Freedom menacée par des réductions budgétaires

Censée représenter un modèle de coopération scientifique et technologique, la future station spatiale internationale Freedom est devenue une pomme de discorde entre les États-Unis et leurs associés européens et japonais, moins d'un an après la signature d'un mémorandum d'accord. A l'origine du différend : la volonté affichée du Congrès américain de réduire de 20 % le budget 1990 (2,05 milliards de dollars à l'origine) de ce projet, qui devrait englober au total 23,75 milliards de dollars d'ici à 1997. La Chambre des représentants a déjà voté une réduction de 400 millions de dollars, et le Sénat doit se prononcer avant la fin du mois.

Le Japon a déposé une protestation officielle auprès des États-Unis, et attend une réponse.

S'ils persistent dans ces intentions, « les Américains vont perdre toute crédibilité et plus personne ne voudra travailler avec eux », a déclaré M. Takahito Kato, représentant à Washington de l'Agence spatiale japonaise NASDA, à l'hebdomadaire scientifique *Nature*. M. Frederick Engstrom, directeur des opérations de transport spatial à l'Agence spatiale européenne (ESA), estime, quant à lui, que les modifications envisagées « compromettent l'ensemble des objectifs et des capacités de la station spatiale ».

Quatre milliards de dollars

L'accord signé le 29 septembre 1988 à l'issue de deux ans de nég-

ciations définissait parfaitement les rôles de chacun. Le Canada fournissait un « bras » robotisé, version perfectionnée de celui de la navette, destiné à l'assemblage, à la maintenance et aux différentes manipulations sur les éléments de la future station. Le Japon construisait un laboratoire pressurisé habitable.

La part européenne, enfin, était représentée par le programme Columbus, qui se compose d'un laboratoire habité rattaché à la station, d'un module autonome qui servira à des expériences en impesant, et d'une plate-forme de télé-détection qui volera de concert avec Freedom. L'ESA a prévu d'investir 4 milliards de dollars dans ce projet qui, avec le lanceur lourd Ariane-5 et l'avion spatial Hermes destiné, lui aussi, à desservir la station Freedom, représente l'essentiel de son programme Horizon 2000.

Les trois partenaires de la NASA ne remettent pas en cause le bien-fondé d'éventuelles réductions budgétaires. Mais ils sont furieux de ne pas avoir été consultés sur les aménagements techniques qu'elles pourraient entraîner, et qui les concernent directement. Leur coopération à Freedom avait été, rappelons-le, scellée l'an dernier par un accord multilatéral au niveau gouvernemental. « Ce document implique que toute décision concernant des changements importants soit prise en concertation avec les partenaires », estime M^{me} Béatrice Lacoste, porte-parole de l'ESA à Paris.

Un satellite géant pour Ariane

Le trente-quatrième tir de la fusée Ariane est prévu au cours de la nuit du 5 au 6 octobre, à l'annonce mardi 12 septembre. M. Xavier Picard, porte-parole d'Arianespace, Une Ariane 44 L, la version la plus puissante du lanceur européen, mettra sur orbite le plus gros satellite civil de télécommunications jamais construit, un Intelsat-VI de 4 250 kilos.

L'organisation internationale de communications Intelsat a choisi des fusées américaines Titan pour lancer les deux satellites suivants. Elle reviendra à Ariane pour le quatrième, mais a demandé le report à 1991 de ce dernier tir, prévu à l'origine pour juillet 1990, a précisé M. Picard.

La société Arianespace possède actuellement un carnet de commandes pour le lancement de trente-trois satellites, représentant 14,1 milliards de francs.

Dans cet esprit, M. Engstrom a présenté les contre-propositions de l'Agence européenne : la NASA rétablir la pleine capacité du module de service (huit hommes d'équipage et 75 kilowatts de puissance électrique). En contrepartie, l'Europe propose son module Columbus comme « laboratoire international » habité utilisable par tous, en remplacement du module américain qui pourrait être construit ultérieurement.

L'idée est d'éviter la duplication des matériels, explique-t-on au siège parisien de l'ESA. Le bras canadien pourrait, de la même façon, être substitué à certains éléments robotisés américains. Les partenaires pourraient ainsi partager le fardeau financier de façon plus équitable.

Ces suggestions, présentées par lettre datée du 1^{er} septembre à M. William Lenoir, administrateur adjoint de la NASA, n'ont pas encore reçu de réponse. M. Engstrom doit rencontrer les responsables de l'Agence spatiale américaine jeudi 14 à Washington, en compagnie de ses collègues japonais et canadiens, mais les entretiens précédents n'ont pas à l'optimisme.

« Nous ne remettons pas en cause la bonne foi américaine, mais les négociations sont difficiles », reconnaît-on à l'ESA.

Dès les premières discussions en 1986, les industriels américains avaient considéré d'un mauvais oeil la participation européenne à un projet aussi ambitieux, et leurs lobbies avaient agi en conséquence. Le Pentagone, intéressé par une utilisation « pacifique » des installations de Freedom, n'a jamais caché, lui non plus, ses réticences.

Le débat sera donc houleux. Mais cette fois les Américains sont au pied du mur : une réduction de 500 à 600 millions de dollars pour l'année fiscale 1991 et même une annulation pure et simple du projet ont déjà été envisagés par certains membres du Congrès.

JEAN-PAUL DUFOUR.

RELIGIONS

Dans un hebdomadaire polonais

Le cardinal Glomp se montre plus conciliant à propos du carmel d'Auschwitz

L'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*, dirigé par M. Jerzy Turowicz, ami intime de Jean-Paul II, a publié mercredi 13 septembre à Varsovie un entretien du cardinal Glomp, à propos du carmel d'Auschwitz. Le primate de Pologne s'y montre beaucoup plus conciliant que dans ses déclarations du 2 septembre au quotidien italien *la Repubblica*.

Invité à dire si la « renegotiation » qu'il souhaitait pourrait aboutir aux mêmes conclusions qu'à Genève en février 1987 (prévoyant en particulier le transfert du couvent), le cardinal Glomp répond : « Mais naturellement ! Quand j'ai parlé de renégocier, cela ne voulait pas dire reprendre le fond des choses, mais seulement peaufiner la forme légale des accords signés à Genève, qui ne me paraît pas assez solide ».

Serait-il possible de commencer tout de suite la construction du nouveau centre de prières éloigné du camp et isoler le couvent ? « Oui, et sans reprendre le début de la discussion », affirme le cardinal Glomp. Après la déclaration du comité épiscopal polonais pour les relations avec le judaïsme, après le communiqué commun des cardinaux Decourtray, Lustiger et Dammelin, « je prends très au sérieux, je crois que commencer tout de suite les travaux de construction du nouveau centre serait la meilleure solution ».

Au journaliste qui demandait enfin, s'il était souhaitable de créer une commission mixte (juive et catholique) de construction et une commission d'information pour tenir l'opinion en courant de l'avancement des travaux, le cardinal Glomp a répondu que ce serait « une bonne idée ».

M. Rocard a reçu M. Klein et le cardinal Decourtray

M. Michel Rocard a reçu, mardi 12 septembre, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, et M^{me} Théo Klein, ancien président du Congrès juif européen, qui conduisaient respectivement les délégations catholique et juive lors de la négociation, en 1986 et 1987 à Genève, sur le déménagement du carmel d'Auschwitz.

Cet entretien d'une heure a eu lieu à la demande du premier ministre, qui souhaitait être informé sur une affaire à laquelle il se dit « très sensible ». M. Rocard a manifesté à M. Klein et à M^{me} Decourtray son « émotion » et son « soutien ». Il a discuté avec ses interlocuteurs de la manière dont ils envisageaient la suite des discussions et sur la possibilité de les aider, tout en respectant la souveraineté polonaise.

Depuis une quinzaine de jours, des négociations continuent dans ce sens engagées avec, notamment, l'Agence spatiale européenne (ESA), dont les programmes à long terme pourraient être remis en cause par cette décision. Face aux intentions du Congrès, M. Richard Truly, l'administrateur de la NASA (et ancien astronaute) a, en effet, demandé à ses services un plan de réduction prenant en compte ces coupes dures.

Ce document a été élaboré cet été, sans consultation des associés étrangers. Il prévoit un équipage permanent de quatre astronautes au lieu de huit dans le projet initial. La puissance électrique disponible à bord passerait de 75 à 37,5 kilowatts, dont 18 seulement (au lieu de 45) disponibles pour les expériences scientifiques menées par les usagers. Enfin, si le lancement des premiers éléments de la station reste fixé à 1995, le calendrier de montage de la station est profondément remis en cause, et l'armement du module-laboratoire européen Columbus, prévu pour la fin de 1997, serait retardé d'au moins six mois.

Le programme pourrait retrouver sa pleine capacité vers l'an 2000, a affirmé M. Ray Hook, le responsable de l'équipe ayant élaboré ce plan. Des assurances auxquelles ne croient guère les partenaires étrangers, dont la réaction a été virulente.

POLICE

Prévention, accueil du public, projets de service

M. Pierre Joxe veut réformer les mœurs policières

En juin, dans un garage du commissariat d'Evry (Seine-et-Marne) bâtiment transformé en studio de télévision, une centaine de fonctionnaires de police de tous grades se sont retrouvés face à soixante-dix habitants de la ville pour dire quelques paroles vécues sous l'œil des caméras et en présence du ministre de l'Intérieur. Le film, long de cinquante-deux minutes, qui est à cet effet à la demande du ministre était présenté, mardi 12 septembre, à la presse par M. Pierre Joxe.

Intitulé *Et si on se parlait ?*, il vient d'être distribué à tous les directeurs départementaux des polices urbaines et présentés aux syndicats de police. Il devrait servir à alimenter dans les commissariats une discussion sur les rapports entre policiers et citoyens.

M. Joxe n'aime pas avancer sans boussole. Ministre de l'Intérieur lors du premier septennat de M. Mitterrand, il avait fait voter une loi de modernisation plurimédecine, visant à rattraper les retards abyssaux pris par la police française en matière d'équipements. Revenu place Beauvau, et après une longue réflexion menée par ses services, le ministre de l'Intérieur souligne que le plan de modernisation commençait à porter ses fruits, il courrait désormais de réformer les mœurs. Autrement dit : maintenant que le policier a plus de moyens qu'il n'en a jamais eu, veillons à transformer sa mentalité, à faire en sorte qu'il exerce son métier d'une façon nouvelle. C'est le nouveau pôle Nord de M. Joxe : place aux réformes qualitatives.

A démarche nouvelle, méthodes modernes. Durant plusieurs jours, des journalistes ont procédé à un audit de la police d'Evry, interrogeant cent cinquante habitants de

constaté le ministre à l'arrivée de la projection : à la police de relever le défi en apportant la réponse appropriée. Faute de quoi ces nouveaux besoins « provoqueront une véritable allée et venue dans la police nationale, dans le privé par exemple. Il y aura alors ingérence de l'insécurité, avec des villes sûres qui pourront s'offrir des polices municipales et des villes moins sûres qui ne le pourront pas ; il y aura des citoyens riches qui seront protégés et des citoyens pauvres qui ne le seront pas ». Or, pour M. Joxe, la mission de sécurité ne peut être qu'une mission d'Etat, égale pour tous.

Une loi d'orientation

Encore faut-il que l'Etat dispose de moyens adéquats. M. Joxe, inspiré par les capitaines d'industrie et converti à la logique de la compétition — « la réussite passe par la compétition qui touche toutes les structures de la nation, industrielles, économiques, sociales ou administratives », — estime que son administration est mieux préparée que d'autres en ayant réfléchi, depuis plusieurs mois déjà, aux réformes à entreprendre afin de « s'organiser », « se moderniser » et « s'armer pour affronter la concurrence internationale, aborder le vingt et unième siècle et réaliser l'Europe ».

Audit approfondi

On a discuté de tout, on pressait. Avec les limites qu'impose une règle qui, certes, admet la liberté du débat (« Vous êtes obligés d'être libres », précise en préambule M. Joxe), mais ne peut effacer, d'un seul coup, les préjugés verbaux des policiers invités à s'exprimer devant leur hiérarchie et leur ministre. Sans évier parfois la confusion, le film rend finalement assez bien compte de quelques-unes des préoccupations des policiers chargés d'assurer la sécurité dans une ville moyenne de la périphérie parisienne.

Un catalogue déjà largement connu : faiblesse des moyens, salaires insuffisants, soupçons de racisme, accusations de brutalités et lourdeurs hiérarchiques sont quelques-unes des rubriques qui expriment le mal-être des fonctionnaires à qui les journalistes ont demandé de définir leurs aspirations et leurs frustrations. Quant au public, parfois très de mauvaise humeur, jusqu'à s'agiter, la police en lutte contre l'insécurité, il réplique en parlant de sa peur devant le policier et du mauvais accueil qui lui est fait lorsque, désolé de son autorité, il vient déposer plainte au commissariat.

S'il est difficile de deviner les discussions qui provoquent ce film dans les commissariats — les responsables policiers à qui il a été présenté semblent avoir peu goûté la prise de parole de leurs hommes accusés de racisme par plusieurs jeunes, — il témoigne bien du cadre dans lequel M. Joxe compte désormais placer son action.

De nouveaux besoins de sécurité s'expriment dans la population, a

REPÈRES

Consommation

Pommes sans danger

Le Conseil supérieur d'hygiène publique a estimé, mardi 12 septembre, qu'il n'est « pas nécessaire » de prendre des « mesures d'urgence » à l'encontre des pommes ou des produits à base de pommes actuellement sur le marché français. Cet avis intervient après que le revendeur de l'Union fédérale des consommateurs (UFCV) ait révélé qu'un produit réglementaire de la croissance des fruits, le diméthylate, et l'un de ses catécholines, l'UDM, pouvaient avoir des effets cancérigènes. *Le Monde* des 8 et 9 septembre. Le Conseil supérieur d'hygiène publique pour la France a, en outre, indiqué par ailleurs qu'il se réserve de conclure sur cette affaire à un plus tard au début de l'année 1990 et « en tout cas avant » la prochaine campagne de traitement des vergers avec le diméthylate. Le Conseil supérieur estime pouvoir se permettre ce délai car, dit-il, « le risque lié à la consommation de pommes ou de dérivés de pommes est très faible pour la santé publique et ne pourrait se manifester que pour une consommation importante, régulière et prolongée ».

Education

M. Mitterrand favorable à une réforme des programmes scolaires

Pour « bâtir l'éducation du vingt et unième siècle », M. Mitterrand souhaite que « la réforme des programmes » permette d'« unifier les savoirs transmis », d'« éviter l'éclatement des disciplines » et de « reconnaître en même temps la diversité des formes d'excellence ». Le président de la République, qui s'exprime, mardi 12 septembre à Paris, à l'ouverture des Entretiens Cordocor, premières rencontres annuelles de la formation professionnelle, a précisé : « Il n'y a pas de hiérarchie. Il faut abolir les coupures et les ségrégations entre les travaux intellectuels et manuels, entre connaissances purement scientifiques et purement techniques, entre enseignement général et professionnel ». Cette déclaration, faite devant quinze ministres, dont M. Jospin, intervient à quelques semaines de l'ouverture, par l'éducation nationale, d'une vaste consultation sur la nouvelle définition des contenus d'enseignement.

Universités

Les tests de sélection condamnés

Les tests de sélection à l'entrée à l'université sont illégaux. Le syndicat étudiant UNEF-ID, dont l'opposition à ces tests est un cheval de bataille, vient d'un obtient confirmation grâce à un arrêt du tribunal administratif de Nanterre rendu mardi 12 septembre.

Une jeune fille qui s'était vu refuser l'accès en langues étrangères appliquées (LEA) à l'université Paris X-Nanterre avait déposé un recours au mois de juillet devant cette instance.

Le tribunal a donné tort à l'université, estimant que sa décision était contraire à la loi Savary de 1984, dont l'article 14 exclut toute sélection. Forts de ce jugement, l'UNEF-ID a invité les étudiants « victimes » d'une présélection dans les filières les plus anglophobes à multiplier les recours administratifs.

Hipparcos a atteint son orbite définitive

Le satellite astronomique européen Hipparcos, lancé par une fusée Ariane le 8 août, a atteint, lundi 11 septembre, son orbite de travail définitive. Révisée à la suite de l'incident technique qui a interdit l'allumage de son moteur d'apogée, cette orbite, de 36 000 kilomètres d'apogée, est passée de 210 kilomètres à 200 kilomètres de périgée grâce à l'utilisation des petits moteurs à hydrazine du satellite, normalement destinés au contrôle de son altitude. Une fois déployés ses trois panneaux solaires, puis son antenne, Hipparcos commencera d'observer les étoiles, selon le nouveau programme — revu à la baisse — mis au point par les scientifiques. A l'Agence spatiale européenne, on indiquait, mardi 12 septembre, que sa mise en service opérationnel n'était plus qu'une question de jours.

● RECTIFICATIF. — Une méconnaissance coïncide nous a fait écrire dans l'article « Juger Vichy », paru dans nos éditions datées du 13 septembre, que René Bouquès, qui fut le secrétaire général de la police nationale sous l'Occupation, quitta la France dans la voiture de Carl Oberg, chef supérieur des SS et de la police en France, en juin 1940. Il fallait naturellement lire en juin 1944.

reinée

idiciare

Communication

En souscrivant à l'augmentation du capital de la Chaîne

M. Berlusconi choisit de rester sur la Cinq

Les actionnaires de la Cinq, MM. Silvio Berlusconi et Robert Hersant ont, samedi, voté en faveur de l'augmentation de capital de 300 millions de francs, dont l'appel venait à expiration le 11 septembre, a été entièrement souscrit, a annoncé à l'AFP, mardi 12 septembre, M. Philippe Ramond, directeur général de la chaîne. Une déclaration en forme de coup de théâtre, et qui témoigne d'un apaisement, au moins temporaire, des dissensions et divergences entre les partenaires de la chaîne.

Étonnant retournement ! Il y a quelques mois à peine, M. Angelo Codignoni, directeur général de la Fininvest, déplorait la politique « décevante » de la Cinq (le Monde du 3 mars), et les coulisses de la chaîne ne bruisaient que des rumeurs de divorce entre le groupe italien et celui de M. Robert Hersant, coactionnaires à égalité (25 % chacun) de la société. Le partage des responsabilités, qui attribuait la gestion des programmes à l'Italien et celle de la règle publicitaire au Français, avait volé en éclats. Et les salariés de rire, mi-goguenards, mi-scandalisés, de l'image déplorable

offerte par la chaîne lors de récents marchés internationaux de programmes, où deux acheteurs – l'un pour le compte du magnat transalpin, l'autre pour celui du patron du groupe de presse français – faisaient successivement antichambre dans les mêmes salons de producteurs américains.

Fin juin, à Bruxelles, M. Silvio Berlusconi enfonçait lui-même le clou. Et calculait à voix haute devant la presse, les millions de francs que lui a coûté la Cinq depuis son lancement, n'hésitant pas à la qualifier de « très mauvaise affaire sur le plan financier ». La chaîne, il est vrai, accumule les déficits (850 millions de francs en 1987, 840 encore l'année suivante) : les sanctions du Conseil d'Etat comme celles du CSA, pleuvent. En prenant enfin, 2 % du groupe Bouygues et 4 % environ du capital de TF 1, « sua Emittenza » semble préparer une position de repli, lui permettant, quoi qu'il arrive de rester dans l'audiovisuel hexagonal. La Une, par la voix de son PDG, M. Patrick Le Lay, multiplie même les appels du pied, sommant l'Italien de choisir rapidement son camp.

Bref, pour les impatients et les Cassandre, le sort en est jeté, le divorce entamé. Après Chargeurs SA, les Echos et le groupe Expar

qui tour à tour ont renoncé à suivre les incessantes augmentations de capital de la Cinq, M. Berlusconi va faire de même et jeter l'éponge en septembre. C'est compter sans la rigidité des positions des dirigeants de la Une et du peu d'empressément du roi de la télévision italienne à lâcher la proie pour l'ombre. C'est aussi, sans doute, faire peu de cas de l'habileté de M. Robert Hersant et de la nécessité, pour lui, de rassurer l'actionnariat de sa chaîne pour n'avoir pas à solliciter du CSA une nouvelle autorisation dans des conditions difficiles.

Un revirement prévisible

Si l'on ne cachait pas, mardi, au siège de la chaîne, que M. Berlusconi avait laissé planer le doute sur ses intentions jusqu'à l'ultime limite, on y soulignait avec force que c'était l'ensemble des actionnaires qui avaient accepté de souscrire à l'augmentation du capital (la seule exception connue pour l'instant, concerne les Echos qui, conformément à la politique de leur nouveau propriétaire britannique Pearson, souhaitent se désengager en douceur de la chaîne). Longtemps réticent, le groupe Chargeurs SA confirmait dans l'après-midi son propre engagement en affirmant qu'il croyait à l'avenir de la Cinq. Un revirement prévisible puisque, le 28 juillet dernier, son PDG M. Jérôme Seydoux avait déclaré dans un entretien au *Nouvel Economiste* : « Je suis prêt à remettre le pied à l'étrier, à condition que ce soit avec des partenaires qui s'entendent sur la stratégie, les investissements et une équipe de direction compétente. Avec déjà 15 % d'audience, si on voulait s'en donner la peine, cette chaîne pourrait bien marcher ».

M. Seydoux a-t-il obtenu les garanties qu'il souhaitait ? Et M. Berlusconi a-t-il négocié le nouveau partage de compétences qu'il demandait ? Plus d'influence encore sur les programmes et la production ? Un droit de regard sur les activités de la régie ? Réponses, peut-être, lors du prochain conseil d'administration.

PIERRE-ANGEL GAY.

Une étude du BIPE sur les quotas audiovisuels

La plupart des pays de la CEE diffusent déjà plus de 50 % de programmes européens

Alors que les Européens vont bientôt reprendre à Bruxelles les discussions sur l'adoption d'une directive « télévisuelle » sans frontières – révisant l'audiovisuel dans la Communauté, une étude inédite montre que la plupart des pays européens respectent déjà les quotas de programmes européens que cette directive propose de mettre en place.

Au moment où M. Carla Hills, représentante du président Bush pour le commerce international, poursuit une tournée des capitales européennes entamée à Paris (le Monde du 13 septembre) et demande instamment à la Communauté de ne pas adopter une telle directive, cette étude permet de préciser quelles chaînes seraient les plus touchées par les quotas. De son côté, le gouvernement français a repris la concertation avec les professionnels pour définir une position que défendait M. Roland Dumas.

Selon les calculs du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), l'ensemble des chaînes de télévision disponibles dans la Communauté ont diffusé en moyenne 68,1 % de programmes européens en 1988. Cette étude, fondée sur l'observation de trois semaines de programmes de plus de soixante-dix chaînes européennes, prend en compte la définition des programmes retenue par la directive. La définition française des œuvres audiovisuelles, plus restrictive, ramènerait ce pourcentage de programmes européens à 57,9 %.

Dans les deux cas, le chiffre est nettement élevé, plus en tout cas que la limite minimale de 50 % que la directive propose d'adopter dans sa rédaction actuelle. Pourtant, ce chiffre n'étonne pas le BIPE, qui fait valoir que de nombreuses chaînes à faibles ressources émettent peu, qu'elles accordent souvent une bonne place à la TV éducative, et qu'enfin certains pays à faible production audiovisuelle nationale (comme la Grèce) respectent cependant les quotas en important leurs programmes d'abord de la Communauté.

L'analyse du BIPE montre donc que l'ambition de la directive n'a rien d'irréaliste, puisque, en moyenne, elle ne changerait rien à la situation actuelle. Elle a surtout l'intérêt de préciser quels pays et quelles chaînes sont les plus concernés par l'application de règles minimales. Par pays, seul le Luxembourg n'atteint pas les 50 % de programmes européens, et seule l'Italie n'atteint pas 60 %.

Un clivage public-privé

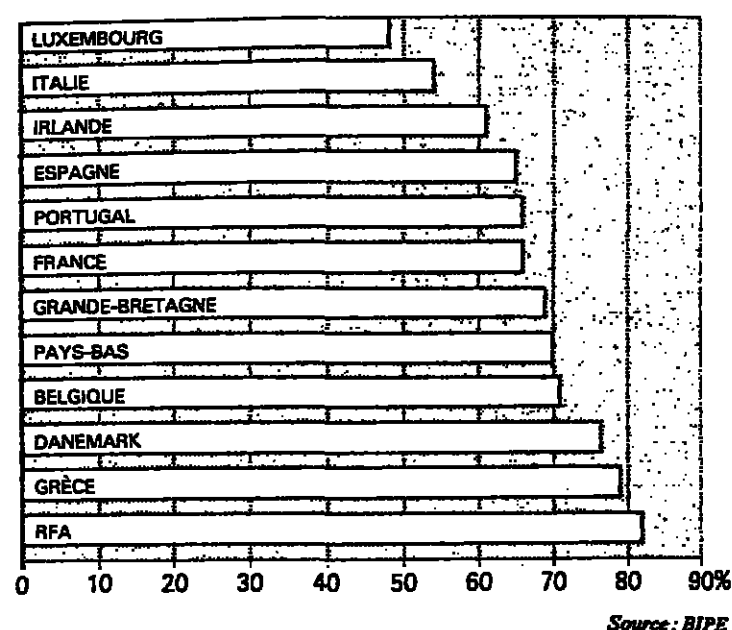
Détailée par chaîne, l'étude montre que, si les deux tiers des télévisions dépassent 50 % de pro-

grammes européens, il s'agit en majorité de chaînes publiques (quarante-deux sur cinquante et un). En revanche, sur les vingt chaînes qui n'atteignent pas ce seuil de 50 %, on relève dix-sept chaînes privées, dont toutes les chaînes italiennes de M. Berlusconi, RTL en Belgique et en Lorraine, la Cinq et Canal Plus en France, ou les chaînes allemandes Sat 1 et Tele 5.

Les seules chaînes publiques à ne pas respecter le quota de 50 % sont deux chaînes régionales espagnoles (basque et galicienne) et la troisième chaîne finlandaise. Les chaînes privées qui font figure de « bonnes élèves » en diffusant des émissions à majorité européennes sont notamment M6 et TF 1 en France, ITV, Channel 4 et Superchannel en Grande-Bretagne, RTL Plus en RFA.

Partisans et adversaires des

PART DES PROGRAMMES EUROPÉENS DANS LA DIFFUSION DES CHAINES EUROPÉENNES EN 1988 (moyenne nationale pondérée par l'audience des chaînes)



grammes européens, il s'agit en majorité de chaînes publiques (quarante-deux sur cinquante et un). En revanche, sur les vingt chaînes qui n'atteignent pas ce seuil de 50 %, on relève dix-sept chaînes privées, dont toutes les chaînes italiennes de M. Berlusconi, RTL en Belgique et en Lorraine, la Cinq et

quotas ne manqueraient pas de contester et les méthodes et les conclusions de cette étude (qui ne se veut qu'un document de travail incitant à la réflexion). Mais ces premiers résultats balisent le champ des négociations à venir, en situant les protagonistes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Afin d'enrayer la baisse de sa diffusion

« France-Soir » s'axe sur la région parisienne

France-Soir entend faire de la région parisienne l'axe privilégié de son développement. La semaine prochaine, une page complète d'informations lui sera consacrée. « France-Soir veut porter un autre regard sur l'actualité », a précisé son PDG, M. Philippe Villin, également vice-président du *Figaro*. Nous ne visons pas l'exhaustivité. Nous voulons faire notre journal avec des angles particuliers, une information pratique, proche des préoccupations des lecteurs ». La vente du journal en 1988 aurait été de l'ordre de 280 000 exemplaires selon son PDG (le chiffre officiel certifié par l'OJD sera connu en octobre), alors qu'elle

était de 284 752 exemplaires en 1987 et que le *Parisien*, son rival, vendait, en 1988, 400 000 exemplaires. Pour enrayer cette baisse des ventes, la rédaction du quotidien dirigé par Michel Schifres, venu du *Journal du Dimanche*, va être renforcée, et de nouvelles rubriques (consommation, santé, logement, etc.) vont être créées. Les ventes devraient être épaillées par un effort sur le plan des recettes publicitaires, notamment avec *France-Soir Ouest*, distribué gratuitement à 350 000 exemplaires une fois par semaine dans l'ouest de la région parisienne.

Culture

46^e Mostra de Venise

A chacun sa tasse

- « La Ville du chagrin », de Hou Hsiao Hsien
- « Australia », de Jean-Jacques Andrien
- « La Mort d'un maître du thé », de Kei Kumai

On a projeté l'autre matin l'un des plus beaux films en compétition cette année, la *Ville du chagrin*, du Taïwanais Hou Hsiao Hsien, déjà remarqué pour *Un été chez grand-père*, la *Fille du Nil*, entre autres. Les conditions d'une bonne compréhension n'étaient pourtant pas toutes réunies.

Les personnages parlent cinq dialectes différents et se font les interprètes les uns des autres : il y a un sourd-muet qui échange des quantités de petits papiers ; la dame italienne qui assure la traduction simultanée dans une cabine de verre au Teatro La Perla est endormie (ou en allée) au bout de dix minutes, nous laissant pour les deux heures et demie suivantes face à des sous-titres très décoratifs, en chinois, chichement soulignés d'un peu d'anglais approximatif.

On comprendrait néanmoins qu'en 1945, après cinquante et un ans de domination japonaise, Taiwan repasse sous le contrôle des Chinois et que pour les habitants de l'ancienne Formose (« la Belle »), il n'était pas facile de s'en tirer entre les diverses factions politiques, les corruptus et les repents.

D'ailleurs, aucun des quatre frères de la famille Lin n'y parviendra. L'ainé, Wen Hsueh, transforme leur restaurant japonais en cabaret chinois, « La Petite Shanghai ». Le cadet, Wen Sun, médecin, ne revient jamais des Philippines. Wen Leung, le troisième, accusé d'être un collaborateur, est torturé et devient fou (il s'obstine à manger les mets consacrés aux dieux de la maison).

Le plus jeune, le sourd-muet, survivra aux émeutes de 47, aux contre-

bandiers qui tuent son grand frère, mais on devine que son sort est déjà scellé, et qu'il n'a pas épousé la jolie Hinomi (Hsin Shu-fen) pour longtemps.

C'est après la projection qu'un arbre généalogique fourni par les producteurs nous a permis de reconstituer la trame de cette vaste fresque historique et sentimentale, mais qu'importe, la *Ville du chagrin* est un film que l'on doit revoir pour en apprécier les péripéties et tout mettre en ordre.

On peut se faire hara-kiri

A la première vision, outre une extraordinaire beauté plastique de l'image – les intérieurs comme les paysages – un jeu très animé des comédiens (à l'opposé des films hiératiques, « impénétrables », aux visages de bronze), on est frappé, même sans tout saisir, par la force, la vigueur du récit, son humeur épique. On apprend des petites choses, que l'on habille les enfants avec les drapereaux japonais décolorés et que, en raison du soleil levant, ils ont tous le col rouge comme des singes ; que les Japonais ont une passion pour les fleurs du cerisier, qui tombent en pleine éclosion, et qu'une jeune femme s'est ainsi jetée, toute jeune, dans une cascade. On est entraîné surtout dans une alternance de scènes intimes, contemplatives, et d'irruptions violentes, de bagarres acharnées, qui sont la marque d'un cinéaste de très grande envergure.

Avec Jean-Jacques Andrien et son *Australia*, on commence assez bien :

en plein désert avec Edouard (Jeremy Irons) et sa petite fille Satchi (Danielle Lytleton, divine apparition aux yeux graves, de très loin la femme la plus sensuelle du film). Il y a un mystère dans l'air, qui flotte un bon moment. Puis tout se gâte, on explique : Edouard est le fils d'une famille de laineries belges de Verviers. Il vit en Australie, où il achète la laine de mouton, sale. Il a eu une fille, sa femme est morte et la Belgique n'en sait rien. S'il y retourne c'est parce que les affaires familiales vont mal et qu'il voudrait aider son frère (Tobey Karyo) et sa mère (Hélène Surgère) à comprendre que le monde change.

Par un des coups de malchance comme on n'en voit qu'au cinéma, il rencontre Fanny Ardant et en tombe amoureux. Au cours d'un week-end à Londres, elle lui raconte sa jeunesse avec de jolies phrases (« *Tout ce que les autres disent que je suis, je suis par là devenir* »), et se livre dans la pénombre qui pardonne tout.

On a quand même du mal à croire à cet amour. Jeremy est toujours digne, compassé, hanté d'un mal qui le rend triste et inexorable : elle est une bourgeoise belge aux épaules carrées, fastidieuse. Pourquoi ne passe-t-il pas sa vie dans les bras de sa petite fille délicate, aimante, fidèle ? Franchement...

A propos de visages impassibles, l'immense Toshio Mifune, qui nous a tout fait, depuis *Rashomon* jusqu'à *Duel dans le Pacifique* en passant par les *Sept Samouraïs*, se retrouve aujourd'hui dans le rôle de Rikyu, le maître du thé de Kei Kumai. C'est un rôle austère. Le thé, jeté en poudre dans un bol allongé d'un peu d'eau bouillante – dans une théière de fer noir, sur charbon de bois – avec une louche en bois, est battu au blaireau et bu d'un air constipé. Une anticipation sans doute. Après quoi, on peut se faire hara-kiri dans un grand éclat de rire. C'est bien simple, on n'en revient pas.

MICHEL BRAUDEAU.

Le Carnet du Monde

Décès

— Germaine Degremont, née Bouveret, Daniel, Martine, Anne et Frank Degremont, sa famille, Marthe Leylaevigne, amie fidèle et dévouée, ses amis, Les frères de la Grande Loge de France, ont fait du départ à l'Orient éternel, le 10 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

Jean-François DEGREMONT, dit Papillon, Il a fait don de son corps à la Faculté. Cet avis tient lieu de faire-part.

« Gloire à l'Eternel dans les lieux saints et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté » Luc II, 14.

— M^{me} Guy Delivet, née Andrée Lacombe, Jean-Marie, Guy, Philippe et Vincent Delivet, Sylvie Delivet et Jean-Marie Scholl, le docteur et M^{me} Jean Delivet et leurs enfants, M^{me} Suzanne Demmuis et ses enfants, M. et M^{me} Pierre Delivet et leurs enfants, M^{me} Yvette Pochey et ses enfants, M. et M^{me} Guy Jover et leurs enfants, Ainsi que toute la famille et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur GUY DELIVET, survenu subitement, le 7 septembre 1989 à Peyrign (Bouches-du-Rhône).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Pour honorer sa mémoire, une cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André de l'Europe (22, rue de Leningrad, Paris-9^e), le samedi 16 septembre à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue de Florence, 75008 Paris.

— Louis DOLIVET.

Nous apprenons la mort du producteur de cinéma, L'Américain, dit Louis Dolivet. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

[Directeur de la société Gray Film, Louis Dolivet a produit notamment le

Dolce Vita, de Federico Fellini, *Monsieur de Cinqans*, de Jacques Tati. Directeur général de Cinqans, il a distribué 2001 : l'Odyssée de l'espace, de Stanley Kubrick, et *My Fair Lady*, de George Cukor. Secrétaire général du Rassemblement universel pour la paix et la défense de la Société des Nations, il fut nommé en 1947 consultant auprès du secrétaire général des Nations unies pour les questions économiques, les droits de l'homme et de l'information. Louis Dolivet est l'auteur du livre *United Nations* et a créé la revue *United Nations World*.]

— M^{me} Georges Hamel, son épouse, née Isabelle Rouart, M. et M^{me} Robert Imay, ses enfants, MM. Pierre Talbot, Patrick Imay, ses petits-fils, Les familles Hamel, Rouart, Granier, Pichery, Lerolle, Escudier, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et très regretté

Georges HAMEL, docteur en droit, diplômé des sciences politiques, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre du Mérite, pieusement survenu en son domicile, le 8 septembre 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Germain-des-Prés, au parloir, le mercredi 13 septembre 1989, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

19, rue Bonaparte, 75006 Paris, 325, Foreman Avenue, Toronto (Canada), (Le Monde, du 13 septembre.)

— On nous prie de faire part du décès de

M. Bernard RYKIEL,

survenu le 12 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, en son domicile, 34, rue du Docteur-Blanche, Paris-16^e.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 septembre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux parisien, à 11 heures.

De la part de : M^{me} Sonia Rykiel, sa belle-fille, M^{me} Nathalie Burstin-Rykiel, ses petits-enfants, M. Jean-Philippe Rykiel, sa fille, Tatiana et Lola Burstin, ses arrière-petites-filles, M. et M^{me} Sam Weinberg et leurs enfants.

M. Maurice Weinberg et son fils, M^{me} Pèpée Weinberg et ses enfants, M. et M^{me} Charles Katz, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Schwarzenman, leurs enfants et petits-enfants, neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces, Toute la famille, Ses nombreux amis.

Ni fleurs ni couronnes. L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire part. 34, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris.

— Le 17 août, à Tel-Aviv, David SEIDMANN

nous a quittés. Gisèle et Eric Celan, Anne, Ses amis.

— Rosy et Jacques Woliner ne cessent pas d'éprouver la perte de leur mère.

Esther WOLINER, décédée le dimanche 11 juin 1989, en sa quatre-vingt-deuxième année, et inhumée le 13 après de leur père, dans l'intimité d'un cimetière de campagne, il y aura trois mois déjà.

Jacques et Rosy associent ici, en mémoire de leur mère, tous ceux nombreux, qui l'ont connue et aimée pour la joie qu'elle dispensait quoi qu'il en fût, et jusque dans ses derniers jours, malgré les atteintes de la maladie.

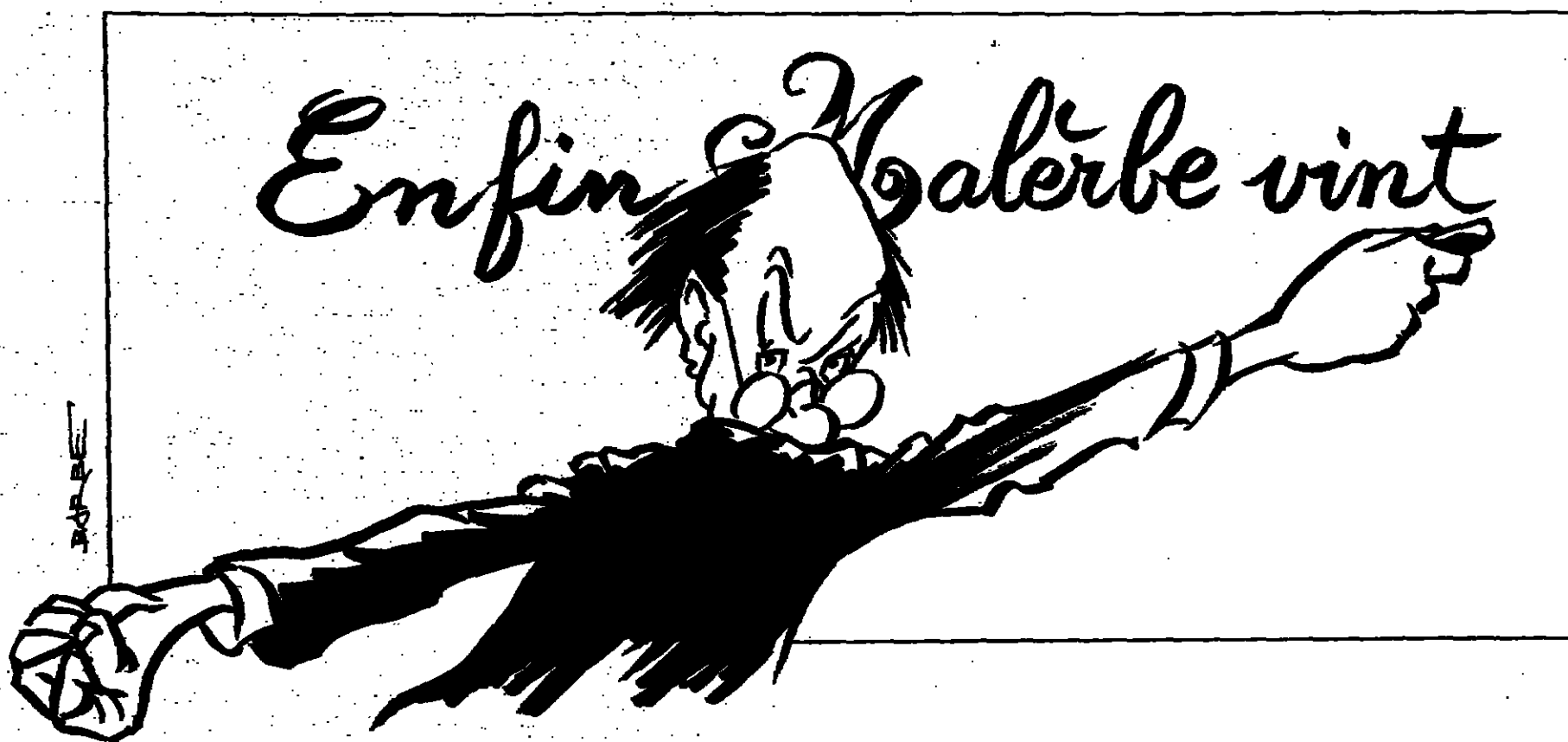
« Que ma joie demeure » Dominique du Devay, 84240 La Bastide-des-Jourdaux.

Anniversaires

— Il y a un an, François SLYPER nous quittait.

Tous ceux qui l'ont connu, aimé, tous ses amis, penseront à lui en ce jour.

Lili SLYPER, 12, allée Louise-Labé, 75019 Paris.



« Dépoussiérer » l'orthographe...

Linguistes et instituteurs plaident pour un « époussetage » de l'orthographe. Le premier ministre n'y est pas opposé. Les Français sont à la fois pour et contre...

MAIS quelle est donc cette cause sacrée qui, plus sûrement encore que l'école privée ou l'interdiction du travail dominical, suscite croisades et contre-croisades, partage la France en deux camps irréconciliables ? L'orthographe. Or, plutôt l'orthographe, puisque le pamphlet plein de fougue qu'un linguiste, un sociologue, un ancien instituteur et un syndicaliste jettent dans la mare de cette rentrée scolaire plaide pour « une simplification modérée et progressive » de notre code d'écriture (1).

Le contenu de ce petit livre, à dessin provocateur, a commencé de défrayer la chronique un mois avant sa parution dans les librairies (*Le Monde* du 1^{er} août). Dans la torpéur aoûtienne, l'on a pu entendre M. Philippe de Saint-Robert, ancien commissaire général de la langue française, stigmatiser la « vaste revanche des cancrènes », et même le président des jeunes giscardiens traiter de « Pol Pot de notre français » M. Jean-Claude Barbaut, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI) et coauteur du brûlot. Comment un débat qui dure depuis 1529 (date de l'introduction du mot « orthographe ») peut-il encore susciter pareilles diatribes ?

C'est que l'affaire, loin de se résoudre à une controverse technique, prend très vite un tour affectif, voire politique. En 1694, la première édition du *Dictionnaire de l'Académie* expliquait déjà qu'il faut « suivre l'ancienne orthographe » parce qu'« elle distingue les gens de lettres d'avec les ignorants et les simples femmes ». Trois siècles plus tard, l'académicien Jean Dautourd estime que toute simplification profiterait « aux ignorants ». Entre-temps rappellent les défenseurs de l'orthographe, les réformes n'ont pas manqué. Voltaire s'est battu pour que « je disais » devienne « je disais », et, en 1740, l'Académie elle-même a « réformé » deux mille des cinq mille mots de son dictionnaire. Quant à l'original du *Cid*, de Corneille, il est à peu près incompréhensible aujourd'hui tant l'orthographe a été « retravaillée » depuis lors. Mais, en 1832, l'orthographe fixée par l'Académie devient un critère essentiel pour l'accès à la fonction publique. La généralisation de l'instruction publique en fixe l'usage,

justifiant l'impression d'immutabilité que nous pouvons ressentir aujourd'hui. Les instituteurs, « hussards de la République », ont joué un rôle déterminant dans cette normalisation, alors que, dans les lycées du dix-neuvième siècle, les professeurs avaient tendance à mépriser ces simples règles d'écriture (2). « Tu feras zéro faute » devient le premier commandement d'une école primaire largement focalisée sur la fameuse dictée du certificat d'études.

Aujourd'hui, leur principal syndicat en tête, les instituteurs semblent vouloir brûler cette vieille idole. Paradoxe ? C'est que, entre-temps, le statut de l'orthographe a bien changé dans la société comme à l'école élémentaire. Les instituteurs répugnent à enseigner « bêtement » des règles qui n'en sont pas, des « trucs » absurdes destinés à déjouer les pièges d'une orthographe souvent rebelle à la logique. Ils enragent de passer un temps précieux à « rééduquer » des enfants qui, quelques années plus tard, utiliseront le dictionnaire sans s'étonner qu'un « emboupoint » déjone à la fois la loi orthographique et l'étymologie.

« Laxisme », « paresse »

et « démagogie »

Ils constatent quotidiennement les ravages que provoque cette situation qui entrave l'apprentissage de la langue elle-même et sa diffusion à l'étranger. L'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, la Roumanie, l'URSS ne procèdent-ils pas régulièrement à un « époussetage » de leurs langues sans drame national ? Les Américains s'émouvent-ils d'écrire « nite » pour « night » ? D'ailleurs, les maîtres d'école ne sont pas seuls. Dix des plus grands linguistes français, dont l'un se trouve parmi les auteurs du livre, avaient ouvert le débat en signant dans *le Monde*, du 7 février, un appel pour « moderniser l'écriture du français ».

Que veulent-ils ? Pas de révolution brutale, car toutes les réformes « clés en main » ont avorté depuis un siècle, sans parler de celles qui, approuvées, n'ont jamais été appliquées, comme celle, pourtant limitée, de

M. Haby, ministre de l'éducation, en 1976. Ils souhaitent d'abord partir à l'assaut des accents circonflexes et des lettres doubles les plus perverses (pourquoi *bonhomme* mais *bonhomme*, *raisonné* mais *raisonné* ?), et supprimer les incohérences que ne justifient ni l'étymologie ni la crainte du contresens. Écrire par exemple *larynx* comme *sphinx*, il résout comme il *coud*, *salsifis* comme *céleri*. Ils rêvent de donner tous les attributs du féminin à la vertu qui deviendrait « vertue », tandis que « liberté », mot-symbole, aurait le privilège de conserver sa terminaison, exception qui soulève un passage des limites d'une rationalisation trop poussée. A terme, les réformateurs s'engageraient à écrire les livres que *j'ai lu et originaux*, ce qui choquerait plus d'un, et pas seulement parmi les hellénistes et les traditionalistes maniaques. Une commission des sages composée d'académiciens, de linguistes, de pédagogues, d'écrivains et de typographes devrait mener l'indispensable débat et proposer un vaste toilettage.

Mais nous n'en sommes pas là. Le sujet divise profondément les Français. Il n'est guère facile de faire des concessions lorsqu'on a souffert pour acquiescer une « bonne orthographe ». Les mots de « laxisme », de « paresse », de « démagogie » et de « démission des instituteurs » reviennent souvent chez les partisans du statu quo. D'ailleurs, justifier la nécessité d'une réforme en avançant que l'orthographe joue un rôle de ségrégation sociale apparaît particulièrement maladroite de la part de l'apôtre de l'« école de qualité pour tous » et de l'« élévation du niveau », qu'est M. Barbaut. Suffirait-il de casser le thermomètre des exigences scolaires pour améliorer les chances de ceux que l'école laisse aujourd'hui au bord du chemin ? Ne vaudrait-il pas mieux d'abord moderniser la pédagogie de l'orthographe ?

Les risques

de la « loi »

La défense d'un patrimoine, la nécessité de préserver les racines de la langue, les charmes de l'incohérence orthographique, reflet de la vie des mots et des hommes, sont, d'autre part, des arguments forts. Même si le sociologue Philippe Cibois, coauteur

du livre, appelle à la réforme de l'orthographe au nom des conquêtes révolutionnaires et du droit des citoyens à choisir et maîtriser leurs institutions, les opinions sur la question ne reflètent pas fidèlement les clivages politiques. *L'humanité* ne vient-elle pas de s'élever contre « la casse de l'orthographe française » en accusant les réformateurs de chercher à « évincer les vrais problèmes de l'enseignement en France », et de préparer le terrain à M. Jospin pour son projet de réforme globale des contenus d'enseignement ?

Deux ouvrages de référence aideront les utilisateurs de la langue française à se forger une opinion, au-delà des a-priori idéologiques ou sentimentaux. Nina Catach, spécialiste des recherches sur l'orthographe au CNRS et amoureuse de l'écrit, lance dans *Les Délices de l'orthographe* (3) une plaidoirie profonde et spirituelle en faveur d'une réforme mesurée. « Dans ses grandes lignes, il semble bien que notre système d'écriture soit profondément adapté à notre langue, ce qui n'empêche pas qu'il ait de nombreux défauts accumulés par pure paresse et indifférence », explique Nina Catach, qui souligne l'attitude quelque peu masochiste des Français, faite d'« apathie » et d'« acceptation aveugle ». Réformer, oui, mais « l'on sait où peuvent conduire les cures trop poussées de « loi » », avertit l'auteur, historienne et linguiste. Ce qui ne l'empêche nullement de dénoncer les anomalies que ni l'étymologie

ni le souci de la clarté ne justifient, l'accent circonflexe de « théâtre » par exemple. De « énoncer » à « zéro », en passant par « Bled », « échec scolaire » et « Queneau », Nina Catach offre dans ce livre en forme de dictionnaire une panoplie de billets d'humeur parfois savants, souvent féroces et toujours passionnants.

Ce que Versailles

est à l'esprit

De son côté, Bernard Pivot, s'apprête à proposer une réforme de l'orthographe qui « simplifie la vie » mais « respecte le sens des mots et notre imaginaire » dans la préface d'un livre à paraître (4). Le fondateur des championnats d'orthographe estime qu'un éléphant sans « h » perdrait toute sa superbe, mais il envisage sans frémir d'écrire *crissantisme*. Ce livre, rédigé par l'équipe du mensuel *Lire*, contient de nombreux tests amusants de compétence orthographique, et tous les éléments de réflexion utiles, qui laissent finalement sceptique sur la possibilité concrète d'une réforme. « Autant le rapport de l'orthographe à la langue est confus, autant son rapport à la société est clair : elle garantit que ce qui a été continuera d'être (...). Elle est à l'œil ce que Versailles est à l'esprit, le spectacle d'une victoire absurde. Elle est donc ce qu'il y a de plus bloqué dans la société française », expliquait Jacques Cellard en 1976, dans *le Monde de l'éducation*.

L'éternel serpent de mer serait-il, une fois encore, condamné à replonger après quelques petits tours en surface en dépit d'avis exceptionnels convergents d'opinions favorables, incluant le premier ministre et les plus grands linguistes ? A moins que les Français ne soient mûrs pour résoudre aujourd'hui cette extraordinaire contradiction qui veut que 76 % d'entre eux pensent qu'il est possible de retoucher l'orthographe pour en supprimer quelques bizarreries et absurdités mais que presque autant jugent qu'il est impossible de la réformer « sans dénaturer la langue française » (5).

PHILIPPE BERNARD.

(1) *Que vive l'orthographe !* Par Jacques Lecomte, ancien instituteur, et Philippe Cibois, sociologue au CNRS, membre de l'Association pour l'information et la recherche sur les orthographe et les systèmes d'écriture (AIROE). Avant-propos de Michel Masson, linguiste, professeur à l'université Paris-III. Postface de Jean-Claude Barbaut, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (SNI-PECC ; FEN). Le Seuil, 190 pages, 79 F.

(2) *Lire la Dictée. Les Français et l'orthographe* (Calmann-Lévy). Les auteurs, André Chervel et Danièle Manesse, ont fait passer à 3 000 enfants d'aujourd'hui les dictées données à 3 000 écoliers de 1873 à 1877. Résultat : le niveau orthographique moyen s'est élevé et les enfants actuels comprennent mieux ce qu'on leur dicte.

(3) *Les Délices de l'orthographe* par Nina Catach. Plon, 352 pages, 150 F.

(4) *Le Livre de l'orthographe. Amours, délices, réformes*, préface de Bernard Pivot. A paraître le 13 octobre chez Hatier.

(5) Sondage IPSOS paru dans le mensuel *Lire* de mars 1989.

ICAD

INSTITUT SUPÉRIEUR
EUROPÉEN DE MANAGEMENT

ACTION COMMERCIALE
MARKETING INTERNATIONAL
ET FINANCE INTERNATIONALE
P.M.E. (création et soutien d'entreprises)

BTS - DEESMI

DERNIÈRES INSCRIPTIONS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

91, rue de l'Université,
75007 PARIS

(1) 45 51 23 90 +

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINÉMA FRANÇAIS**

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris, Tél. : (1) 48.74.65.94

Depuis 1953, établissement d'enseignement technique reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale.

Le bac est sans appel

Les candidats recalés au baccalauréat ne peuvent contester leurs notes. Mais les professeurs trop sévères sont rappelés à l'ordre.

« J'ai saisi parfaitement que ma correspondance sera a priori suspecte d'exagération maternelle... », écrit sans illusion la mère d'une candidate malheureuse au baccalauréat, dans une lettre au ministre de l'Éducation nationale et au recteur de l'académie de Versailles, dans laquelle elle s'indigne de l'échec de sa fille. Dans les académies importantes, quelques milliers de lettres de ce genre peuvent parvenir au recteur dans les semaines qui suivent les épreuves, de la part de parents qui estiment « anormaux » les résultats de leur enfant.

Au service interacadémique des examens et concours (SIEC), qui organise les épreuves pour les trois académies de Créteil, Paris et Versailles, la méfiance est de règle. « Tous les ans, entre le 30 juin et le 30 août, nous recevons des cartons entiers de lettres dont la plupart ne sont pas fondées », affirme M. Yves Nazé, directeur de ce service. Parmi cette multitude, on peut trouver, bien sûr, quelques cas où l'administration est fautive. Notre travail consiste à séparer le bon grain de l'ivraie. »

Un fichier

de professeur

Comment les distinguer ? L'argument selon lequel le candidat a eu « 12 toute l'année et 5 au bac » n'est guère retenu. Il faut compter avec le stress de l'examen, le manque de forme du candidat ce jour-là. Mais des réclamations convergentes peuvent être prises en considération. « Voici un cas qui justifie une enquête », estime M. Nazé, en montrant une lettre de parents qui déplorent une moyenne de 5 sur 20 à l'oral de français pour tous les candidats ayant soutenu

leur épreuve avec le même correcteur. Dans ce cas, dès la fin août, le recteur, ou le SIEC pour la région parisienne, contactent le président du jury du centre d'examen incriminé, puis le correcteur lui-même. Un inspecteur pédagogique régional peut aussi être alerté, et, en cas d'anomalie grave, baisser la note administrative du professeur-correcteur. « Il n'est pas question d'accréditer l'idée selon laquelle la conscience individuelle du correcteur serait souveraine, souligne M. Nazé. Même s'il estime avoir convenablement rempli sa mission, l'administration peut être amenée à assurer un rôle régulateur. » Le SIEC dispose ainsi d'un fichier de professeurs dans lequel figure l'avis de leur proviseur, sur les critères habituels de notation : sévère, peu sévère...

« Mais, dans la plupart des cas, ajoute M. Nazé, on s'aperçoit après enquête que les résultats obtenus sont parfaitement justifiés. » Certains établissements obtiennent régulièrement moins de 20 % de réussite au bac. Leurs exigences en matière de contrôle des connaissances pendant l'année sont nettement inférieures à celles de l'examen. « Il suffit qu'un fort contingent d'élèves d'un tel établissement passe avec la même moyenne que la moyenne des notes paraisse anormalement basse. »

Et les candidats ? Dans les cas - rares - où ils sont victimes d'une erreur réelle ou de l'injustice d'un examinateur, ils ne disposent d'aucun recours. Le jury est souverain. Après sa délibération, les notes sont définitives. Seules les erreurs qui justifient une correction « mécanique » sont prises en compte : mauvaise retranscription des notes sur la collante, oubli d'une note dans un cumul de points. Pour le reste, les candidats ne peuvent que demander la com-

munication de leur copie dans le centre d'examen avant la délibération du jury, au rectorat ensuite où elle est conservée un an. « Bien sûr un « dérapage » d'un correcteur peut se produire exceptionnellement », admet M. Nazé. Mais on ne peut pas voir un dysfonctionnement du système. »

Pour éviter ces risques, c'est en amont de la notation des copies que les précautions sont prises. Les professeurs sont guidés dans leur travail par des instructions ministérielles, les instructions pédagogiques de l'inspecteur régional et, sauf pour la philosophie, par des barèmes de correction. Pour chaque sujet, des professeurs choisis corrigent une trentaine de copies dès le lendemain de l'examen et établissent une moyenne provisoire. Une permanence d'information téléphonique permet aux correcteurs de comparer leurs notations. Pour l'Île-de-France, un service télématique qui assure le même rôle a été mis en place cette année.

Un ou deux

points

Le président du jury peut, s'il le juge utile, demander avant les délibérations la lecture de copies corrigées. Enfin, l'examen du livret scolaire pendant les délibérations permet parfois au jury d'accorder un ou deux points supplémentaires à un candidat « un peu juste » ou tout proche d'une mention. Mais sans que cela soit systématique. « Un président du jury peut bien demander « amicalement » à un correcteur de relever ses notes, mais celui-ci n'est pas forcé d'obtempérer », souligne un professeur de philosophie.

Pour les candidats qui s'estiment floués, il n'est pas question de se présenter à la session de septembre : elle est réservée aux élèves, dûment munis d'un certificat, que des raisons médicales ont empêchées de passer les épreuves en juin.

GUILLAUME LE NAGARD.

La commune paie les étudiants

Une petite ville de la Côte-d'Or lance une expérience originale : verser un « revenu minimum » aux étudiants les plus démunis.

Le sort des étudiants de Chenôve, petite ville de la banlieue de Dijon, fera bientôt pâlir d'envie nombre de leurs homologues dans l'Hexagone. Dès cette rentrée, ils bénéficieront d'un revenu minimum étudiant, le RME. Une allocation individuelle qui permettra aux plus démunis d'entre eux d'entamer, ou de continuer, les études de leur choix. Les jeunes Chenôvois pourront ainsi recevoir une aide de la mairie allant de 2 800 F à 10 000 F par an.

Derrière cette initiative municipale, une philosophie, une pratique, des moyens. Pour Roland Carraz, maire socialiste de Chenôve, ancien secrétaire d'État à l'enseignement technique et « maître d'œuvre » du projet, le RME s'inscrit dans le cadre de l'effort national en faveur de l'éducation. « Si l'on veut atteindre les 2 millions d'étudiants en l'an 2000, il faut amener 800 000 jeunes dans le supérieur. Où va-t-on les trouver ? » Autre constat : il est difficile de travailler à temps plein, tout en faisant des études. Selon la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), deux étudiants sur dix les abandonnent sans avoir obtenu leur diplôme, à cause de « conditions financières trop difficiles ».

Sur les quelque 550 étudiants de Chenôve, 198 sont boursiers, et près de la moitié pourraient toucher de l'argent au titre du RME. Les bénéficiaires potentiels (ils sont déjà plusieurs dizaines à avoir déposé un dossier à la mairie) doivent répondre à trois critères : avoir moins de vingt-cinq ans ; résider à Chenôve depuis trois ans au moins (« Nous sommes les premiers à le faire, nous ne pouvons pas nous permettre une invasion d'étudiants », explique le maire) ; et, bien sûr, être inscrit à l'université. L'allocation versée est établie à partir d'un budget prévisionnel, qui prend en compte toutes les ressources de l'étudiant : bourse, participation de la famille, salaire le cas échéant. La municipalité

prendra en charge, à partir du 1^{er} octobre, la différence entre ces ressources et le revenu minimum étudiant. Coût total de l'opération : 75 000 F, soit 1 % du budget annuel de cette ville de 20 000 habitants, peuplée de familles plutôt modestes et d'un grand nombre de jeunes.

Pour aider les étudiants issus de familles à faibles revenus, la mairie de Chenôve est partie d'un constat simple, fruit d'estimations diverses et concordantes : pour vivre correctement, un étudiant a besoin d'environ 30 000 F par an. Mais sa situation financière de départ varie : selon qu'il habite chez ses parents ou doit se loger lui-même, bénéficie ou non d'une bourse, peut arrondir, ou pas, ses fins de mois grâce à un petit boulot.

Sur la notion

de responsabilité

Quitte à l'adapter par la suite, les services municipaux ont retenu deux cas types, pour évaluer le montant du RME. Si l'étudiant fréquente un établissement de l'agglomération dijonnaise (80 % des étudiants de Chenôve), le revenu minimum s'élève à 1 850 F par mois. Si, pour des raisons de choix d'études, il doit quitter la ville, on considère qu'il lui faudra 3 300 F par mois pour vivre. « Notre but est de permettre aux jeunes de suivre les études qui les motivent réellement, tout en les conseillant et en les orientant si besoin est. Si un lycéen veut aller à Paris ou à Nancy pour faire ce qu'il lui plaît, alors il partira. »

Allocation complémentaire, le RME repose, comme son prédécesseur le RMI (revenu minimum d'insertion), sur la notion de responsabilité du bénéficiaire. Il est vrai que, depuis dix ans déjà, Chenôve alloue un « minimum social garanti » aux plus déshérités de ses habitants, et que ses services sociaux ont acquis, en matière d'allocation différentielle, une expérience que peu de villes fran-

çaises partagent. Pour bénéficier du RME, le jeune passe un contrat avec la ville. En signant son dossier, il s'engage à l'assiduité aux cours et aux T.P. « Pas de contrôle tatillon. Je parle sur le sérieux de l'étudiant », affirme Roland Carraz. Mais les résultats aux examens détermineront l'octroi de l'aide pour l'année suivante.

Prêts

bonifiés

Autre volet de l'aide municipale aux étudiants : les prêts bancaires. Associant leurs efforts, la mairie et le Crédit agricole vont proposer des prêts bonifiés (5 % au lieu de 8,5 %). Dans certains cas, la commune va même jusqu'à se porter garante du prêt. Pour les étudiants les plus démunis, l'absence de caution des parents est en effet souvent un obstacle rédhibitoire à l'obtention d'un crédit.

L'ensemble du système, approuvé par la majorité des syndicats étudiants, compense, sans forcément l'avouer, l'insuffisance des bourses d'État (200 000 boursiers environ touchent chaque année des sommes allant de 4 200 à 14 500 F). Pour le maire de Chenôve, l'allocation RME ne remplace pas les bourses, mais vient au contraire les compléter. « L'allocation ne devra pas fonctionner comme un guichet unique, mais être très souple, s'adapter sans cesse aux situations individuelles. Avec le RME, nous touchons des gens qui n'ont pas droit à la bourse, mais qui ont quand même du mal à joindre les deux bouts. » Jugant l'initiative « originale et tout à fait positive », le ministre de l'Éducation nationale estime qu'il s'agit bien d'un « effort complémentaire de celui de l'État ».

La recette lancée cette année à Chenôve fera peut-être des émules. Mais la formule d'allocation telle qu'elle va être mise en place dans une ville moyenne n'est sans doute pas généralisable à toutes les communes - en particulier aux grandes villes universitaires qui versent leur budget lourdement grevé.

JUDITH RUEFF.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées peuvent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE.

MARKETING
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : prise de rendez-vous auprès de responsables d'achats et services après-vente. 15 559.
Lieu : Sophia-Antipolis. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : variable. Profil : Bac + 2. Mission : enquêtes pour enquêtes par téléphone. 14 566.
Lieu : Sophia-Antipolis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : variable. Profil : Bac + 2. Ind. : variable. Mission : enquêtes avec clientèle. Études de marché, qualifications. 14 565.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : néant. Profil : Bac. Mission : mettre en place un système marketing téléphonique et agrandir la force de vente. 14 563.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : selon profil. Profil : Bac + 1. Mission : mise en place et suivi d'opérations marketing. 14 562.
Lieu : St-Omer. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil : Bac + 3. Mission : participation à un service marketing (Porche). Prévisions de vente, connaissance lots 1, 2, 3, 14 561.

COMMUNICATION
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : participation à des opérations relations publiques. 18 574.
Lieu : Paris. Date : octobre. Profil : Bac + 1 à 3. Ind. : 4 000 F/mois. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Mission : relations communication avec formation de secrétaire. 18 572.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Mission : documentaliste. 18 571.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : Bac + 3 ou 4. Mission : assistante attachée de presse. Fichiers médias et journalistes, diverses tâches. 18 569.
Lieu : Puteaux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à débattre. Profil : Bac + 3. Mission : assistant du responsable de la communication, ainsi que la

réalisation de diverses opérations de communication. 18 557.

INFORMATIQUE
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Profil : Bac + 4. Ind. : à convenir. Mission : support technique à la vente et développement de nouveaux produits. Fabricant de supports ADP-ON dans l'informatique. Anglais exigé. Compétences MS DOS parfaitement et assembleur. 17 571.
Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 500 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : rédacteur dans un journal informatique. Bonne écriture, formation informatique exigée. 17 570.
Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : Bac + 2. Ind. : 600 F/jour. Mission : tour de France pour présentation d'un nouveau logiciel. 17 569.
Lieu : Vaucluse. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à débattre. Profil : Bac + 2. Mission : connaître DBASE, WORD 4 Multiplan pour assurer l'automatisation d'un service informatique. 17 568.
Lieu : Châtillon. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : BTS IUT d'électronique. Mission : formation aux produits. Installation de logiciels standard destinés à la gestion d'horaires. Formation des installateurs. Écriture éventuelle de programmes. Installations de parties hard et soft. Permis de conduire. 17 567.
Lieu : Les Mureaux. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : réalisation de divers programmes. Programmation en HPL ou basic. 17 564.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Profil : Bac + 3. Ind. : 4 000 F/mois. Mission : exploitation de micro-informatique. 17 563.

VENTE
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 3. Mission : prise de rendez-vous auprès de responsables d'achats. 15 558.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : Bac + 2. Mission : assistant du directeur commercial dans une société import-export de produits alimentaires. 15 556.
Lieu : Metz. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : gestion commerciale d'un groupement. 16 551.

GESTION
Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 2 mois. Ind. : 1/3 du SMIC. Profil :

Bac + 2. Mission : participation à la mise en place d'actions de formation dont une convention. 13 544.
Lieu : Levallois. Date : janvier. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F à 3 000 F, selon qualité du travail. Profil : Bac + 1. Mission : construction d'un bien social. 13 543.
Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 4 500 à 8 500 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : aptes à suivre des dossiers clients pour transfert à un autre service, suivi des CA Clients. Travaux de comptabilité et éventuellement comptabilité anglosaxonne. 12 539.

SECRÉTARIAT
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Profil : Bac + 2. Ind. : à convenir. Mission : travaux de secrétariat. Anglais exigé, traitement de texte Word 4 si possible steno. 24 573.
Lieu : Massy-Palaiseau. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : suivi des affaires entre le réseau commercial et les sociétés étrangères. 24 572.
Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 à 3 000 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : mise à jour d'un fichier et travaux de secrétariat. 24 571.

DIVERS
Lieu : Nice. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : néant. Mission : suivant formation et besoins réalisation de diverses opérations culturelles. Connaissances en informatique. 25 537.

DROIT
Lieu : Beauvais. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : Bac + 3. Mission : études juridiques sur les services bancaires. 23 553.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois à mi-temps. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 3. Mission : accueil de responsables d'entreprise sur adresses. Renseignements juridiques et financiers. 23 530.

ARCHITECTURE
Lieu : Montrouge. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : architecture et décoration intérieure. 25 538.

et de nombreuses autres propositions sur minitel :
3615 JOBSTAGE
ou en appelant au :
47-35-43-43

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
- Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois : soirs et samedis).
- Enseignement de haut niveau. Coût : 500 F/an.
Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au : Bureau du marketing industriel. CNAM : 2, rue Conté, 75003 Paris.
Tél. : 40-27-22-24 de 14 h à 17 h
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 2 octobre 1989

CARRIÈRES INTERNATIONALES
Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques
Durée des études : 4 ans - Statut étudiant
INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
Établissement d'enseignement supérieur libre
12, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. (1) 42-96-61-48

BAC, BAC + 2
4 ANNEES D'ETUDES EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA :
- Une Ecole Internationale de Commerce et de Gestion
- 12 mois d'études en Europe et aux USA ; 18 mois de stages dans des entreprises françaises et étrangères
- Des débouchés professionnels dans la finance, l'exportation, le marketing.
Concours d'entrée 1989 : 13 ou 27 Septembre
INSTITUT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
24, rue Léon Frot - 75011 PARIS - Tél. : 43 79 45 29
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur

RENTREE OCTOBRE
MAXIM'S
FAMOUS ALL OVER THE WORLD
INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie internationale
3 ANNEES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE MANAGEMENT HOTELIER
STAGES ET MISSIONS PROFESSIONNELLES
ADMISSION :
1^{re} Année : BAC.
2^e Année : BTS, DUT, DEUG, Licence ou diplômes étrangers équivalents.
MAXIM'S
INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
INFORMATION
(1) 42 66 66 82
71, rue du Fg-St-Honoré, 75008 Paris
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
DES LIVRES

L'Europe des

Quest a le ver

Un irlandais à Nantes

صلى الله عليه وسلم

UN MEYER PONTÉ D'HYVÉR

Devenez

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

BATIMENT OU TRAVAUX PUBLICS

Diplôme reconnu par le Ministère de l'Education Nationale

Admission : 1^{re} année BAC C.D.E. ou examen en septembre
 2^{me} année BTS ou DUT ou niveau équivalent

Examen - Internat

UNE FORMATION
COMPLEMENTAIRE COURTE
(BAC + 2)
EN POUSSE D'INDUSTRIE
AVEC LA PROFESSION

DOCUMENTATION
SUR DEMANDE

ESTP - ENSEIGNEMENT DES CONCEPTS SUD-ESTERNAUX
 1^{er} Boulevard St-Denis
 93000 Paris Cedex 13
 Tél (1) (1) 45.34.21 99

EYROLLES
EDUCATION



DROIT

La cour d'assises,

par Dominique Verrier et Maurice Peyrot.

Après avoir décrit le parcours qui va du constat d'une infraction à la décision du juge d'instruction, puis celui du jury, les auteurs exposent l'évolution des cours d'assises, les différentes phases d'un procès, et la question de l'annulation du verdict, et de l'adoption de la peine. Deux institutions sont plus précisément traitées : la cour d'assises des mineurs et la cour d'assises spéciale.

Presses Universitaires de France, collection « Que sais-je ? » 126 p., 30 F.

EDUCATION

A l'école de la poésie,

par Georges Jean.

Titre paradoxal puisque Georges Jean, poète et enseignant, se propose de montrer que « la poésie ne relève d'aucune pédagogie au sens strict du terme ». Après avoir observé en quoi le langage poétique peut « féconder » l'évolution corporelle et psychique des enfants et des adolescents, il propose des chemins d'apprentissage scolaire à travers les techniques (inspiration, diction, articulation, écriture...) et les textes (comptines, mots-valises, etc.).

Éditions Retz, collection « Actus pédagogiques », 187 p., 105 F.

GESTION

Le communicateur, guide opérationnel, pour la communication d'entreprise,

par Marie-Elisabeth Westphalen.

Un guide pratique très dense qui explique aux cadres et aux étudiants comment bâtir une stratégie de communication d'entreprise. Huit techniques fondamentales sont présentées, de la communication interne au mécénat, en passant par les relations avec la presse. Avec une liste de

références bibliographiques et professionnelles.
Dunod, 316 p., 175 F.

Dix conseils si vous travaillez dans une société américaine,

par Bernard Gauthier.

Ce petit livre, destiné aux cadres et futurs cadres, révèle l'essentiel de ce qui doit être su pour survivre, puis réussir, dans une société américaine, ou dans un groupe multinational. Par exemple, qu'une entreprise outre-Atlantique est une immense équipe qui n'aime guère les « loners » et, que, à certains moments, il est indispensable de savoir s'y montrer « à l'aise ».

Publi-union, collection « 10 Conseils », 111 p., 69 F.

Les métiers du commerce international,

par Bruno Magliolo.

Quelles sont les filières de formation aux métiers du commerce et des transports internationaux ? Quels sont les différents profils d'emploi et de carrières ? Comment choisir la bonne entreprise, et repérer ses services internationaux ? Ce guide, complété par un carnet d'adresses et un index, donne toutes les clés, métier par métier, diplôme par diplôme, à l'aide de témoignages, d'études et d'enquêtes.

L'Étudiant, collection « L'Étudiant pratique », 175 p., 72 F.

MÉDECINE

Les explorateurs de la santé, voyage au centre de la recherche médicale,

par Philippe Lazar.

L'organisation de la recherche médicale en France. L'évaluation des résultats. Le travail des chercheurs, et leurs liens avec les différents pouvoirs. La place de la France dans la coopération et la compétition internationales. Philippe Lazar, spécialiste de statistiques médicales et biologique, et directeur général de l'INSERM, porte un éclairage sur notre système de recherche médicale.

Éditions Odile Jacob, 244 p., 120 F.

INFORMATIQUE

Les modèles de la vie

La physique doit son développement à l'inspiration des physiologistes pour des systèmes très simples — stomas ou corpuscules élémentaires — ou, plus récemment, pour des systèmes à grand nombre de composants identiques, mais réguliers et interagissant faiblement, formant un cristal. Cependant, les problèmes les plus intéressants sont ceux des grands systèmes désordonnés à grand nombre de composants avec des interactions quelconques. Et le plus fascinant est celui des grands systèmes complexes biologiques, en fait le problème de la vie.

La biologie a progressé à pas de géant à partir de modèles phénoménologiques (mettant en œuvre des transmetteurs, récepteurs, des boucles de régulation...) décrivant des mécanismes globaux. Mais les mécanismes fondamentaux de la biologie, ceux qui ont pour origine les propriétés des cellules et leurs interactions, sont encore mystérieux.

Il se trouve qu'on peut aborder ce problème de biologie théorique par une approche informatique. On connaît par exemple le Jeu de la Vie de Conway, sorte de jeu de morpion, qui permet de simuler sur un écran d'ordinateur la vie et le mort d'êtres constitués de cellules qui se placent aux nœuds d'un réseau carré ; ces cellules interagissent, mourant d'échouement si elles sont trop nombreuses, de solitude si elles sont isolées.

Sur le même modèle, on peut imaginer des réseaux d'automates placés aux nœuds d'un réseau régulier, et dont l'état dépend de celui des plus proches voisins. Cela permet d'aborder des problèmes de physique complexes, comme ceux de la turbulence dans les fluides, qui apparaissent par exemple quand on tourne une cuiller dans une soupe en créant des tourbillons. Ces réseaux d'automates permettent donc de comprendre des phénomènes physiques, mais aussi biologiques. Pour les étudier, on simule leur comportement sur un ordinateur ; celui-ci doit être d'autant plus important que les réseaux sont plus grands.

Un modèle un peu plus complexe est celui du réseau de Hopfield, qui utilise les neurones formels imaginés en 1934 par McCulloch et Pitt : ces neurones formels schématisent, de

manière très approximative, le fonctionnement des neurones des animaux supérieurs. Pour cela, on suppose que chacun d'entre eux est relié par des dendrites conductrices de signaux à un certain nombre d'autres neurones. Les premiers reçoivent des signaux du monde extérieur ; ceux-ci ne sont transmis de proche en proche que si leur somme dépasse un certain seuil.

Dans le modèle de Hopfield, il n'y a qu'une couche de neurones formels à l'entrée et une autre couche à la sortie. Cette structure simple ne permet pas de bien simuler des comportements cognitifs : ces comportements, tels que la connaissance d'images, de formes, de sons, caractérisent le fonctionnement du cerveau et du système nerveux des mammifères supérieurs. Cette simulation devient possible si on introduit des couches intermédiaires supplémentaires : c'est un système imagé depuis longtemps sous le nom de perceptron, qui se comporte, après apprentissage, comme la mémoire. On arrive même, en raffinant ses

mécanismes, à avoir des comportements où, pour « apprendre » de nouveaux faits, on efface des faits plus anciens.

En fait, on trouve que ces réseaux ont un comportement analogue à celui des solides magnétiques, et en particulier pour une variété très particulière appelée verre de spins, où les petits aimants élémentaires responsables du magnétisme sont disposés au hasard dans un réseau cristallin. Le comportement magnétique de ces verres de spins peut être étudié en fonction de la température. Il peut servir de guide à une généralisation à des réseaux quelconques, mélanges aléatoires d'automates divers.

On trouve alors que ces réseaux d'automates possèdent des propriétés génériques, indépendantes des détails du modèle. L'apparition de ces propriétés génériques permet d'aborder des questions qui touchent à l'origine de la vie, et notamment la relation entre le génotype, qui est le message génétique contenu dans les chromosomes, et le phénotype de

l'organisme, c'est-à-dire l'ensemble de ses propriétés physico-chimiques et de ses fonctions biologiques. Ainsi on peut comprendre le nombre de types cellulaires en fonction du nombre de gènes, ou encore l'évolution des espèces, qui résulte en fait de propriétés génériques générales.

On trouve un exposé synthétique des notions indispensables pour comprendre la dynamique des réseaux d'automates dans l'ouvrage de Gérard Weisbuch. Dynamique des systèmes complexes. Ces notions sont illustrées sur des exemples simples, appliqués aussi bien aux sciences cognitives qu'à la physique et à la biologie. Un ouvrage magistral rédigé par l'un des principaux chercheurs dans ce domaine.

Wladimir Mercourioff.

★ DYNAMIQUE DES SYSTÈMES COMPLEXES, de Gérard Weisbuch, une introduction aux réseaux d'automates, Collection « Savoirs Actuels », Inter Editions/Éditions du CNRS, 1989, 212 pages.

SOCIOLOGIE

Le Play et les siens

FREDERIC LE PLAY est l'un des pères fondateurs des sciences sociales. Il n'en reste pas moins assez méconnu, et les sociologues français ont, dans le sillage de Durkheim, relégué Le Play au rôle de précurseur malade. Ceci, les chercheurs viennent périodiquement s'y ressourcer, réévaluant tel ou tel pan de son œuvre. Il manquait cependant jusqu'ici un ouvrage qui présente un véritable bilan des apports et des contradictions de Le Play.

Le personnage de ce polytechnicien, passé par l'école des Mines et qui fait une carrière d'ingénieur tout en menant à bien des travaux d'enquêtes considérables sur les classes laborieuses, contraste avec l'image que nous avons aujourd'hui du chercheur en sciences sociales porteur d'une légitimité principalement universitaire. En publiant en 1855 les Ouvriers européens, où il

met en pratique et expose sa méthode des « monographies », Le Play innove de manière décisive. Il crée sa propre école de pensée, la Société d'économie sociale, et devient l'un des chantres du libéralisme réformateur et l'un des conseillers écoutés de Napoléon III.

L'ouvrage de Kalsara et Savoye offre le double intérêt de présenter le parcours et les idées de Le Play, mais aussi de montrer le véritable rôle qu'ont joué ses disciples. Ceux-ci ne se sont pas contentés de prolonger l'entreprise monographique dans les campagnes et les ateliers. Tel Emile Chevasson, ils se définissaient comme des « ingénieurs sociaux », avides de mettre la science sociale au service d'entreprises qu'ils jugeaient réformatrices, en matière d'industrie et d'aménagement du territoire. L'exemple de Paul Descamps, qui

devient l'un des conseillers de Salazar au Portugal est révélateur. Ces convergences entre les « le playiens », le salazarisme et, un peu plus tard, les idées de Vichy, ne sont pas étrangères au désordre que connaît cette école.

En se penchant avec acuité et sans complaisance sur une époque souvent obscurcie par les polémiques, Kalsara et Savoye éclairent une question très actuelle, celle des applications des sciences sociales et des rapports qu'elles entretiennent avec les pouvoirs.

MARC ABELIS.

★ LES INVENTEURS OUBLIÉS. LE PLAY ET SES CONTINUATEURS AUX ORIGINES DES SCIENCES SOCIALES, de Bernard Kalsara et Antoine Savoye, préface de Michel Maréchal, Champ Vallon, Diffusion La Découverte, 152 F.

Le Monde DE L'EDUCATION

ENQUÊTE LES LYCEES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'insurgent. A l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

FRANÇAIS, PHILO LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION

LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

SOCIÉTÉ

LES LANGUES RÉGIONALES A L'ASSAUT DES ÉCOLES

A l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, le Monde de l'éducation dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.

Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS. POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.



FRANÇAIS, PHILO : LES SUJETS DU BAC 89
AVEC DES COMMENTAIRES, DES EXERCICES ET LES CONSEILS DES CORRECTEURS

Numéro de septembre - 140 pages - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • **Le Monde** • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CHARGEURS S.A.

POUR L'AVENIR - DECOLAGE IMMEDIAT

Le Groupe UTA poursuit sa politique de développement. La forte croissance de sa flotte conduit à une augmentation très importante du nombre de ses équipages techniques. Le Groupe offre par voie de concours :

60 FORMATIONS PILOTE DE LIGNE

Né(e) après le 31-12-1965, si possible dégage des obligations militaires, vous êtes ressortissant(e) de la CEE et vous savez vous exprimer en français et en anglais.

Votre formation est sanctionnée :

- soit, au minimum, par un baccalauréat E, C, D ou par un diplôme scientifique européen équivalent,
- soit par un ou plusieurs brevets théoriques préparant au métier de pilote de ligne (niveau : CTA ou certificats E et T2 du PL)

A l'issue de la sélection qui aura lieu en octobre 1989, nous prendrons en charge l'organisation de votre formation de PILOTE DE LIGNE au terme de laquelle vous sera offerte la possibilité d'intégrer UTA ou AEROMARITIME.

Merci d'adresser avant le **22 Septembre**, CV, photo, lettre de candidature manuscrite et certificat d'aptitude médicale pilote privé à l'AFPA, sous référence 767MO à l'attention de CH. BATAL, 5, avenue du Général de Gaulle 94780 ST MANDE à qui nous avons confié notre présélection.

Pour de plus amples renseignements, contactez nous sur **3514 code UTA** ou appelez nous au **47 73 00 77**.

COUPLAGE : LE MONDE - LE SOIR - DE STANDAARD - THE INDEPENDENT - SÜDDEUTSCHE ZEITUNG - NRC HANDELSBLAD

DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien. Vous êtes chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation; ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous offre la possibilité de proposer des stratégies médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés. Votre tempérament commercial et votre créativité seront vos atouts pour mener à bien votre mission. Vous êtes parfaitement bilingue anglais. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrivez à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2047M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

EUROPEAN SYNCHROTRON RADIATION FACILITY

L'Installation Européenne de Rayonnement Synchrotron se situe à **GRENOBLE** avec le concours de 11 pays. Cette source de rayonnement X sera opérationnelle en 1994.

Des équipes internationales de recherche seront alors reçues pour réaliser des expériences dans de nombreux domaines :

- physique, chimie, cristallographie,
- sciences de la terre, science de la matière et des surfaces, biologie, médecine.

ingénieurs & techniciens

capables de participer à la conception, la réalisation, l'exploitation de cet équipement (construction de lignes de lumière, dispositifs d'injection et aimants, diffusion élastique, optique, capteurs, alimentations électriques, vide, radiations, etc.), vous possédez, par plusieurs années d'expérience industrielle ou en laboratoire, la pratique d'une ou plusieurs des spécialités suivantes :

- Electronique, Science des matériaux,
- Informatique, Mécanique, etc.

Nous vous offrons des postes motivants dans une ambiance de travail internationale au sein d'équipes de haut niveau. La langue de travail de l'ESRF est la langue anglaise. Toutes les candidatures de ressortissants des pays membres seront étudiées. Les conditions d'expatriation sont intéressantes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous réf. LM2 à :

ESRF, Service du Personnel BP 220, F 38043 GRENOBLE Cedex.

Construisons l'Europe de la Recherche

Le Monde INTERNATIONAL

Le Bureau International du Travail
Agence spécialisée des Nations unies ayant son siège à Genève, cherche

des traducteurs de langue française

pour le Service de la traduction et des réunions.

Le candidat idéal, âgé de 27 à 37 ans, doit avoir un diplôme universitaire ou une expérience équivalente, une maîtrise parfaite du français et une connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol. La connaissance d'autres langues, notamment le russe, l'allemand, l'arabe ou le chinois, serait un avantage. Le candidat doit aussi justifier de plusieurs années d'expérience de la traduction, être capable d'effectuer rapidement, dans un style approprié, des traductions précises et soignées de textes portant sur une large gamme de sujets. Il doit être familiarisé avec les principales questions dont s'occupe le BIT et s'y intéresser.

Les conditions d'emploi sont intéressantes : traitement et indemnités élevés, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et accidents.

A qualifications égales, la préférence sera donnée aux candidatures féminines et aux candidatures des ressortissants de pays sous-représentés au BIT.

Les candidatures avec C.V. complet ou les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Bureau de correspondance du BIT : 205, boulevard Saint-Germain, F-75340 Paris Cedex 07 (France), téléphone : (00331) 45-48-92-02 ou au Bureau International du Travail, Département du personnel (bureau 4-75), 4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse. RAC à indiquer : V/TRADUC/24/89. Date de clôture : 20 octobre 1989.

IL NE SERA PRIS CONTACT AVEC LES POSTULANTS EXTERIEURS QUE SI LEUR CANDIDATURE EST EFFECTIVEMENT RETENUE.

Nous sommes une société française internationale spécialisée dans des produits agricoles.
Nous recherchons un

Responsable filiale Espagne

Rattaché au Directeur de l'international, il aura pour mission de gérer et de développer notre implantation commerciale. Pour cela, il définira les objectifs annuels (CA, marges...) et les moyens à mettre en œuvre sous forme de gammes, d'hommes, de budget, etc...

Pour atteindre ses objectifs, il devra faire preuve de qualités de manager, tant en animant les hommes (5 personnes, dont 4 technico-commerciaux, de nationalité espagnole) qu'en gérant et coordonnant les moyens, tout en assurant le reporting du siège.

Pour ce poste nous recherchons un **INGENIEUR AGRO**, bilingue français-espagnol, ayant au moins 8 ans d'expérience du terrain dans le secteur engrais, semences ou phytos, dont quelques années d'animation d'équipes. Les perspectives d'évolution et les conditions seront motivantes pour un candidat de valeur (salaire + primes d'objectifs + voiture + prime et conditions d'expatriation).

Merci d'adresser les candidatures (avec photo et prétentions) sous référence 580 à MEDIA P.A. - 62, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.

Groupe chimique réalisant 75% de ses activités à l'étranger recherche le

DIRECTEUR DE LA REGION ASIE

Basé à HONG-KONG

pour coordonner les diverses filiales d'Asie. Ingénieur chimiste ou diplômé d'une école de Commerce, le candidat a au minimum 5 à 10 ans d'expérience (notamment commerciale), et il parle couramment l'anglais.

Il devra faire ses preuves auparavant sur le terrain, auprès de nos clients.

Merci d'envoyer CV et prêt, réf 11305 à DEC 78, boulevard de la République - 92100 BOULOGNE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde INTERNATIONAL

Groupe industriel français en pleine expansion
1.2 MD D.A. - 1500 personnes - Leader dans son domaine
recherche pour sa Direction des Affaires Internationales

Négociateur haut niveau

Formation :
- Ingénieur d'Écoles Supérieures.
- Ecole Supérieure de Management et/ou de Commerce International.
Age : 35 à 45 ans environ
Expérience :
- 5 à 10 ans du métier de la négociation de grands contrats à l'ex- portation dans un contexte de société d'ingénierie ou d'entreprise générale.
- Capacité à comprendre les problèmes techniques grâce à une expérience antérieure de chef d'affaires, d'ingénieur de projet avec maîtrise des techniques de financement.
Profil :
- Promoteur et développeur d'affaires.
- Négociateur rigoureux, sens de l'anticipation, communicatif, force de séduction et de persuasion. Représentatif. Esprit d'équipe pour rassembler dans l'entreprise les éléments utiles à la négociation.
- Volontaire, tenace, patient, optimiste, autonome, concret, suffisamment de confiance en soi pour conclure une affaire.
- Multiplicité d'expériences internationales requises.
Exigences :
- Poste à Paris, mais grande disponibilité, voyages nombreux à l'étranger.
- Relations publiques, clients, concurrents, autorités, dans des milieux culturels différents.
- Maîtrise parfaite de l'anglais, espagnol souhaité (russe, chinois ou allemand apprécié).
Ecrire avec photo, C.V., lettre manuscrite et prétentions sous réf. 53120 M à ELU Publicité 17, rue du Docteur Lebel, 93407 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

TUNNEL SOUS LA MANCHE

Transmanche-Link, le consortium formé des 10 principales sociétés de travaux publics (5 britanniques et 5 françaises) est responsable du contrat de construction pour la conception et la réalisation des travaux et du système de transport.

Pour renforcer nos équipes existantes, nous recherchons actuellement :

UN JURISTE

Le candidat retenu relèvera du Commercial Manager et aura les responsabilités suivantes :

- la collaboration avec les chefs de projet pour rédiger les documents de préqualification et d'appels d'offres, y compris l'entière prise en charge de la préparation et la partie commerciale des appels d'offres, des instructions aux soumissionnaires et des schedules à compléter par ces derniers ;
- la préparation des procédures spécifiques et des critères de préqualification et des appels d'offres en consultation avec les chefs de projet et les autres personnes concernées ;
- la gestion des contrats après leur signature.

Le candidat sélectionné doit être parfaitement bilingue anglais/français et avoir quelques années d'expérience.

Prévoir d'adresser votre CV avec lettre manuscrite à :

M. P. GIRAUD (réf. AM)

T.M.L.

Sutton House

Thamesway

SUTTON SM1 4WA

Angleterre

Toutes les candidatures seront traitées comme confidentielles.



The Food and Agriculture Organization of the United Nations invites applications for the post of

INTERPRETER/TRANSLATOR (FRENCH)

for its Headquarters in Rome.

• Duties: To interpret simultaneously and consecutively and translate into French and English from one or more of the Organization's official languages (Arabic, Chinese, English, French, Spanish) and possibly from German and/or Russian. To supervise freelance interpreters. To assist in compiling specialized multilingual glossaries and terminology bulletins for interpreters.

• Requirements: University degree or diploma from an internationally recognized school for interpreters/translators. Seven years' professional experience in simultaneous and consecutive interpretation using the languages required, including professional experience in translation. Ability to interpret/translate technical subject matter related to FAO's activities. Willingness to use word-processing equipment. Experience within UN family desirable.

• Benefits: Tax-free salary, relocation, cost of living adjustment, education grant and other benefits of the International Civil Service. Please send detailed curriculum vitae not later than 2 November 1989 quoting VA 667-GIC to: Personnel Officer GID/FAO - Via delle Terme di Caracalla - 00100 Rome - ITALY.

Imaginez un monde
où des postes auxquels
vous n'avez encore jamais pensé,
vous sont proposés.

36 15
IM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres



Souhaitez-vous donner une nouvelle dimension à votre activité professionnelle ?
Notre centre de développement alimentaire LINOR, situé à Orbe, en Suisse (à env. 30 km au nord de Lausanne) peut vous offrir une telle opportunité.

Vous avez déjà :

- une approche créative des problèmes,
- une bonne expérience dans la modélisation ou la simulation par ordinateur,
- des connaissances dans l'application de principes du génie chimique pour résoudre des problèmes pratiques de l'industrie alimentaire,
- la capacité de dialoguer avec des gens d'origines diverses.

Alors vous êtes le

CHEF DE PROJETS CAFÉ

que nous recherchons actuellement

Votre activité principale sera :

- le développement de procédés et de produits pour l'ensemble des sociétés Nestlé dans le monde,
- l'analyse critique des opérations unitaires au niveau pilote,
- l'assistance technique aux fabricants.

Si vous êtes porteur d'un titre universitaire en génie chimique et que vous avez de bonnes connaissances d'anglais, adressez votre CV avec copies de diplômes et photo à :

NESTEC SA

LINOR Centre de développement alimentaire, CH - 1350 Orbe.



International Fund for
Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for post of Director,
Information & Communications.

The Director would be responsible for planning, organizing and managing a comprehensive programme of information & communication activities for a major international financial institution including project-level communication programmes.

University Degree in Journalism or Social Sciences. Preferably more than 15 years experience in international relations, UN or IFI affairs and/or the production and distribution of mass media information in English and French or Arabic. An ability to communicate with and through the media. Excellent knowledge of English and French or Arabic. Knowledge of Italian would be an advantage.

Net base salary per annum will range from US\$ 40,039 to US\$ 49,287. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common System will range per annum from US\$ 19,757 to US\$ 21,443.

Initial contract is for two years. Deadline for applications:

2 October 1989.

Send two applications to:

IFAD - Personnel Division
Via del Serrafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Wir, eines der führenden
Übersetzungsbüros in der
BRD, suchen zum nächstmöglichen
Termin einen erfahrenen

ÜBERSETZER

ÜBERSETZUNGSBÜRO
Mutter- und Kindersprache Englisch,
Ihre Aufgaben sind Übersetzungen
technischer, juristischer, wissenschaftlicher
Texte, von Übersetzungen in
Übersetzungen in Englisch, Portugiesisch
oder Italienisch als Nebensprache ist
EDV-Kenntnisse und Erfahrung
mit Textverarbeitung sowie mehrjährige Berufserfahrung
sind Bedingung. Sollten Sie an dieser Position
interessiert sein, senden Sie
Ihre vollständige Bewerbungs-
unterlagen mit Gehaltsanforderungen
und die folgende Adresse:
KOCAREX ÜBERSETZUNGSBÜRO,
Postfach 10-19-32, 4300 Essen, BRD.

POSTES OUTRE-MER

Certaines de postes bien
payés, occasionnels pour tous
renseignements gratuits.
Service d'emploi outre-mer.
Dept. L.M., C.P. 480, Ville
Mont-Royal, Québec,
Canada H3P 2C7.

OFFRES D'EMPLOIS

ASSOCIATION
COOPÉRATIVE INTERNATIONALE
Basée à Paris
(50 pers., budget 25 MF)
recherche

DIPLOME DE GESTION

1^{re} expérience professionnelle
pour assistance à la
direction (budgets, suivi gestion
et contrats, pratique de
l'informatique).

Adresser C.V. à :

GRET, M^{me} DUFOUR,
215, r. La Fayette, Paris-10^e.

traduction demande

Traducteur russe, anglais,
effect. tout texte, pour
Réd. Alpes ou Paris
78-34-32-34 ou 78-25-22-11.

capitaux propositions commerciales

S.A. BOUTON prod. actions
préf. 3%. Val. réelle à part
int. par créat. Club de l'as.
rem. en forme de BORDERS
(16) 61-06-63-37.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix « que
des bijoux exceptionnels »
dans la gamme *Forti Plus* chez
un allié, brillants, ap-
pauvres, etc. Bagues, rubis,
saphirs, émeraudes, bijoux,
etc. argentés.

PERRON OPERA

Angle de rue
4, chaussée d'Antin
Achat tous bijoux ou
échange.

Au magasin, entre grand
choix.
Ecole 37, av. Victor-Hugo.

Cours

Cours de CHIANT
Initiation et perfectionnement.
1^{er} prix du Conservatoire
de Paris, 42-22-01-36.

Etudiant ch. famille Paris
priv. bi. pour log. proc.
école SUDRIA (Rte. Daumesnil).
34-75-43-98.

Jeune fille au pair

Jeune fille de médecin
en RFA cherche fille au
pair de bonne éducation,
aimant les enfants pour
vacances et/ou année.
Tél. : (1) 34-16-03-18.

Cher. J. F. pour s'occ. de
2 enf. (18 mois et 8 ans).
Env. 23 h./sem. Paris 20^e.
connait. music. appréciée.
Tél. : 43-70-62-41.

Théâtres

Atelier-théâtre
textes contemporains et
improvis. T. 42-06-32-77.

Vacances

Tourisme

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples
100 € par sem. demi-pension.
Paris : 172 New Kent Road
LONDON SE 1 4YU-08.
19-44-1703-41-76.

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous avez du souffle ?

Moi aussi

Spécialiste en économie industrielle et en économie des ressources
humaines, 33 ans, je recherche une entreprise qui voit loin.
J'apporte une expérience originale et enrichissante, appuyée sur deux
années de recherche économique et deux années d'économie appliquée :

Réintégrer la dimension sociale interne et externe dans la stratégie
de développement et la prise de décision de l'entreprise.

Ecrire sous n° 8 585 - Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

EXPERT-COMPTABLE

Escr. 37 ans, 10 ans d'expérience
en cabinet : expertises, audit,
conseil juridique et fiscal de filiales
de groupes internationaux
et petites et moyennes entreprises

RECHERCHE

Intégration en cabinet d'expertise
comptable et commissariat
aux comptes. Région parisienne

Tél. : 45-30-02-43

Femme 35 ans, formation
infirmière en pédiatrie,
compétence secrétariat,
sérieuse, bonne présentation,
cherche occupation
régulière à temps partiel,
Paris ou proche banlieue.
Tél. : 42-45-57-14.

CHEF DE PERSONNEL

20 ans d'exp. professe.
Diplôme d'études psycho-
log. appliquées et de psycho-
log. sociale + ENOES. Ma-
îtrise tous les aspects de la
fonction, rech. situation

Paris ou province, région
indist. Ecrire n° 1 690M à
L'ESPRESSO, 11, rue Robert-
Espinasse, 75008 Paris qui transmettra.

JEUNE FILLE
AIDE-SOIGNANTE
CHERCHE À LOUER
STUDIO OU CHAMBRE,
LOYER 2 000 F CHARGES
COMP. TEL. 45-65-14-45.

MEDICIN bilingue allemand
français cherche représentation
dans le secteur pharmaco-
logique ou médical. Dr Bruno
Kritzel, Am Hornburg 11,
60 Santruck 3 RFA.

Femme 55 ans cherche
emploi secrétaire steno-
dactylo. Sérieuses réfé-
rences. Tél. : 48-94-56-31.

Tech. agricole, 30 ans, beau
mil. agricole, 4 ans exp.
Congo et Algérie, ch. empl.
simil. ou chef de cult. Extran-
ger ou France, rég. Limousin.
91-64-13-32. M. Gachet.

Secrétaire, STS, 30 ans,
5 ans d'exp., t. text.,
Clermont 17^e, 43-67-05-69.
ENTER DON 12^e, 43-40-31-45.

J.P. 36 ans BAC + 5
SCIENCES HUM. +
EXP. INSTITUT.
10 ans + pédago. musicale
cherche emploi responsab.
éducation petite enfance.
Bonne rémunération.

Mme Lagrange
27 rue, rue Marek
94200 NANTY-SUR-SEINE
Tél. : 48-58-43-92.

J.F. STYLISTE (BTS),
notions coupe,
exp. veste lingerie,
ch. emploi de création de t.
secteur de l'habillement.
Tél. : 48-58-27-88.

bureaux

Ventes

NATION

LOCAL COMMERCIAL
IMMEUBLE NEUF
235 m² DIVISIBLE
LOCATION POSSIBLE
SOPREC 45-50-34-50.

Locations

8^e PONTHEU
DOMICILIATION COALE
BUREAUX EQUIPES
A LA JOURNÉE, AU MOIS
43-58-04-04.

ST-LAZARE 100 à 200 m²
gd standing plus, bureaux
sanitaires refait neuf
Tél. : 40-20-02-15.

Près Av. OPERA
Imm. indép. rénové
2 000 m², penthouse
BOURDAIS
45-62-51-32

Poste 13-89.

Domiciliation depuis 50 F/m²
Paris 1^{er}, P. P. 15, 15^e et 17^e.
Clermont 17^e, 43-67-05-69.
ENTER DON 12^e, 43-40-31-45.

SIÈGE SOCIAL
Bureaux équipés et services,
démarches R.C.-R.M.
BOURDAIS SERVICES
CHIFFRES 47-23-65-47
NATION 43-41-31-31.

PTE DE PANTIN
250 m², t.-de-ch. de pl.-pl.
Saint-Alexis, ch. voit.
18 000 F. - 40-20-02-15.

CHARONNE
Local 220 m², t.-de-ch.
sanitaire, 20 000 F.
40-20-02-15.

bureaux

Ventes

RÉPUBLIQUE

Local indép.-chambre, + bureau,
150 m², main, ref. n° 14 000 F.
Tél. : 40-20-02-15.

ALEX-DUMAS

Local 170 m² d'un seul tenant.
Refait neuf, 7 800 F. + CL.
Tél. : 40-20-02-15.

BASTILLE

Bd Beaumarchais 90 m²
Gd standing, sanitaire,
8 000 F. + C.S.
Tél. : 40-20-02-15.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Toutes durées, tous services
DOMICILIATIONS
Franklin-Roosevelt, Bodin,
Faubourg St-Honoré.

ACTE. 43-58-77-55.

DOMICILIATIONS

Bureaux, téléphone, télécopie,
AGECO. 42-94-95-28.

AGECO. 42-94-95-28.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés,
démarches et tous services.
Paiement téléphonique.

43-55-17-50.

BASTILLE

480 m², t.-de-ch., gd ch.
240 000 F annuel.
Tél. : 40-20-02-15.

Part. loue local exot 50 m²
A usage de bureau
ou profession libérale

A PONTAISE
(Val d'Oise), Centre ville
LIBRE DE SUITE
Tél. : 30-73-30-23 H.B.
30-31-34-58 domicile.

locaux commerciaux

Ventes

VILLEJOIEF

anciennes toiles à vendre
1 300 F la m²
Tél. : 40-20-02-15.

MAIRIE DES LILAS
8 000 m² div. par lots
locaux, bureaux, entrepôts
8 000 F la m²
40-20-02-15

Locations

20^e JOURDAIN
LOCAL 400 m²
R.-de-c., haut, s/plaf. 3,50 m.
Anc. carrosserie, force
25 000 F. 40-20-02-15.

ST-DENIS CENTRE
Local, entrepôt
2 480 m²/3 nœuds de 880 m².
Anc. poteau, voit. + par.
habitable, 40 000 F.
40-20-02-15.

20^e ALEX-DUMAS
Local à part, de 800 m²
Prix : 25 000 F.
40-20-02-15.

fonds de commerce

Ventes

VDS CAUSE DIVORCE
48 m² Paris. Direct. sortie
Autoroute 77.

NEMOURS (77)
Bar-restaur. style rustique.
150 couverts, cuis. au bois,
park. privé, 1 000 m² ch.
terrasses. Situation unique,
vue sur la Seine. Vente
murs et fond avec tout son
matériel. Traite avec
200 000 F comptant. Long
crist. exceptionnel.
(16) 38-55-22-32.
24 h/24.

صكنا من الامم

Économie

SOMMAIRE

■ Le gouvernement devait adopter, mercredi 13 septembre, à l'occasion du conseil des ministres, un deuxième plan en faveur de l'emploi (lire ci-dessous). ■ La nomination de

M. Tchuruk au conseil d'administration de Total-CFP, avant son accession à la présidence du groupe pétrolier, ouvre la voie à une restructuration de la chimie française (lire page 21).

■ L'inculpation de M. Yves Rocher relance les hostilités entre son groupe et la BNP à propos des conditions du rachat de Petit Bateau (lire page 24).

Baisse de l'impôt sur les sociétés et déductions fiscales

Le deuxième plan emploi de M. Rocard réduira les charges des entreprises

Pratiquement un an jour pour jour après son premier plan, le gouvernement s'apprête à lancer un deuxième plan pour l'emploi. Une série de mesures devaient être arrêtées en conseil des ministres le mercredi 13 septembre. Le nouveau programme confirme et

prolonge le précédent : l'accent est mis de nouveau sur des dispositions de caractère économique visant à abaisser le coût du travail. Et un effort particulier est fait en faveur de la réinsertion des chômeurs de longue durée. Les partenaires sociaux ont

accueilli avec beaucoup de réserve — sauf la CFDT — la présentation du plan qui leur a été faite par M. Jean-Pierre Solson, le 12 septembre, au cours d'une réunion extraordinaire du comité supérieur de l'emploi.

Le premier volet (économique) du plan emploi a pour objectif de favoriser l'abaissement du coût du travail, susceptible d'aider à la création d'emplois.

Sans changement, l'exonération pendant deux ans des charges sociales patronales pour l'embauche d'un premier salarié est prolongée pour un an de plus. On estime que cette mesure a « dopé » la tendance naturelle au recrutement, qui serait passé de 40 000 à 76 000 par an. Selon le schéma prévu, le décalage des cotisations pour les prestations familiales sera abaissé, le taux étant ramené de 9 % à 7 %. Il en coûtera 3 milliards de francs environ à la Sécurité sociale.

Également étendue, la mesure d'allègement et de décalage des cotisations pour les accidents du travail intervient aussi à cette occasion. Mais cette opération, très compliquée, n'aura pas d'effets avant janvier 1991. La baisse des taux et l'élargissement de l'assiette devraient rapporter les 6 à 7 milliards d'excédent, dont la moitié sera reconvenue en allègements de charges.

Baisse de l'impôt sur les sociétés

C'est également ici que figure l'innovation la plus commentée ces dernières semaines, à savoir l'abaissement de deux points du taux de l'impôt sur les sociétés, qui passe de 39 % à 37 %. Accessible aux entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices, il réduira les recettes du budget de 3,2 milliards de francs. Le crédit d'impôt pour la recherche est en outre maintenu pour 600 millions de francs, et la formule des prêts à taux préférentiel à partir du Fonds industriel de modernisation est reconduite à hauteur de 15 milliards de francs.

Le plan comprend aussi un volet original sur le temps de travail, le gouvernement maintenant à l'attention des partenaires sociaux la carotte et le bâton. La carotte s'inspire directement des propositions formulées par M. Dominique Taddei depuis son rapport sur le lien entre l'aménagement du temps de travail et l'amélioration de la durée d'utilisation des équipements.

Plutôt que le contrat, la formule du crédit d'impôt, plus facile à mettre en œuvre, a été finalement retenue. Ainsi dans le cas où le salarié passerait de 39 à 38 heures de travail hebdomadaire, le crédit d'impôt serait de 1 000 F, et cela pendant un maximum de trois ans. Il en coûterait 400 millions de francs. En bénéficiant les sociétés qui, par accord, associent une réduction du temps de travail au maintien ou à l'amélioration de la durée d'utilisation des équipements.

Le bâton vise à limiter le recours aux heures supplémentaires. Dorénavant,

tant dépassement du contingent légal annuel de 130 heures supplémentaires autorisé, ou de toute règle conventionnelle, sera systématiquement assorti en contrepartie d'un repos compensateur équivalent à la durée du dépassement. Accessoirement, la pratique des équipes dites du vendredi-samedi-dimanche est assouplie. D'autres séquences seront possibles (par exemple dimanche-lundi-mardi).

Regroupement des dispositifs

Dans sa deuxième partie — sociale — le plan Rocard accentue l'effort de simplification, de déconcentration, d'individualisation et de qualité des formations déjà esquissées. À terme, et notamment pour les actions en faveur des chômeurs de longue durée, il n'y aura plus qu'une seule ligne budgétaire dont l'utilisation sera confiée au niveau régional, comme cela se fait déjà dans cinq

cas. C'est ce qu'on appelle la « globalisation » avec un objectif fixé et une enveloppe pour l'atteindre.

Toutes les mesures existantes seront regroupées dans un cadre unique. Ainsi les formules de soutien des chômeurs de longue durée pour leur insertion dans l'entreprise fusionneront dans le CRIS (contrat de retour dans l'emploi) pour concerner 90 000 personnes au total. La formule lancée par M. Jean-Pierre Solson avec peu de succès (10 000 bénéficiaires) entraînera la disparition du CRA (contrat de réinsertion en alternance) qui touchait 40 000 personnes. L'entreprise bénéficiera notamment d'une aide forfaitaire de 10 000 francs, contre 9 000 francs, et d'une exonération des charges sociales pendant neuf mois.

Les opérations de formation des chômeurs de longue durée — stages modulaires de l'ANPE, stages du Fonds national de l'emploi (FNE) et stages de réinsertion par alternance

Des TUC aux CLES...

Regroupés dans les CLES (contrats locaux emploi-sollicités), les TUC, les PIL et les programmes d'insertion du revenu minimum (RMI) seront des activités à mi-temps, rémunérées sur la base d'un demi-SMIC net, soit 2 050 F par mois, et donnant lieu à un contrat de travail à durée déterminée. Celui-ci, de trois à douze mois pour les jeunes, pourra aller jusqu'à vingt-cinq mois pour les autres, plus âgés.

Autre changement important, la contribution facultative — en espèces ou en nature — des employeurs de tertiaires devient obligatoire. Au minimum, les collectivités locales, les associations et les établissements publics devront participer au financement à hauteur de 400 F par personne et régler les cotisations UNEDIC.

Pour les chômeurs concernés, l'amélioration est évidente. Leur revenu est augmenté et, considérés comme des salariés, ils auront des droits à l'assurance-chômage. En revanche, l'intérêt pour la formule des habitats universitaires risque de décliner avec l'obligation d'une contribution minimale. Les associations de préfectures, dénoncées par la Cour des comptes, ne pourront pas financer ce nouveau coût... Parallèlement, le gouvernement pourra faire les frais de la modernisation entreprise. Après une

spogée à plus de trois cent mille, le nombre des TUC est déjà redescendu à cent quarante-trois mille et pourrait encore reculer. Une conséquence, cependant. Des stagiaires, les TUC — et les CLES — seront considérés comme salariés et donc comptabilisés dans le mouvement d'augmentation des effectifs salariés.

Par ailleurs, le gouvernement a prévu des aménagements destinés aux chômeurs de très longue durée pour compléter son dispositif de lutte contre l'exclusion. Le programme a été établi en faveur d'une population de deux cent cinquante mille personnes comprenant les chômeurs de plus de trois ans, les chômeurs de longue durée âgés de plus de cinquante ans et les chômeurs de longue durée inscrits au RMI.

Tous seront « repus » par l'ANPE au cours de l'année et différents dispositifs pourront leur venir en aide. Ces exclus bénéficieront aussi d'une priorité dans le cadre des programmes CRE, AMIF et CLES. Les employeurs qui les recrutent, avec un contrat de retour à l'emploi (CRE), obtiendraient jusqu'à dix-huit mois d'exonération des charges sociales. Ceux qui feraient de même avec un CLES verseraient leur contribution obligatoire ramenée de 400 à 100 F.

(SRA) — deviendront un seul et unique dispositif capable d'accueillir de 250 000 à 300 000 personnes. Sous le sigle AMIF actions modulaires d'insertion et de formation, elles devront offrir des parcours individualisés sous la forme de modules et seront confiées à un seul « opérateur », au lieu de trois. Parallèlement, un seul système subsistera en faveur des femmes, comparable aux AMIF, qui intégrera le dispositif FNE-Femmes isolées et les 2 000 bénéficiaires actuelles du FLIP (programmes locaux d'insertion des femmes), supprimé.

Les trois poches du chômage

Dans le même esprit, il est prévu de rassembler sous le même vocable CLES (contrats locaux emploi-sollicités) les trois importantes dispositions du programme social que sont les TUC (travaux d'intérêt collectif), les PIL (programmes d'insertion locale), leur équivalent pour les chômeurs âgés, et, enfin, les bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion).

Là se situe le seul et vrai pari des mesures arrêtées le 13 septembre (voir encadré) qui a pour ambition de s'attaquer aux trois poches les plus préoccupantes du chômage, les jeunes, les « jeunes adultes » de vingt et un à trente ans et les « jeunes vieux » de plus de cinquante ans menacés dans certains cas par l'exclusion sociale.

D'autres mesures complètent cette clarification. Pour favoriser la qualité des formations, le paiement aux organismes des heures de stage pour les jeunes se dédouble sur la base de 24 F, contre 20 F actuellement. Dès que des conventions auront été passées, il en sera de même pour 40 % des stages réservés aux adultes. Quant aux jeunes stagiaires, ils seront eux-mêmes mieux rémunérés. L'allocataire qui sera versé par l'État s'élèvera à 2 000 F, s'il est plus de dix-huit ans alors que, selon leur âge, ils percevaient 1 300 ou 1 700 F.

Enfin, les règles de cumul entre l'indemnisation du chômage et une activité salariée partielle vont être assouplies pour les allocataires du régime de solidarité financé par l'État. Jusqu'à présent, un chômeur ne pouvait effectuer plus de 70 heures par mois sans perdre l'intégralité de ses droits à l'indemnisation. Désormais, le plafond autorisé est fixé à 750 heures par période de chômage et l'indemnité sera réduite de la moitié de la valeur du revenu d'activité. Par cette simplification, le gouvernement espère faciliter le retour progressif dans un emploi et, au passage, freiner le développement du travail au noir.

ALAIN LEBEAUE.

Après une semaine de conflit

Les grévistes de Peugeot-Mulhouse se replient sur leurs bases

MULHOUSE de notre envoyé spécial

À l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC de l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) devait se dérouler, dans la matinée du mercredi 13 septembre, une manifestation dans les rues de la ville. Lancée le 5 septembre, la grève, déclenchée des revendications salariales (une augmentation 500 F à 1 500 F par mois), n'a pratiquement pas dépassé le cadre de l'établissement alsacien qui compte douze mille salariés et où la production des 205 était totalement interrompue le 12 septembre.

Les grévistes de Mulhouse ont définitivement tiré un trait sur leur projet de déplacement à Sochaux où se trouve la principale usine du groupe Peugeot : ils espèrent convaincre les salariés de la suivre dans l'action. Plutôt que de se lancer dans une expédition qui, après une semaine de grève, aurait risqué de faire apparaître trop nettement leur isolement, ils ont décidé de chercher des appuis plus proches en appelant les Mulhousiens à les soutenir dans la rue. Durcissant leur mouvement en occupant, depuis le 12 septembre au matin, les deux lignes de montage de l'établissement, les syndicats ont donc choisi, dans le même temps de se replier sur leurs bases.

Et pourtant, à Mulhouse, la quasi-absence de réaction des « camarades de Sochaux », où vient d'être lancée la nouvelle 605, et de Poissy, ne paraît guère engendrer d'amertume. « On n'est pas là pour couler la botte. Le lancement de la 605, c'est important, il faut laisser travailler les gars de Sochaux et ne pas compter que sur nos propres forces, on est assez forts pour gagner », Christophe, trente-quatre ans, non syndiqué, y croit encore. « Ici, il n'y a pas eu de véritable grève depuis dix-sept ans. Si on laisse tomber maintenant, il n'y en aura plus pendant vingt ans ».

Dans l'immeuble bâtiment aux peintures multicolores où sont assemblées les 205, l'ambiance n'a rien de morose. Les grévistes — quatre mille, selon les syndicats, cinq cents tout au plus, selon la direction — se disent convaincus de pouvoir amener M. Jacques Calvet, PDG de PSA, à aller au-delà des deux augmentations générales (1,2 % au 1^{er} mars et 1,5 % au 1^{er} octobre) décidées pour 1989. Certains syndicalistes sont plus réservés. « En vérité, murmure un militant, nous ne pourrions rien sans Sochaux. Calvet, qui affronte sa première grande grève, doit faire un exemple. Même si le conflit doit durer, il ne voudra surtout pas céder sur les salaires ». Peu importe. Exhibent leurs fiches de paie, Danielle (-5 000 F net par

mois, dix ans à la chaîne ! ») et Patrick (-3 278 F pour treize ans de maison ! ») veulent aller jusqu'au bout, même si le conflit leur coûte 350 F par jour. « De toute façon, avec nos salaires, on est régulièrement en découvert à la banque. Alors... »

Des signes d'essoufflement

Malgré cette détermination, le mouvement commence à donner des signes évidents d'essoufflement. Mercredi 13 septembre, à 5 heures, lors de l'arrivée de l'équipe du matin, les syndicats ont dû se rendre à l'évidence : la majorité des ouvriers professionnels avaient rejoint leurs postes de travail. Sur les chaînes de montage immobilisées, à quelques mètres des grévistes, cadres et agents de maîtrise — reconnaissables au badge « Sécurité » qu'ils arborent à la poitrine — assurent une discrète « protection physique et psychologique » des salariés qui restent en dehors du conflit.

« Je ne fais pas le jeu de la direction, je fais celui de l'entreprise », explique, talon-walkie en bandoulière, un agent de maîtrise soucieux de « protéger l'outil de travail ». Décrite par la CFE-CGC, cette « méthode Peugeot » qui consiste à mobiliser l'encadrement et la maîtrise pour faire pincer aux grévistes n'engendre ici aucune tension apparente. Les deux groupes ne se regardent pas toujours en chiens de faïence, on discute, on plaisante aussi parfois. Les syndicats, du reste, n'ont jamais installé de piquets de grève ni déployé de zèle excessif pour tenter de faire débarrer les conducteurs d'installations.

Quant à la direction, il ne fait plus de doute pour elle que le mouvement « brûle ses dernières cartouches ». M. Philippe Ianné, directeur de l'établissement, en est convaincu. « La situation est verrouillée, nous n'irons pas au-delà de nos propositions salariales », assure-t-il, rappelant que le salaire moyen du personnel ouvrier a augmenté de 3,75 % entre janvier et octobre compte tenu des mesures d'avancement individuel auxquelles s'ajoutent la participation et l'indemnité. Mais M. Ianné n'entend pas demeurer l'arme au pied.

Des constats d'émissions ont eu lieu lors de l'occupation des chaînes, des procédures disciplinaires sont engagées et de volumineux outils ont été démantés vers d'autres sites. Ces derniers reviendraient-ils à Mulhouse ? « La direction générale se doit de réfléchir à la meilleure implantation possible » de ses équipements, répond le directeur de l'établissement. L'avertissement est clair.

JEAN-MICHEL NORMAND.

Des milliers d'agents des finances ont manifesté à Paris

Des milliers d'agents des finances (25 000 selon les organisateurs, 8 000 à 10 000 selon la police) ont défilé pendant plus de deux heures, mardi 12 septembre, à Paris, pour réclamer des augmentations de salaires et d'effectifs. Les cinq fédérations des finances (FO, CGT, CFDT, CFTC, CGC) et le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) avaient appelé à cette manifestation les 180 000 agents des finances qui mènent un mouvement de grève depuis début juin. Ils étaient venus nombreux de toutes les régions : Auvergne, Alsace, Bretagne, Nord, Midi, Paris fermant la marche.

À l'issue de la manifestation — alors que des agents arboraient des bandes de tous les syndicats — M. Henri Krauski, secrétaire général de la CGT, s'est félicité de ce « premier rassemblement massif » de la rentrée : « Je salue le rappro-

chement des fédérations des finances sur la base de l'unité d'action ». La confédération FO était représentée par son trésorier, M. André Roulet. Les agents du Trésor étaient également en nombre dans le cortège, où les agents de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes avaient choisi de défilier sous une banderole dénonçant la fraude fiscale. « Chassez, gare à vos bretelles ! », scandaient notamment les manifestants.

À l'issue de la manifestation, une délégation inter-syndicale était reçue à Bercy, tandis que la CGT annonçait une journée d'action pour le 19 septembre. Le « relevé de conclusions », reprenant les dernières propositions de MM. Béregovsky et Chasse de 5 septembre, n'a toujours pas été diffusé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NATIO SÉCURITÉ Société d'Investissement à Capital Variable

A compter du 1^{er} octobre 1989 une commission forfaitaire de souscription de F 100,00 par ordre sera prélevée quel que soit le nombre d'actions souscrites.

La mort lente du traitement social

FOIN du spectaculaire. Le gouvernement de M. Rocard persiste dans l'orientation qu'il avait définie le 14 septembre 1988. Plus que jamais, les mesures prévues se veulent « structurantes » et à « effet progressif », comme on dit à Matignon. De nature essentiellement économique, à l'exception d'un important volet destiné à lutter contre l'exclusion et presque uniquement consacré aux chômeurs de longue durée jeunes ou plus âgés.

Ces choix, qui pouvaient paraître tressaillants l'an passé, quand le chômage risquait d'augmenter tandis que le mouvement de création d'emplois ne faisait, semble-t-il, que s'amorcer, correspondent, cette fois, mieux à la conjoncture que connaît actuellement la France. Toujours élevé, le nombre des demandeurs d'emplois diminue légèrement, même si le chômage de longue durée continue à s'aggraver. Grâce à la croissance, les effectifs

salariés augmentent fortement (+ 300 000 en un an).

Profitant de cette détente d'un ampleur inattendu, le premier ministre est résolu à poursuivre la politique de traitement de fond ainsi que de remise en ordre des actions à caractère social qu'il mène depuis son arrivée à Matignon. Tout en sachant que son programme ne sera pas plus évaluable que celui de l'an passé, il entend créer les conditions d'un retour à un fonctionnement plus normal du marché du travail que pendant les années de crise. En quelque sorte, il veut assainir des méthodes mises à mal par la persistance d'une plaie qui a fini par gangrener le comportement de l'administration et le jugement des gouvernements successifs. Progressivement, on assiste à la mort lente du traitement social.

A. LA.

M. Bornaard (CFTC) voit dans le pacte de croissance une « demi-ouverture »

En effectuant le 12 septembre sa rentrée devant la presse, M. Jean Bornaard, président de la CFTC, s'est demandé s'il n'y a pas dans le « pacte de croissance » proposé par M. Michel Rocard une « demi-ouverture ». « Il reste à traduire ces intentions en réalité sur le terrain », a ajouté M. Bornaard, qui a lancé un « appel pressant » au gouvernement et au patronat : « pour qu'ils acceptent le dialogue et les niveaux et qu'ils découvrent les limites du possible avant d'avoir la grève aux trousses ».

M. Bornaard a présenté une analyse assez proche de celle qu'a développée récemment la CFDT notant que « l'amélioration incontestable de la situation économique et financière ne se répercute pas sur les salariés ». Comme toujours, la CFTC milite pour une répartition équilibrée des fruits de la croissance : « Il faut d'urgence ajuster les salaires de base partout où cela n'a pas été fait, développer l'intérêt pour que tout le monde profite des progrès réalisés et valoriser les ressources familiales en déclin ».

Le contrôle chrétien refuse, comme la CFDT, de voir « opposer pouvoir d'achat et emploi, qui se complètent ». Pour ne pas accablés l'idée que « seule la grève paie » et

éviter une nouvelle vague de conflits, le gouvernement a donc été invité à ajuster sa politique. M. Bornaard a avancé toute une série de revendications depuis le maintien du pouvoir d'achat pour tous, une action énergique pour « freiner le recours au travail précaire », jusqu'à « un contrôle plus strict des heures supplémentaires ».

« La lutte contre le chômage passe d'abord par une croissance équilibrée de l'emploi », a affirmé le président de la CFTC, qui a accueilli favorablement l'idée d'une contribution générale de solidarité pour la Sécurité sociale.

M. Bornaard s'est également efforcé d'expliquer sa réponse à première vue favorable aux propositions d'unité d'action de M. Krauski : « Sur l'action, on peut se rencontrer avec la CGT et d'autres à condition que les objectifs soient clairs et qu'on ne nous soutienne pas comme la corde soutient le pendu ». « Nous sommes coopératifs mais vigilants », a poursuivi M. Bornaard, dont le syndicat se trouve aux côtés de la CGT à Peugeot-Mulhouse, sans la rejoindre sur la revendication d'une augmentation salariale de 1 500 F pour tous.

M. N.

سكس من الفصل

Économie

AFFAIRES

Modifications de frontières entre les grands groupes français

La nomination de M. Tchuruk à la tête de Total ouvrira la voie à une restructuration de la chimie

Le conseil d'administration de Total-CFP, réuni mercredi 13 septembre dans l'appartement de son siège à Paris, a décidé de nommer M. Serge Tchuruk, président d'Orkem (ex Cdf-chimie), à la présidence du groupe pétrolier. L'assemblée a également décidé de nommer M. François-Xavier Ortoli à la présidence du groupe chimique. M. Ortoli a été nommé à la présidence du groupe chimique, en février 1990, à M. François-Xavier Ortoli à la présidence du groupe chimique. M. Ortoli a été nommé à la présidence du groupe chimique, en février 1990, à M. François-Xavier Ortoli à la présidence du groupe chimique.

En juin dernier, M. Le Floch-Prigent était nommé à la présidence d'Elf-Aquitaine. A présent, c'est au tour de M. Tchuruk de prendre la tête de l'autre grand groupe pétrolier français. La discussion peut donc s'engager maintenant que le préalable soulevé par les pouvoirs publics (assurer la succession de M. Ortoli avant de restructurer) a été acquis. Il reste à définir la méthode et le calendrier des discussions.

Sept ans plus tard, toutes les entreprises de ce secteur ont retrouvé la voie de la rentabilité. Rhône-Poulenc affiche 3,5 milliards de francs de bénéfices pour 1988, Orkem 3 milliards, Atochem 2,7 milliards et EMC 230 millions. L'année dernière d'ailleurs, le grand millésime pour l'industrie chimique, avec une croissance de 6,5 % très supérieure au PIB (3,6 %) et même à la production industrielle (+ 5,3 %). L'année 1989 se déroule favorablement, si bien que les pouvoirs publics profitent de ce cycle pour procéder à une nouvelle transformation visant cette fois-ci non plus le retour au bénéfice mais le renforcement de la taille des acteurs.

Le leader national Rhône-Poulenc, avec 65 milliards de francs de chiffre d'affaires, se classe au neuvième rang mondial de ce secteur. Il est néanmoins deux fois plus petit que chacun des quatre premiers qui sont les allemands BASF, Bayer et Hoechst et le britannique ICI. Que dire d'Ansochem, avec ses 28 milliards de francs, d'Orkem (21 milliards), d'EMC (14,4 mil-

Depuis près de deux ans, les milieux de la chimie bruisent de rumeurs évoquant une nouvelle restructuration de ce secteur. En octobre 1988, la nouvelle se précipitait lorsque M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, confiait à M. Louis Le Floch-Prigent, ancien président de Rhône-Poulenc, une mission d'étude, de réflexion et de proposition sur l'industrie chimique et pétrolière. Ce dernier devait rendre ses recommandations le 15 avril dernier. Rien depuis n'a filtré des conclusions de sa recherche. On ne sait même pas si elles ont été trans-

Bien qu'officiellement personne, ni l'actionnaire principal qu'est l'Etat ni les dirigeants d'entreprises concernées, n'ait d'avis, tous sont d'accord pour ne pas procéder à une restructuration brutale de ce secteur comme cela fut fait en 1982. A l'époque, la chimie française était exsangue et le gouvernement de M. Mauroy, après en avoir nationalisé une grande partie, répartissait entre Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc,

et Cdf les actifs de PCUK (Produits chimiques Ugine-Kuhlmann). Les deux pétroliers français s'unissent dans la chimie un court instant au sein d'Atochem. Total se retire finalement en juin 1983 au profit d'Elf, qui reprendra ensuite toute son activité dans Ansochem.

Des regroupements devraient avoir lieu. Les firmes pouvant perdre leur autonomie seraient Orkem, EMC, dont les résultats seraient trop liés à la conjoncture, ou la SNPE. L'une et l'autre se rapprocheraient alors de l'un des deux grands pétroliers. Cela permettrait à Elf de changer de dimension et à Total d'augmenter singulièrement sa présence dans la chimie. Son secteur aromatique et sa division Hutchinson avec 6 milliards de francs de chiffre d'affaires ne représentent que 7 % de l'activité du groupe.

Unissant ses forces dans le militaire et le grand public

Thomson prend deux initiatives dans les écrans à cristaux liquides

Thomson scotche sa période sur le marché des écrans plats à cristaux liquides, pour usage militaire ou civil. A une semaine d'intervalle, deux événements viennent le démontrer.

Le mardi 5 septembre, le groupe nationalisé annonçait qu'il allait investir 100 millions de francs dans la construction d'une usine pilote près de Grenoble, à Voreppe-Moirans. Cette ligne doit lui permettre de mettre au point un procédé de fabrication d'écrans à cristaux liquides pour les téléviseurs ordinaires d'abord, à haute définition à terme. Mais elle permettra également de petites séries pour l'industrie aéronautique et militaire. La production débutera dans la deuxième moitié de 1990. Pour la première fois, le groupe associe à égalité sa branche grand

public (Thomson Consumer Electronics, racheté à 50 % d'une nouvelle filiale) et sa branche militaire, via Eurodisplay. Cette société est en effet détenue majoritairement par Sextant Avionique (dans lequel on retrouve Thomson et l'Aérospatiale), aux côtés de l'allemand VDO.

Une semaine plus tard, jour pour jour, l'américain General Electric annonçait qu'il cédait à Thomson pour un prix non déterminé — son savoir-faire en matière de développement et de fabrication d'écrans plats à cristaux liquides. Depuis 1987, Eurodisplay exploitait une licence de GEC pour fabriquer ces écrans plats à usage militaire. Mais se trouvant trop petit, l'américain a décidé de cesser ses travaux de recherche et développement et de céder l'intégralité de son savoir-faire à Thomson. Il connaît bien le groupe français auquel il a vendu il y a deux ans sa division électronique grand public, pour lui racheter son secteur électronique militaire. Cette opération s'accompagne de l'entrée au capital d'Eurodisplay d'un équipementier américain Kayser, voulant sembler-il, par les autorités outre-Atlantique. Le groupe nationalisé français espère donc pouvoir percer sur les marchés civils et militaires, des écrans plats aux Etats-Unis avec, en ligne de mire, la télévision haute définition.

Face à l'OPA lancée par le suisse Ciba-Geigy

Rhône-Poulenc confirme son intérêt pour le fabricant de vaccins Connaught

L'Institut Mérieux a confirmé, mardi 12 septembre, son « attachement à la réalisation de projet de rapprochement de ses activités médicamenteuses avec Connaught Biosciences », malgré le projet d'OPA sur ce fabricant canadien de vaccins déposé la veille par les groupes suisse Ciba-Geigy et américain Chiron (le Monde du 13 septembre).

Dans un communiqué, le groupe lyonnais, filiale de Rhône-Poulenc, indique que « son président, M. Alain Mérieux, considère en effet que l'association de l'Institut Mérieux et de Connaught répond de façon plus positive aux intérêts à long terme des deux sociétés ». Il précise que la firme française « étudiera les termes de l'offre concurrente des deux sociétés ».

Connaught et Mérieux avaient projeté, au mois de mars, de regrouper leurs activités médicamenteuses dans une nouvelle société, Mérieux Connaught NV, basée à Amsterdam et dans laquelle les français auraient 51,4 % du capital. Les actionnaires devraient se prononcer sur cette proposition le 28 septembre. Ils devraient évaluer dans le même temps le projet d'OPA de 764 millions de dollars canadiens (4,3 milliards de francs) déposé par Ciba-Geigy et Chiron. Toutefois, cette offre est conditionnée par le rejet de la proposition de l'Institut Mérieux.

RENTREE OCTOBRE

2^e CYCLE IETH

LA DOUBLE COMPETENCE

DIPLOME DE MANAGEMENT ET INFORMATIQUE APPLIQUEES AU TOURISME ET A L'HOTELLERIE

En partenariat avec Nordor, IETH est maître d'œuvre de ce programme double compétence unique en Europe.

10 mois de formation soutenue par 4 mois de mission professionnelle, pour former des managers de haut niveau en gestion et gestion de sites hôteliers touristiques (formation internationale ou s'appuyant à l'étranger).

ADMISSION : Bac + 2. Licence... Expérience professionnelle probante.

IETH

NIXDORF COMPUTER

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, rue du Fg-St-Honore, 75008 Paris

Le distributeur allemand Co-op en règlement judiciaire

Le groupe commercial allemand Co-op, en proie depuis des mois à d'énormes difficultés financières, a annoncé mercredi matin 13 septembre à Francfort qu'il avait demandé un règlement judiciaire. La veille, un ultime plan de sauvetage, présenté par la banque ouest-allemande Deutsche Genossenschaftsbank (DG Bank) avait été rejeté. Les cent quarante-trois banques créancières auraient renoncé à 75 % de leurs créances, moyennant un règlement en liquide des 25 % restants (estimés à 300 millions de DM, soit près de 1,7 milliard de francs). Les quatre banques étrangères (Swiss Bank Corporation, Amro, Security Pacific et Svenska Handelsbanken), détentrices de 72 % du capital de Co-op, auraient participé, sous l'égide de la DG Bank, à un fonds commun détenant ultérieurement le capital.

Co-op, qui emploie quarante-six mille personnes, a un chiffre d'affaires de 12 milliards de DM (près de 45 milliards de francs).

Reclassement sur le marché des micro-ordinateurs

Victor revient sous le drapeau américain

Retour au bercail pour Victor, le constructeur de micro-ordinateurs qui décline 5 % du marché européen. Le suédois Datatronic Ab a annoncé, mardi 12 septembre, qu'il le revendait à l'américain Tandy, numéro cinq mondial de la micro. L'aventure suédoise de Victor n'aura donc été qu'une parenthèse : Datatronic avait racheté en 1985 cette entreprise, créée trois ans plus tôt par un Californien, qui avait su se hisser en deuxième place derrière IBM dans le palmarès mondial des micros de la première génération.

Ce mariage — qui reste soumis à l'approbation des autorités suédoises et des actionnaires du groupe — est logique, commercialement parlant :

● La SNCF lance une nouvelle gamme de services dans le fret. — Parce que son trafic fret plafonnait à 62 milliards de tonnes-kilomètres et que ses recettes ont baissé de 13,4 à 13,1 milliards de francs de 1987 à 1988, la SNCF est obligée de faire preuve d'initiatives commerciales pour attirer une clientèle de plus en plus tendue par la route ou l'aviation. M. Alain Poinet, directeur commercial fret de la SNCF, a annoncé qu'à partir du 1^{er} novembre, les chargeurs auraient le choix entre plusieurs nouveaux types d'acheminement dont les délais garantis varieraient de vingt-quatre heures à six jours. Ce trafic diffus profitera de la réforme du système des tris et du relèvement de la vitesse des trains, qui circuleront tous à au moins 100 kilomètres par heure.

Rectificatif

— Dans l'article publié dans le Monde du 13 septembre, et consacré à la prochaine entrée de M. Hans Tietmeyer au directoire de la Banque fédérale allemande (Bundesbank), il a été, dans notre dernière édition (la Bourse), imprimé par erreur que, en mai 1971, M. Karl Schiller, à l'époque ministre des finances de la RFA, avait pris la décision de laisser flotter le deutschemark. C'est dollar qu'il fallait lire, comme cela avait été écrit dans la première édition.

ÉTRANGER

Quand M. Brady parle d'avenir

A bas l'affairisme, vive l'épargne !

Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, a rappelé mardi 13 septembre aux Américains les vertus de l'épargne, invité les industriels à investir pour l'avenir et dénoncé les opérations financières de rachat (buy out) qui ont secoué le monde des affaires ces dernières années.

Les remarques faites par M. Brady lors d'un dîner patronné par l'American Business Conference — qui rassemble les dirigeants des cent firmes américaines les plus performantes — sont généralement interprétées comme le coup d'envoi d'une offensive qui va mener l'administration pour relancer les investissements.

Le gouvernement va étudier une série de mesures « pour inciter

les gens à faire des économies plutôt qu'à consommer », a déclaré M. Brady. Il pourrait s'agir, estiment les observateurs, de crédits d'impôt pour l'épargne au titre de la retraite, de réduction des taxes sur les investissements des entreprises, ou d'une réforme de la taxation des revenus des actions — qui pourrait représenter 40 milliards de dollars par an.

« Je suis inquiet de voir que beaucoup parmi les plus brillants esprits de ce pays consacrent leur énergie aux combinaisons financières de haut rapport à court terme, plutôt qu'à élaborer les solides stratégies de développement dont les entreprises ont besoin pour le futur », a notamment déclaré M. Brady. — (AFP.)

Premières embûches dans l'accord de libre-échange Etats-Unis-Canada

MONTREAL de notre correspondant

Les Canadiens pensaient bien s'être mis à l'abri des mesures protectionnistes américaines en signant avec les Etats-Unis un accord de libre-échange, entré en vigueur en janvier dernier. Le répit n'a été que de courte durée.

Après avoir augmenté, en juillet dernier, les droits compensatoires sur certains rails d'acier produits au Canada, Washington a décidé, fin août, de s'en prendre aux exportations canadiennes de porc frais et congelé, jusqu'ici épargnées. Leur valeur (environ 400 millions de dollars canadiens, soit 20 % de la production nationale), a justifié une prompt riposte.

Un groupe ad hoc, composé de cinq experts (deux Canadiens, deux Américains et une personnalité indépendante) déterminera, dans un délai de onze mois, si la mesure est

ou non conforme aux règles habituellement respectées par les Américains. Le Canada a également invoqué l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) pour tenter d'obtenir gain de cause. Washington ayant pointé du doigt, dans cette affaire du porc, les paiements effectués aux producteurs par l'Office canadien de stabilisation des prix agricoles, c'est toute la question de la définition des subventions aux exportations qui se retrouve sur la sellette.

Les deux parties se sont donné de cinq à sept ans pour le résoudre. Le négociateur canadien, M. Tony Halliday, nouvellement nommé, a indiqué que les deux pays attendront que les travaux de l'Uruguay Round, au sein du GATT, soient terminés, vers la fin de 1990, avant de tenter d'élaborer des règles communes.

FRANCE

info

105.5

SUR FRANCE INFO

TOUTE LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Goddard et Christophe Reille

Toutes l'information économique et financière

- A 8 h 57, la clôture des grands marchés
- TOKYO, WALL STREET, PARIS
- La Bourse de Paris en direct
- La vie des affaires

De 6 heures à 1 heure du matin.

Bureau Veritas

LE BUREAU VERITAS ORGANISE UN GRAND RENDEZ-VOUS POUR PRÉPARER L'EUROPE INDUSTRIELLE DE 1993

Un colloque européen sur la certification des produits industriels et réglementations techniques de sécurité à l'horizon 1993 se déroulera au palais Acropolis de Nice, les 5 et 6 octobre 1989.

Cette manifestation, placée sous le parrainage du Ministre de l'équipement, du logement des transports et de la mer, réunira les plus hautes personnalités de la communauté économique européenne, les représentants des Ministères chargés de la sécurité industrielle en Europe, les organismes techniques de normalisation et de certification : Espagne (AENOR), France (AFNOR et AFAQ), Portugal (LNEC et IPQ), Italie (UNI), les organismes professionnels européens de la mécanique-chaudronnerie (CECT), de la chimie (CEFC) et du bâtiment (UEATC), ainsi que de nombreux industriels des pays concernés.

Au cours de ces deux journées de travail, seront présentés l'état actuel et l'évolution des réglementations et normes européennes nationales ainsi que les conséquences de l'approche globale de certification sur les législations nationales de sécurité.

Des industriels feront part de leurs expériences dans les échanges européens autour de 3 thèmes : les appareils à pression, les matériels de transport des matières dangereuses, les produits de la construction.

Le secrétariat de cette manifestation est assuré par la direction régionale Midi-Méditerranée du Bureau Veritas.

Renseignements : 42-59-24-90.

Pour toute inscription s'adresser à : M. Charbonney - Tél. 93-37-19-19. FRENCH RIVIERA TOURS 20, avenue de Pessicart, 06100 Nice.

BOURSE DU 12 SEPTEMBRE

Comptant (selection)

SICAV (selection)

12/9

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net
Obligations			C.I.C. France del C.I. Méditerranée	2000	219 20	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Vie...	156 d	102 58	France-Canada	1108 64	258 48	257 92	Prévisionnel Rente	177 81	174 13					
Emp. 5,80 % 77	122 78	2 700	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
5,80 % 79/84	101 85	1 898	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
10,80 % 79/84	105 85	1 898	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
10,20 % 80/80	102 21	3 086	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
10,20 % 82/80	102 20	10 741	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
16 % juin 82	104 82	4 164	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
14,80 % oct. 83	107 48	8 120	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
14,40 % oct. 83	116 85	9 729	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
12,20 % oct. 84	106 08	11 331	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
11 % oct. 85	114 85	8 118	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
10,20 % oct. 85	107 95	5 172	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
OAT 12,75 % 83	110 03	2 959	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
OAT 8,50 % 1987	106 50	7 405	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
OAT 8,50 % 1988	106 12	6 041	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
Ch. France 3 %	101 15	1 748	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
Ch. France 5 %	101 85	1 748	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
Ch. France 7 %	101 11	1 748	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	110 10	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830	111 65	France-Inde	259 14	245 45	245 45	Prévisionnel	210 81	81 27					
CF 11,20 % 86	106 50	8 038	Chemin de Fer	2000	1380	Mogenson S.A. Méditerranée Part.	47	67	Wormen S.A.	830													

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les réactions après le passage à l'ouest des réfugiés de RDA.	8 M. Léotard favori pour succéder à M. Gaudin à la tête du groupe UDF.	10 Les fausses factures et le financement des partis.	12 La 48 ^e Mostra de Venise.	20 La deuxième plan emploi de M. Rocard.	Abonnements 8	Tout sur la Bourse
4 La composition du nouveau gouvernement polonais.	— Le débat autour de la saisine par les citoyens du Conseil constitutionnel.	11 M. Joxe veut réformer les mœurs policières.	— COMMUNICATION : M. Berlusconi choisit de rester sur la Cinq.	— Les grévistes de Peugeot-Mulhouse se replient sur leurs bases.	Carnet 12	3615 taping LEMONDE
6 Japon : les huit peuples chinois seront rapatriés.	9 Les réactions en Corse au rapport Prada.	— Menaces sur la future station spatiale internationale.		21 La nomination de M. Tcharuk à la tête de Total.	Météorologie 19	Les offres d'emplois du Monde
7 Afrique du Sud : marche contre l'apartheid autorisée par M. De Klerk.	— La préparation des élections sénatoriales.	— Carmel d'Auschwitz : Mgr Glomp se montre plus conciliant.		22-23 Marchés financiers.	Mots croisés 19	3616 taping LM
					Radio-Télévision 19	

Pour lutter contre l'inflation

La fiscalité sur l'essence va être modifiée

La fiscalité sur l'essence va être modifiée. La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), qui chaque année augmente d'un pourcentage correspondant grosso modo à la hausse des prix enregistrée en moyenne l'année précédente (1), sera en 1990 indexée sur l'augmentation prévue de l'inflation.

Comme les prévisions officielles en matière de prix sous-estiment presque toujours la réalité, les taxes augmentent dorénavant moins fortement. Ainsi, pour 1990, la TIPP sera relevée de 2,5 % (objectif 1990) et non de 3,5 % hausse qui sera probablement atteinte en 1989.

Cette décision qui a été prise en début de semaine est évidemment destinée à ralentir les hausses de prix à travers une modération des hausses des prix pétroliers payés par les consommateurs. L'indice du coût de la vie, essentiel en période de tensions salariales, s'en portera mieux, mais l'État y perdra des recettes fiscales.

Le ralentissement de la hausse des prix de l'essence laisse entier l'écart important qui existe en valeur absolue entre la taxe sur le super par exemple (3,03 F) et celle sur le gazole (1,56 F). Même si ces taxes doivent augmenter moins vite l'année prochaine, calculées en valeur absolue, elles continuent de creuser l'écart essence-gazole en faveur du second.

Faut-il en plus de changement d'indexation de la TIPP réduire autoritairement cet écart en valeur

« Le Monde » des Italiens à Ivry

La mutation du Monde se poursuit. Mardi 12 septembre, à 17 h 35, la dernière rotative installée en 1962 — en production rue des Italiens s'est arrêtée. Le compte rendu indiquait 112 507 exemplaires. Avec nostalgie, le dernier carré de rotativistes disait adieu, en présence d'André Fontaine, à ces machines d'où étaient sortis, depuis le 18 décembre 1944, des dizaines de millions d'exemplaires... En cette fin d'après-midi, une page de l'histoire de la presse parisienne se tournait. Ce quartier voyait sa vie, depuis 1912, rythmée par la sortie d'un quotidien du soir (le Temps, puis le Monde).

Fin des camions de papier à l'aube et, en début d'après-midi, les voitures de livraison, les cris des porteurs à la recherche de leurs paquets. Fin les embarras de la circulation ! L'ère du tout hrv commence, avec les moyens ultra-modernes qu'elle met à la disposition du Monde, et bientôt du Parisien. Reste qu'une pareille transformation, qui nous fait passer en quelque sorte de l'ère de la 403 à celle de la formule 1, implique une adaptation des méthodes qui prend nécessairement un peu de temps...

AL. F.

(Publicité)

Rentrée

Ils « sèchent » pour Duriez

Rentrée studieuse, hier, pour les élèves de math. élém. ; cependant, trois des meilleurs éléments manquaient à l'appel ! Le Proviseur les a retrouvés chez DURIEZ, occupés à tester les 38 calculatrices scientifiques présentées en permanence à la clientèle. Si tous ces jeunes mathématiciens additionnent la qualité, les prix et le choix DURIEZ, et soustraient les soucis de maintenance, grâce au service après-vente DURIEZ, ils multiplieront leurs chances de réussite. Mathématique, non ? EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
TEL. : 47.42.91.49
112, BD ST-GERMAIN (6^e)
TEL. : 46.33.20.43
132, BD ST-GERMAIN (6^e)
TEL. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,30 F.

absolue ? Poser la question, c'est s'interroger sur un choix fondamental pour l'industrie automobile française : doit-on ou non continuer à encourager les moteurs Diesel, alimentés au gazole, domaine dans lequel la France possède une assez large avance technologique mais qui nous isole des choix européens ? M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a répondu depuis longtemps par la négative. Mais les « politiques » n'ont pas été convaincus au sein du gouvernement, très sensibles aux arguments des professionnels pour lesquels le prix du gazole est un facteur important des prix de revient et de la concurrence. Finalement, le gouvernement a renoncé à réduire l'écart de prix essence-gazole.

Autre décision : les avantages fiscaux importants accordés à l'essence sans plomb (déjà de 41 centimes) ne seront pas supprimés, même si les pouvoirs publics sont conscients de perdre beaucoup d'argent (800 millions de francs par an) au profit presque exclusif des distributeurs.

A. V.

(1) En fait, la TIPP varie comme la limite inférieure de la septième tranche de l'impôt sur le revenu.

Incendie dans une maison de retraite à Quimper

Trois morts et onze personnes gravement intoxiquées

Trois personnes âgées ont péri, mardi 12 septembre, dans l'incendie d'une maison de retraite de Quimper (Finistère). Le feu s'est déclaré peu avant 21 heures dans une chambre du premier étage, où l'une des trois victimes regardait la télévision. Selon les premiers éléments de l'enquête, le téléviseur aurait implosé et les émanations du feu se seraient répandues dans le bâtiment, qui comptait alors soixante-dix pensionnaires, tous âgés de plus de quatre-vingts ans. Trois femmes âgées sont mortes asphyxiées et onze

personnes gravement intoxiquées ont été admises à l'hôpital de Quimper. Ouverte depuis l'été dernier, la maison d'accueil, qui dépend de l'Office HLM, était pourtant équipée de détecteurs de fumée situés dans les couloirs et dans certaines pièces communes. Les chambres n'en étaient pas pourvues. L'établissement devait être inauguré le 30 septembre prochain. Une enquête a été ouverte par les gendarmes.

Après une confrontation avec ses coincepés

Danièle Gilbert maintenue en détention par le juge d'instruction

L'ancienne animatrice de télévision Danièle Gilbert a regagné, mardi 12 septembre, sa cellule à la maison d'arrêt des femmes de Nice au terme d'une confrontation dans le cabinet du juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, à Grasse (Alpes-Maritimes). Danièle Gilbert, inculpée d'escroquerie et de publicité mensongère pour avoir prêté son image à une campagne de publicité en faveur de la « bague de R2 » et de ses vertus bénéfiques, espérait obtenir sa libération après que son conseil, M^{re} Philippe Muret, eut déposé une demande de mise en liberté.

Mais le juge, qui dispose d'un délai de cinq jours pour se prononcer, a indiqué qu'il devait encore

procéder à des vérifications et voulait à nouveau confronter celle que Jacques Martin avait baptisée la « Grande Duchesse » à Marc Tripiet, PDG de la société Editions publiées réunies, qui a diffusé à plus de quatre cent mille exemplaires la bague porte-bonheur. Pâle et visiblement fatiguée lorsqu'elle est descendue du fourgon des gendarmes, Danièle Gilbert partage une cellule de 3 mètres sur 3 avec deux autres femmes.

Dans ce dossier, outre Danièle Gilbert et Marc Tripiet, le juge d'instruction a aussi inculpé le concepteur de publicité Raymond Janssens et M^{re} Jeanne Guidici, gérante de la Société internationale de publicité (SIP).

EN BREF

• URSS : plénum du comité central le 19 septembre. — Le plénum du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sur les nationalités, qui avait été reporté plusieurs fois, aura lieu le mardi 19 septembre, a annoncé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, mardi 12 septembre. Ce plénum, qui doit fixer les nouvelles relations entre les républiques au sein de l'URSS, doit également examiner la question de la convocation du 25^e congrès du parti. M. Mikhaïl Gorbatchev avait en juillet que ce congrès, initialement prévu au printemps 1991, se tienne à l'automne 1990. — (AFP.)

• Mort d'André Fazl, conseiller régional UPC à l'Assemblée de Corse. — M. André Fazl, âgé de soixante et un ans, conseiller régional de l'Union du peuple corse (UPC) à l'Assemblée de Corse, est décédé le mardi 12 septembre dans un hôpital marseillais d'une suite d'une longue maladie. a-t-on appris auprès des milieux régionalistes.

M. Fazl, l'un des pères fondateurs

de l'Action régionaliste corse (ARC) en 1967, avait été élu en 1982 à l'Assemblée de Corse sur la liste d'Edmond Siméoni. Professeur d'histoire-géographie au lycée Fesch d'Ajaccio jusqu'à sa retraite, M. Fazl a écrit de nombreux ouvrages en langue corse. Son dernier livre intitulé *Fascist Party et la révolution de 1789*, avait reçu cette année le Prix du livre corse.

• Nouvelle grève des hôtesse et stewards de Sabena. — Les personnels navigants commerciaux de la compagnie belge Sabena ont repris leur grève, qui les amène à se présenter avec deux heures de retard à leur travail. Cette grève perdue a contraint la compagnie à annuler, le 12 septembre, onze des quatorze vols programmés au départ de Bruxelles.

Le numéro du « Monde » daté 13 septembre 1989 a été tiré à 526 392 exemplaires

A B C D E F G

L'inculpation du président du groupe cosmétique

Les hostilités reprennent entre M. Yves Rocher et la BNP

M. Yves Rocher, PDG de la société qui porte son nom, et son fils Didier ont été inculpés le week-end dernier de « chantage et extorsion de fonds » à la suite d'une plainte déposée au printemps dernier par la BNP. « Je n'accepterai pas d'être injustement saisi sans me défendre », a riposté M. Rocher, qui a annoncé son intention de porter plainte contre M. Daniel Lebèque, numéro 2 de la BNP, pour « dénonciation calomnieuse ». L'industriel breton a en même temps annoncé qu'il démissionnerait de son poste de maître de La Gacilly et de conseiller général du Morbihan (nos dernières éditions du 13 septembre).

Les hostilités entre la première banque française et l'industriel spécialisé dans les produits de beauté ont donc repris. C'est le rachat de Petit Bateau, une entreprise troyenne spécialisée dans les vêtements pour enfants, qui en est à l'origine.

L'affaire avait éclaté en janvier dernier, avec le dépôt par M. Rocher d'une plainte contre X pour « abus de confiance et escroquerie ». Il visait ainsi la Banexi, filiale de la BNP spécialisée dans le capital développement et qui avait servi d'intermédiaire lors du rachat en février 1988 de Petit Bateau par

Yves Rocher à la famille Valtou. M. Yves Rocher reprochait à l'établissement financier de lui avoir caché la situation réelle de l'entreprise. D'ultimatum en manifestation et en dépôt de plaintes (sept au total), la bataille a duré plusieurs semaines. M. Jean-François Debecq, le PDG de Sanofi, actionnaire d'Yves Rocher, a alors joué les « *M.M. Bons Offices* ».

A la mi-mars, les deux protagonistes semblaient réconciliés autour d'un plan de redressement de l'entreprise pour lequel la BNP accordait 200 millions de francs sous forme de prêt participatif sur dix ans sans intérêt les deux premières années. De son côté, M. Yves Rocher s'engageait à relancer Petit Bateau, où plus de deux cents emplois ont déjà été supprimés.

Mais cette relance a coûté cher à la société d'Yves Rocher. La firme de cosmétiques estime que les pertes de la filiale de vêtements pour enfants ont coûté de 20 millions de francs les résultats du groupe au premier semestre 1989. Pour cette période, le groupe Yves Rocher a cependant annoncé un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs et un bénéfice net d'environ 70 millions de francs, en hausse de 35 % par rapport à l'an dernier.

Sur le vif

Le coq et les poulets

C'est des vaches, dites donc, les poulets ! Ce, ils sont gonflés, nos flics ! Vous vous rendez compte : ils traînent leur ministre, oui, Joxe, devant les tribunaux. Le ministre et le préfet ! Ils les attaquent en justice pour voie de fait. C'est pas grandiose, ça ? La raison ? On leur a piqué les cinq camions couverts de cailloux et de banderoles hurlant à l'attaque à la liberté de manifester. A la fourrière, ouste ! Sans infraction constatée. Sans procès-verbal. Sans rien.

Qui ça, on ? La police des polices, la garde prétorienne du prince de Beauvau, dit Pierrot-le-Coq. Actes de gangstérisme caractérisés. Violation de la convention de sauvegarde des droits de l'homme. D'accord, c'est de se foutre en grève, ils l'ont plus depuis 1948, mais c'est pas une raison pour les obliger à fermer leur gueule. Eux, ils sont pas ministres, ils sont gardiens de la paix. Alors, s'ils seiment le moment venu de la troubler, ils aiment qu'on leur fiche, la paix.

Bravo, les mecs, mollessez pas ! Et rappelez-vous que c'est

nous, les nans, qui vous avons montré le chemin aux États-Unis, il y a plus d'un quart de siècle. En multipliant les procès contre ces salauds de patrons coupables de discrimination sexuelle. Après, c'a été les malades bousillés par leurs tourbils. M'sieur le juge, on devait m'opérer d'une appendicite, et on m'a enlevé un œil... C'est la jambe gauche qu'il fallait me couper, pas la droite... Ma femme est morte en salle d'op. à l'hôpital, ils ont pas voulu dire comment, ni pourquoi.

Le secret professionnel, tu parles ! La loi du silence, oui, l'amertume qui couvrirait les mandarins-parrains et leur mafia à volé en éclats. Je vous entends d'ici : question bavures, la police fait très fort. Ça cogne, les cognes ! Attendez un peu qu'un commissaire surexcité se trompe de cible, il envoie son poing sur la gueule d'un prévenu, et c'est un inspecteur qui le prend en pleine poire. Avec accusé de réception en référé. Pour voie de fait.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 septembre

Stable

La Bourse de Paris était stable, mercredi 13 septembre, en milieu de matinée. L'indice de tendance oscillait aux alentours de +0,06 %. Parmi les plus fortes hausses, notons Renault Uclaf (+6,7 %), Gégan Say (+4,7 %), Eurochem (+3,8 %), BNP (CT) (+3,1 %), Leroy-Somer (+2,6 %).

GLOBE
P.S.
LE GRAND
MALAISE.
ENQUÊTE

HORS SERIE
SCIENCE
& VIE
LES
ÉMOTIONS

Joie,
tristesse,
angoisse,
stress...

Que se passe-t-il au plus profond de vous sous le choc des émotions ? Le cerveau et les émotions, ce numéro hors série de Science & Vie fait le point sur ce que l'on sait aujourd'hui.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
DE SCIENCE & VIE

MACINTOSH PLUS

10900F HT !

1 Mo de mémoire centrale

Lecteur de disquette 800 K

Garantie Apple 1 an

+ Garantie KA 1 an

= 2 ans !

chez KA

l'informatique douce

14, rue Magellan - 75008 Paris

Tel. (1) 47 23 72 00 - Tx 611 869

Ouvert du lundi au vendredi.

هك امن الفصل



le *Fils de Frankenstein*, de Rowland V. Lee, 1939.

1929-1941 : « NAISSANCE » DE BATMAN, SUPERMAN, DRACULA, FRANKENSTEIN...

Héros-reflets de la grande peur

Batman renaît donc sur nos écrans ce mercredi 13 septembre. Apparue dans un *comic book* dès mai 1929, peu après celle du demi-dieu volant, Superman, la silhouette du milliardaire masqué n'a jamais cessé, entre-temps, d'exister dans l'imagination des auteurs de bandes dessinées et de séries télévisées, même si le mythe, périodiquement réactivé, a connu des éclipses longues de plusieurs années (lire notre dernier supplément daté 7 septembre, page 34).

La vie des superhéros est éternelle. Mais leur naissance a des raisons qui échappent aux seuls hasards de la fiction. Astérix met en échec l'impérialisme de Rome dans les années mêmes où le général de Gaulle lutte contre l'impérialisme américain. Quant aux Martiens, ils font l'orté dans la BD et le cinéma des

années 50-55, exorcisant en pleine guerre froide la peur du communisme et l'angoisse atomique.

Seule cette mécanique complexe de projection et de compensation permet sans doute d'expliquer que l'âge d'or des superhéros se situe dans la période des « grandes peurs », entre le krach de 1929 et Pearl Harbor. Buck Rogers, notre envoyé au vingt-cinquième siècle ; Flash Gordon, justicier sur la planète Mongo ; Brick Bradford, redresseur de tort dans tout l'univers ; le Fantôme, débarqué masqué en pleine brousse africaine ; Wonder Woman, amazone au lasso magique ; Captain America, Captain Marvel... Nous nous sommes amusé à redessiner cette galaxie de trompe-la-mort aux pouvoirs surnaturels

(pages 26 et 27). A montrer que leur nombre s'accroît au gré des soubresauts de l'actualité. Que leurs exploits se multiplient au fil des défaites. Que leur succès dans l'imaginaire populaire procède d'un pouvoir de conjuration complexe, quelque naïf qu'il apparaisse décalé de son contexte.

Mais l'horreur montrée, exacerbée, granguaulesque est aussi un moyen de conjurer la peur : quelques beaux monstres, comme Dracula et Frankenstein, sont nés dans cette même période au cinéma. Sont nées simultanément, comme par hasard, les premières versions filmées de romans noirs. Autre manière de parler de justice, en niant l'existence de justiciers.

ANNE REY.

MUSIQUE

Berlioz
retrouvé avec Cellini

31



Les opéras de Berlioz n'étaient pas joués en France. En les éditant et en les enregistrant avec un soin jaloux, les Anglais ont singulièrement réévalué leur cote. Le Festival Berlioz exhume pour sa neuvième édition une version inédite de *Beethoven Cellini*. L'œuvre s'imposera-t-elle enfin ?

THÉÂTRE

Roger Mirmont
en zigzags

33



Après avoir débüté à neuf ans, chanté l'opérette, dansé au ramé au café-théâtre, Roger Mirmont est entré à la Comédie-Française grâce à Jean Le Poulain. Il y est resté. Antoine Vitez lui a confié, dans *la Cécilia*, le personnage d'un valet paillard, Scapronio.

ARTS

Le gothique triomphe
à Strasbourg

35



Le gothique est à l'honneur à Strasbourg, son architecture, et les hommes qui ont bâti des cathédrales, dont la complexité architecturale est évoquée, entre autres, par une quarantaine de dessins originaux de 3 mètres et parfois 4 mètres de haut.

1929-1941 : BD ET CINÉMA,

Batman, Superman and Co,

Tous bizarrement attifés, maniant le lasso ou le fouet, faisant triompher le Bien sur le Mal sur un continent ou dans l'univers entier, une seule femme au milieu d'une galaxie d'hommes : les Rambo d'avant-guerre n'ont pas débarqué par hasard.



Nom : BUCK ROGERS.
Né en 1929, de Phil Nolan (sc.) et Dick Calkins (d.).
Thème : un héros qui se réveille au XXV^e siècle.
Signe particulier : l'ancêtre des superhéros.
A l'écran : serial (F. Beebe et S. Goodkind, 1939); série TV (1950-1951); film tiré d'une série TV (D. Haller, 1979).

La montée des périls

Cette chronologie privilégie deux secteurs : la vie économique et politique américaine, quelques faits qui vont précipiter le monde dans la guerre.

1929 : la crise économique débute par le jeudi noir (24 octobre) de Wall Street.

1930 : les démocrates remportent les élections de novembre. Les nazis ont 107 représentants au Reichstag.

1931 : les Japonais envahissent la Mandchourie.

1932 : Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) est élu président (8 novembre). Les anciens combattants marchent sur Washington (Bonus March). Les nazis ont 230 représentants au Reichstag.

1933 : Roosevelt propose le New Deal (Agricultural Adjustment Act, le 12 mai, et National Recovery Act, le 16 juin). Moratoire des banques (9 mars), dévaluation du dollar (12 avril) et abandon de l'étalon-or (19 avril) bouleversent la vie économique américaine. Hitler, chancelier puis Führer, accuse les communistes de l'incendie du Reichstag.

1934 : Hitler, Reichsführer, se débarrasse des SA (Nuit des longs couteaux).

1935 : début du conflit entre Roosevelt et la Cour suprême sur le New Deal qui se poursuit (Labour Relation Act qui prévoit la libre organisation du travail).

1936 : réélection de Roosevelt (3 novembre); les Italiens occupent l'Éthiopie et les Allemands la Rhénanie.

1937 : Axe Rome-Berlin.

1938 : Fair Labor Standard Act (minimum et maximum salariaux, fin du travail des enfants). Anschluss.

1939 : seconde guerre mondiale et déclaration de neutralité américaine (5 septembre).

1940 : troisième mandat de Roosevelt.

1941 : Pearl Harbor (7 décembre), le Japon (8 décembre), l'Italie et l'Allemagne (11 décembre) déclarent la guerre aux États-Unis. (Développement de radar.)

C.A.



Nom : BRICK BRADFORD (= LUC BRADFER).
Né en 1933, de William Ritt (sc.) et Clarence Gray (d.).
Thème : défenseur du bon droit dans tout l'univers.
Signe particulier : a mal vieilli.
A l'écran : Serial (S.G. Bennet et T. Carr, 1948).



Nom : THE LONE RANGER (= LE COW-BOY MASQUÉ, LE ROI DE LA PRAIRIE).
Né en 1938, de Frank Siker (sc.) et Ed Kressy (d.).
Thème : pourchasse les hors-la-loi sur son cheval.
Signes particuliers : son masque, ses balles d'argent et son cri « Hi yo, Silver, away... ay... ».
A l'écran : Serial (W. Witney et J. English, 1938 et 1939), films (S. Heister, le Justicier solitaire, 1956; L. Selander, le Justicier masqué, 1958), série TV (O. Rudolph).

UN simple mot et Billy Batson, jeune vendeur de journaux, se transforme en un invincible héros. Mais c'est un mot magique : « Shazam », formé par l'initiale de dieux, de sages et de héros antiques : Salomon, Hercule, Atlas, Zeus, Achille, Mercure. C'est donc sous les auspices de l'Olympe et de la Bible que Captain Marvel entame sa croisade contre le Malin dans un bel ensemble rouge zébré d'or qui le fit très vite amicalement surnommer le Big Red Cheese (Gros fromage rouge). Bien que plus jeune que ses devanciers Superman et Batman, Captain Marvel les dépassa vite en succès : son humour et son jeune public auquel il s'adressait surtout, en ce début d'année 1940, lui valurent tous les suffrages.

D'autres vinrent ensuite, d'autres étaient nés avant lui. Tous, peu ou prou, puisant leurs racines dans de grands archétypes : Hercule, Jason, Thésée pour l'Antiquité, Lancelot, Robin des Bois pour le monde médiéval, Zorro pour le siècle passé. Luttant tous pour le Bien et contre le Mal, chevaliers errants dans la jungle des villes, paladins du cosmos, dont l'armure flamboyante et le heaume baissé arborent une devise que Descartes fit sienne : *L'aratus prodeo* (Je m'avance masqué). Car si l'habit ne fait pas le moine, il fait le justicier : bleu pour Superman, violet pour le Fantôme (rouge dans la version française), rouge pour Captain Marvel, aux couleurs de la bannière étoilée pour Captain America et Wonder Woman. Parfois, le masque montre la dualité du héros : oiseau de luxe le jour, qui se transforme en rapace la nuit. Il



Nom : CAPTAIN MARVEL.
Né en 1940, de C.C. Beck.
Thème : un petit vendeur de journaux se transforme en héros grâce au mot magique « Shazam ».
Signes particuliers : colant rouge, éclair jaune, succès supérieur à ceux de Superman et Batman.
A l'écran : Serial (W. Witney et J. English, 1941); mis en film en 1944.



Nom : FANTAX.
Né en 1946, de Chott.
Thème : lord anglais, justicier masqué.
Signe particulier : le condensé français des superhéros.



Comme Batman, l'homme chauve-souris...

Les tigres

n'arbore quelquefois qu'une imposante musculature montrant par là sa masculinité essentielle, même s'il se nomme Wonder Woman ou Black Cat... Rejetons, certes, d'une très vieille famille mais pourtant nés tous – ou presque – dans un mouchoir de poche, entre 1929 et 1941, soit une grosse dizaine d'années. L'historien de la bande dessinée pourra, bien sûr, invoquer l'apparition de nouveaux supports, les comic books, dont les premiers parurent en 1933; l'effet d'imitation, car le succès engendra l'abondance; l'influence du cinéma (Douglas Fairbanks); de la littérature (Tarzan). Tout cela est indéniable, encore que – souvent – on prenne l'effet pour la cause. Il paraît plus raisonnable et, peut-être, plus fécond de ne pas séparer l'actualité de la création artistique, surtout lorsqu'elle s'adresse à des millions de lecteurs, un public avant tout populaire, cosmopolite (le fameux *melting-pot*), auquel manque un passé commun où l'on puisse puiser dans le réservoir à mythes (pas de Cyrano!) pour parler – parfois au sens littéral – le même langage.

Ce public de 1929, il est celui de l'Amérique en crise, celui des millions de chômeurs, celui des crève-la-faim, des sans-abri, des forçats de la danse pour gagner quelques sous (voir le roman de Horace Mac Coy *On achève bien les chevaux*). Celui qui contemple avec peur et envie la richesse et le luxe d'une pègre que n'atteint pas la crise (Al Capone ne sera inculpé qu'en 1931). Il a certes besoin de pain, mais, au moins autant, sinon encore davantage, de compen-

sations, oniriques, narcissiques, fictives, peu importe. Il a aussi besoin d'être rassuré quel que soit son âge, de savoir que vieillit, ici et là, un père ou, à tout le moins, un grand frère. Les récits qu'on verra fleurir, après la guerre, dans l'édition française de *Sélection*, sous le titre générique et emblématique « L'homme que j'ai le plus admiré... » ont leurs racines dans le besoin de chaque individu de se trouver un protecteur en période de crise : Dieu le Père, Jupiter (Zeus Pater), Napoléon, Pétain, Tarzan, Zorro, Superman.

Ce n'est pas un hasard si le premier des héros, Buck Rogers, se réveille au XXV^e siècle : il a quitté son époque trop angoissante, tout comme Flash Gordon qui part pour une planète lointaine, ou Brick Bradford qui parcourt sans cesse le monde, passant parfois d'une dimension à l'autre, ou Mandrake qui vit dans l'illusion dont il a fait son arme favorite. Tous aventuriers, comme Pat Ryan et son ami Terry, agents secrets comme X9, cow-boys comme The Lone Ranger, ils veulent un monde plus pur, purgé de la canaille, à l'abri du crime et de la corruption.

Tous n'ont pas été, comme Bruce Wayne/Batman, traumatisés par le meurtre de leurs parents, ou, comme le Fantôme, par celui de leur père. Tous ne viennent pas d'ailleurs, de Krypton comme Superman, d'Atlantis comme le Submariner. Tous n'ont pas été élevés par des singes, comme Tarzan, ou par des oiseaux, comme The Black Condor. Tous ne remontent pas à l'Égypte antique, comme Hawkman, ou aux mythiques Amazones, comme Wonder Woman. Tous ne sont pas orphelins, comme Air Boy, ou déjà morts,

CINÉMA

MÊME COMBAT

l'âge d'or des superhéros



Nom : WONDER WOMAN.
Née en 1941, de Charles Moulton (sc.) et H.G. Peters (d.).
Thème : amazone robuste au lasso magique.
Signes particuliers : fétichisme et masochisme pour la plus masculine des héroïnes de BD.
A l'écran : téléfilms (V. McEveety, 1974; L. Horn, 1975).



Nom : SUPERMAN.
Né en 1938, de Jerry Siegel (sc.) et Joe Shuster (d.).
Thème : un superhéros doté de superpouvoirs.
Signes particuliers : collant bleu, cape rouge, logo (S) et schizophrénie.
A l'écran : dessin animé (D. Fleisher, 1941); Série (S.G. Bennett et T. Carr, 1948; L. Sholem, 1950; id., 1951); films (I. R. Donner, 1978; II, R. Lester, 1980; III, id., 1983), nombreuses imitations, parodies, etc.



...Dracula porte la cape des oiseaux de nuit.



Nom : CAPTAIN AMERICA.
Né en 1941,
de Joe Simon (sc.) et Jack Kirby (d.).
Thème : un surhomme pour combattre les nazis.
Signes particuliers : fonctionne grâce à une drogue, un uniforme et un bouclier.
A l'écran : Serial (J. English et E. Clifton, 1944); film TV (R. Holcomb, 1978; L. Nagy, 1978); film (A. Pyun, sortie prévue en 1990).



POUR LA PREMIÈRE FOIS DE MA VIE, JE REGRETTE DE NE PAS ÊTRE SARDINE OU MERLAN!
ET LA MER MONTE TOUJOURS.
Nom : THE PHANTOM (= LE FANTÔME). Né en 1936, de Lee Falk (sc.) et Ray Moore (d.).
Thème : lutte contre le mal depuis quatre siècles au cœur de l'Afrique.
Signes particuliers : collant rouge, culotte rayée.



Nom : FLASH GORDON (= GUY L'ÉCLAIR).
Né en 1934, d'Alex Raymond.
Thème : un héros qui lutte sur la planète Mongo.
Signe particulier : le plus célèbre et le plus exotique.
A l'écran : Serials (F. Staphani, 1936; F. Beebe et R. Hill, 1938; F. Beebe et R. Taylor, 1940, tous montés en films); film (M. Hodges, 1980; parodie porno, *Flesh Gordon*, 1974).

L'antidote de l'horreur

En l'espace de cinq ans (1931-1935), le cinéma d'épouvante donne naissance à tous les mythes fondateurs. Tandis que, lentement, le roman noir prend forme, d'abord en littérature (dès 1929), puis au cinéma, où il perdurera jusqu'à la fin des années 50.

1929: W.R. Burnett, *Le Petit César* (film en 1930, M. LeRoy). D. Hammett, *La Maison rouge* (premier roman d'un « privé » passé à la littérature).

1930: D. Hammett, *Le Faucon maltais*; la *Clé de verre*.

1931: J. Whale, *Frankenstein* (premier film d'une longue série). T. Browning, *Dracula* (première adaptation cinématographique d'un mythe, porté au théâtre en 1924). R. Mamoulian, *Les Carrefours de la ville*, scénario de D. Hammett. W. Wellman; *Flamingo public*.

1932: T. Browning, *Franks*. R. Mamoulian, *Docteur Jekyll et Mr. Hyde* (pas la première, mais - sans doute - la meilleure version, avec celle de V. Fleming, en 1941). K. Freund, *Le Monde* (premier avatar d'un monstre qui va hanter les studios). J. Whale, *l'Homme invisible*. V. Halperin, *Les Morts-vivants* (première apparition des zombies). E.C. Kenton, *l'Île du Docteur Moreau*. H. Hawks, *Scarface*. W.R. Burnett, scénariste. C. Brabin, *la Bête de la cité*, scénario de W.R. Burnett.

1933: M. Cooper et E.B. Shoedsak, *King-Kong*.

1934: J. Cain, *le Facteur sonne toujours deux fois* (sera adapté deux fois à l'écran).

1935: S. Walker, *le Monstre de Londres* (première apparition du loup-garou). F. Tuttle, *la Clé de verre* (d'après D. Hammett).

1936: J. Cain, *Assurance sur la mort*.

1937: H. Mac Coy, *Un linceul n'a pas de poche*. (ne pourra paraître en Amérique qu'en 1948). R. Chandler (qui écrit depuis 1933), *le Grand Sommeil* (avec *Adieu ma jolie*, 1940), le premier d'une belle série.

1940: W.R. Burnett, *High Sierra*, adapté par J. Huston au cinéma la même année.

1941: J. Huston, *le Faucon maltais* (d'après D. Hammett).

C.A.

Les tigre

de papier

comme le Spectre. Mais tous portent en eux la caractéristique du héros : solitude et schizophrénie, pour surmonter et frustrations, désirs sublimés et abnégation. En somme, ils ne reflètent - en les grossissant par la magie du merveilleux et de la fiction - que les sentiments de leurs lecteurs dont ils ne sont que les projections, rendues méconnaissables au fil du temps.

Cette crise, à la fois économique, politique et morale, qui fut celle de l'Amérique des années 1929-1936, d'autres l'ont aussi exprimée, à leur façon. Il est intéressant de constater que la même période voit fleurir tous les mythes fondateurs du fantastique cinématographique : *Dracula*, *Frankenstein*, le *Loup-Garou*, les *morts-vivants*, la *Monic*, *King-Kong*. Tous naquirent entre 1931 et 1935.

Ces mêmes années voient naître le roman noir, avec Burnett et Hammett et, progressivement, le film de la même couleur. Bref, tout se passe comme si, devant la crise, chaque art avait réagi à sa façon pour l'exorciser. La littérature a choisi le réalisme : plus de *murder party*, plus de criminels raffinés que l'on découvre dans un vieux manoir et devant une bonne tasse de thé. Au contraire, un décor sordide, des affaires minables, un héros pas très réjouissant, du bar de gamme, pour gagner sa croûte. Le cinéma, lui, a préféré la surenchère; il est vrai qu'il avait l'exemple de l'expressionnisme allemand face à la crise d'après-guerre. Le cinéma, donc, a domé du monde contemporain une vision sublimée, horrifiée, grand-guignolesque parfois, pour effrayer en rassurant et vice-versa. Devant une telle galerie de monstres qui -

autre problème - posent la question de la normalité (l'anormalité), le spectateur frissonne, certes, mais rit devant l'outrance.

La bande dessinée, elle, a préféré la voie de l'identification (tous les petits garçons peuvent devenir *Captain Marvel*) et de la compensation. Avec le succès que l'on sait. « Ah, si *Brick Bradford* était avec nous ! », se serait écrié un officier américain pendant la bataille du Pacifique (1). On pense à Reagan rêvant de recourir à Rambo après l'affaire des otages de Téhéran. Car la prégnance de ces héros fut telle que, passée la crise et venue la seconde guerre mondiale, ils furent tous embauchés pour lutter contre le mal absolu, celui que véhiculaient les nazis et surtout les Japonais.

Déjà, Buck Rogers se réveillait dans une Amérique envahie par les Mongols (craintes en 1929 devant l'expansionnisme japonais) et organisait la résistance. Déjà *Flash Gordon* lutait, en 1934, contre le cruel Ming, au faciès asiatique. Mais dès les années de guerre, ils furent tous mobilisés. Terry affrontait aussi les Japonais, dont *Air Boy* détruisait l'aviation. *The Submarine*, en bon Atlante, s'attaquait avec succès à la flotte allemande. *Wonder Woman* et *Captain America*, qui furent, eux, créés tout spécialement pour cela, cassèrent du nazi, vignette après vignette. *Superman*, *Tarzan*, le *Fantôme* et bien d'autres tombèrent un jour ou l'autre sur des espions nazis ou japonais tapés dans un coin de rue, de jungle ou de galaxie. A sa façon, le comicbook accomplissait l'effort de

guerre demandé, tout comme Hollywood et, somme toute, avec autant d'efficacité. Car si le genre ne manqua pas de bandes réalistes qui mettaient en scène de simples G.I., il s'illustra surtout, dans ces années-là, par la mutation des tâches qui attendaient héros et superhéros. Certes, il fallait bien en revenir au crime de temps en temps, mais ce ne fut plus, l'espace d'un lustre, l'essentiel. On comprend que, pour certains, la démobilitisation fut cruelle. *Captain America* disparut (rassurez-vous, il réapparaîtra plus tard), bien d'autres aussi. Seuls restèrent en scène ceux qui reprirent leur ancien métier de défenseur de l'ordre et - surtout - qu'ils illustrèrent ou qu'ils avaient commencé d'illustrer les écrans. Les vedettes des *Serials*, puis des séries TV, conservèrent, avec des hauts et des bas, de nouvelles générations qui suivaient, hors contexte historique, leurs exploits.

Cela explique bien des malentendus et bien des critiques qui, dès la fin de la guerre, s'en prirent à la bande dessinée. Comme de mettre en parallèle le S de Superman avec SS (*les Temps modernes*, octobre 1955). Ces critiques ne sont pas toujours dénuées de fondement, malgré l'outrance. Elles ne pèchent que par un côté : l'oubli des circonstances économiques, morales et politiques qui virent la naissance et le développement de ces tigre de papier. Encore capables de rugir un demi-siècle après.

CLAUDE AZIZA.

(1) Cité par Jacques Sadoul dans 93 ans de BD, « J'ai lu », 1989, n° 2561, p. 42.

CINÉMA

TOUS LES FILMS
NOUVEAUX

Australie

de Jean-Jacques Andrieu, avec Jeremy Irons, Fanny Ardant, Tchéky Karyo, Agnès Borel, Hélène Ségura, Marlene Lorenz, Franco-Belge (1 h 58).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); Pathé Hautes-Seines, handicapés, 3* (44-33-78-38); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Berlino

de Tim Burton, avec Jack Nicholson, Michael Keaton, Kim Cattrall, Robert Wuhl, Billy Dee Williams, Michael Gough, Américain (1 h 08).

Tim Burton a déjà réussi à réaliser un film intéressant avec *Pee-wee Herman* (et quand on a vu le second épisode des aventures du pantin, on prend la mesure de l'exploit). Puis il a séduit l'Amérique (et quelques rares spectateurs français) avec un film dont les deux héros mourraient au bout de dix minutes. *Beetlejuice* était charmant et macabre, drôle et pervers. Mais que peut Tim Burton contre un budget de quarante millions de dollars, le jeu de Jack Nicholson, la batmobile et la batwing et un milliardaire qui se prend pour une chauve-souris, surtout quand celui-ci est incarné par l'équivalent américain de Gérard Philipe? De la réponse dépend sa place dans l'histoire du cinéma.

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Cousins

de Jean-Jacques Andrieu, avec Jeremy Irons, Fanny Ardant, Tchéky Karyo, Agnès Borel, Hélène Ségura, Marlene Lorenz, Franco-Belge (1 h 58).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); Pathé Hautes-Seines, handicapés, 3* (44-33-78-38); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Cousins

de Jean-Jacques Andrieu, avec Jeremy Irons, Fanny Ardant, Tchéky Karyo, Agnès Borel, Hélène Ségura, Marlene Lorenz, Franco-Belge (1 h 58).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).



Dans la fille de quinze ans, Jacques Dolfin

de Jean-Charles Tacchella, (les Américains aiment les scénarios français, mais détestent les sous-titres et les petits budgets), Isabelle Rosellini remplace Marie-Christine Barrault et Ted Danson interprète le rôle de Victor Lacombe. Le comédien est d'ailleurs un spécialiste du genre. Il jouait déjà André Dussolier dans *Trois hommes et un bébé*, la copie américaine du film de Coline Serreau.

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

de Jean-Charles Tacchella, (les Américains aiment les scénarios français, mais détestent les sous-titres et les petits budgets), Isabelle Rosellini remplace Marie-Christine Barrault et Ted Danson interprète le rôle de Victor Lacombe. Le comédien est d'ailleurs un spécialiste du genre. Il jouait déjà André Dussolier dans *Trois hommes et un bébé*, la copie américaine du film de Coline Serreau.

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

11* (43-57-50-51); Gaumont Opéra, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Jusqu'au bout du rêve de Phil Alden Robinson, avec Kevin Costner, Amy Madigan, James Earl Jones, Ray Liotta, Tim Lincecum, Gaby Hoffmann, Américain (1 h 48).

Parce qu'un soir d'orage une voix le lui a fermement conseillé, Ray Kinsella, fermier dans l'Iowa (Kevin Costner), rase son champ de maïs et construit un terrain de base-ball pour qu'un joueur légendaire disparu revienne de l'autre côté envoyer quelques balles dans les étoiles. Parce qu'il ne veut pas finir comme son père, qui n'a jamais pu réaliser ses rêves, Ray Kinsella part sur les routes à la recherche de son passé, les années 60, lorsqu'il était de toutes les fêtes, contre la guerre du Vietnam, ou contre le racisme. Un conte de fées pour adultes avec Bart Lancaster en guest star.

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *Le Monde du mardi* (date mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Ariel

de Aid Karimzadeh, avec Tara Pele, Suzanne Harwell, Fakhreddine (1 h 14).

Un mineur nonchalant et plutôt maladroit s'en va chercher fortune dans la grande ville. Il se fait flouer, blouser, voler, mais rencontre une femme débordante d'activité, qui vit seule avec son fils, et le sauve de bien des malheurs. Leur idylle est insolite, l'humour du film ne l'est pas moins, et son charme étrange est irrésistible.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-58-51); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Attend-moi au ciel de Antonio Mercero, avec Pepe Soriano, José Sacristán et Sara U, Chus Lampreave, Espagnol (1 h 34).

Aventures et mésaventures d'un brave commerçant de Madrid qui, étant le son de Franco, se voit enlevé et obligé de remplacer le Catullo vieillissant dans son travail de relations extérieures. Les histoires de sonse font les meilleurs qu'il procède, donc les meilleurs vandeuvres. Moins sign que *To be or not to be* ou le *Diot*, le satire est pourtant efficace parce qu'elle arrive en contrepoids d'une histoire très douce, celle d'un couple qui a vieilli dans la tendresse.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-25-12-12); Pathé Impérial, 2* (47-42-58-51); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

11* (43-57-50-51); Gaumont Opéra, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Jusqu'au bout du rêve de Phil Alden Robinson, avec Kevin Costner, Amy Madigan, James Earl Jones, Ray Liotta, Tim Lincecum, Gaby Hoffmann, Américain (1 h 48).

Parce qu'un soir d'orage une voix le lui a fermement conseillé, Ray Kinsella, fermier dans l'Iowa (Kevin Costner), rase son champ de maïs et construit un terrain de base-ball pour qu'un joueur légendaire disparu revienne de l'autre côté envoyer quelques balles dans les étoiles. Parce qu'il ne veut pas finir comme son père, qui n'a jamais pu réaliser ses rêves, Ray Kinsella part sur les routes à la recherche de son passé, les années 60, lorsqu'il était de toutes les fêtes, contre la guerre du Vietnam, ou contre le racisme. Un conte de fées pour adultes avec Bart Lancaster en guest star.

VO : Forum Horizon, handicapés, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Après une décennie de traversée du désert, René Féréret renoue avec la veine de *la Communion solennelle*. Il retrouve les paysages du Nord et revient à la chronologie d'une famille, la siennne. D'un sacrement à l'autre, le cinéaste porte à l'écran la plus intangible des matières: la mémoire.

Forum Arto-en-Ciel, handicapés, 1* (40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-58-51); Pathé Hautes-Seines, 3* (44-33-78-38); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Attend-moi au ciel de Antonio Mercero, avec Pepe Soriano, José Sacristán et Sara U, Chus Lampreave, Espagnol (1 h 34).

Aventures et mésaventures d'un brave commerçant de Madrid qui, étant le son de Franco, se voit enlevé et obligé de remplacer le Catullo vieillissant dans son travail de relations extérieures. Les histoires de sonse font les meilleurs qu'il procède, donc les meilleurs vandeuvres. Moins sign que *To be or not to be* ou le *Diot*, le satire est pourtant efficace parce qu'elle arrive en contrepoids d'une histoire très douce, celle d'un couple qui a vieilli dans la tendresse.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-25-12-12); Pathé Impérial, 2* (47-42-58-51); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Aléa, 14* (43-57-50-51); Miramar, 14* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Cookie

de Susan Seidelman, avec Peter Falk, Dianne Wiest, Américain (1 h 32).

Les retrouvailles explosives d'un ancien mafieux new-yorkais (Peter Falk) avec sa fille, une punkette insoumise. Moins réussi que *Recherche Suzanne désespérément*, mais moins raté que *Making Mr. Right*, le nouveau film de Susan Seidelman confirme le talent d'un phénomène, Emily Lloyd, la petite peste de *Too Much*.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); U.G.C. Opéra, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Gobelins, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); Pathé Hautes-Seines, handicapés, 3* (44-33-78-38); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); Pathé Hautes-Seines, handicapés, 3* (44-33-78-38); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Après une décennie de traversée du désert, René Féréret renoue avec la veine de *la Communion solennelle*. Il retrouve les paysages du Nord et revient à la chronologie d'une famille, la siennne. D'un sacrement à l'autre, le cinéaste porte à l'écran la plus intangible des matières: la mémoire.

Forum Arto-en-Ciel, handicapés, 1* (40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-58-51); Pathé Hautes-Seines, 3* (44-33-78-38); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Attend-moi au ciel de Antonio Mercero, avec Pepe Soriano, José Sacristán et Sara U, Chus Lampreave, Espagnol (1 h 34).

Aventures et mésaventures d'un brave commerçant de Madrid qui, étant le son de Franco, se voit enlevé et obligé de remplacer le Catullo vieillissant dans son travail de relations extérieures. Les histoires de sonse font les meilleurs qu'il procède, donc les meilleurs vandeuvres. Moins sign que *To be or not to be* ou le *Diot*, le satire est pourtant efficace parce qu'elle arrive en contrepoids d'une histoire très douce, celle d'un couple qui a vieilli dans la tendresse.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-25-12-12); Pathé Impérial, 2* (47-42-58-51); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

dans l'univers labyrinthique de ce pays mystérieux et apprend à se connaître lui-même. Jean-Hugues Anglade prouve la diversité de son talent et Alain Corneau, manifestement fasciné par l'Inde, se révèle un cinéaste-poète plein de finesse.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); U.G.C. Opéra, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Gobelins, 12* (43-57-50-51); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); Pathé Hautes-Seines, handicapés, 3* (44-33-78-38); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Un homme exilé en Australie depuis vingt ans regagne sa Belgique natale pour sauver l'entreprise familiale. Le second long métrage d'un réalisateur belge avec une distribution européenne. Le tout est de la faire prendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-36); Pathé Hautes-Seines, handicapés, 3* (44-33-78-38); U.G.C. Roubaix, 3* (45-74-94-04); U.G.C. Nanterre, 12* (45-82-16-16); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51).

VF : Saint-Léger-Paillard, 3* (43-57-35-43); Paramount Opéra, handicapés, 3* (47-42-58-51); U.G.C. Gobelins, 12* (43-36-23-44); Images, 10* (45-22-46-01).

Après une décennie de traversée du désert, René Féréret renoue avec la veine de *la Communion solennelle*. Il retrouve les paysages du Nord et revient à la chronologie d'une famille, la siennne. D'un sacrement à l'autre, le cinéaste porte à l'écran la plus intangible des matières: la mémoire.

Forum Arto-en-Ciel, handicapés, 1* (40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-58-51); Pathé Hautes-Seines, 3* (44-33-78-38); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

Attend-moi au ciel de Antonio Mercero, avec Pepe Soriano, José Sacristán et Sara U, Chus Lampreave, Espagnol (1 h 34).

Aventures et mésaventures d'un brave commerçant de Madrid qui, étant le son de Franco, se voit enlevé et obligé de remplacer le Catullo vieillissant dans son travail de relations extérieures. Les histoires de sonse font les meilleurs qu'il procède, donc les meilleurs vandeuvres. Moins sign que *To be or not to be* ou le *Diot*, le satire est pourtant efficace parce qu'elle arrive en contrepoids d'une histoire très douce, celle d'un couple qui a vieilli dans la tendresse.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-25-12-12); Pathé Impérial, 2* (47-42-58-51); 14 Juliette Beaugrenelle, 12* (43-57-50-51); Gaumont Parnasse, 12* (43-57-50-51); Gaumont Convention, 12* (43-57-50-51).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard, Bénédicte Mathieu et Thomas Sotinel.

Un coup de foudre. Et tout peut arriver...

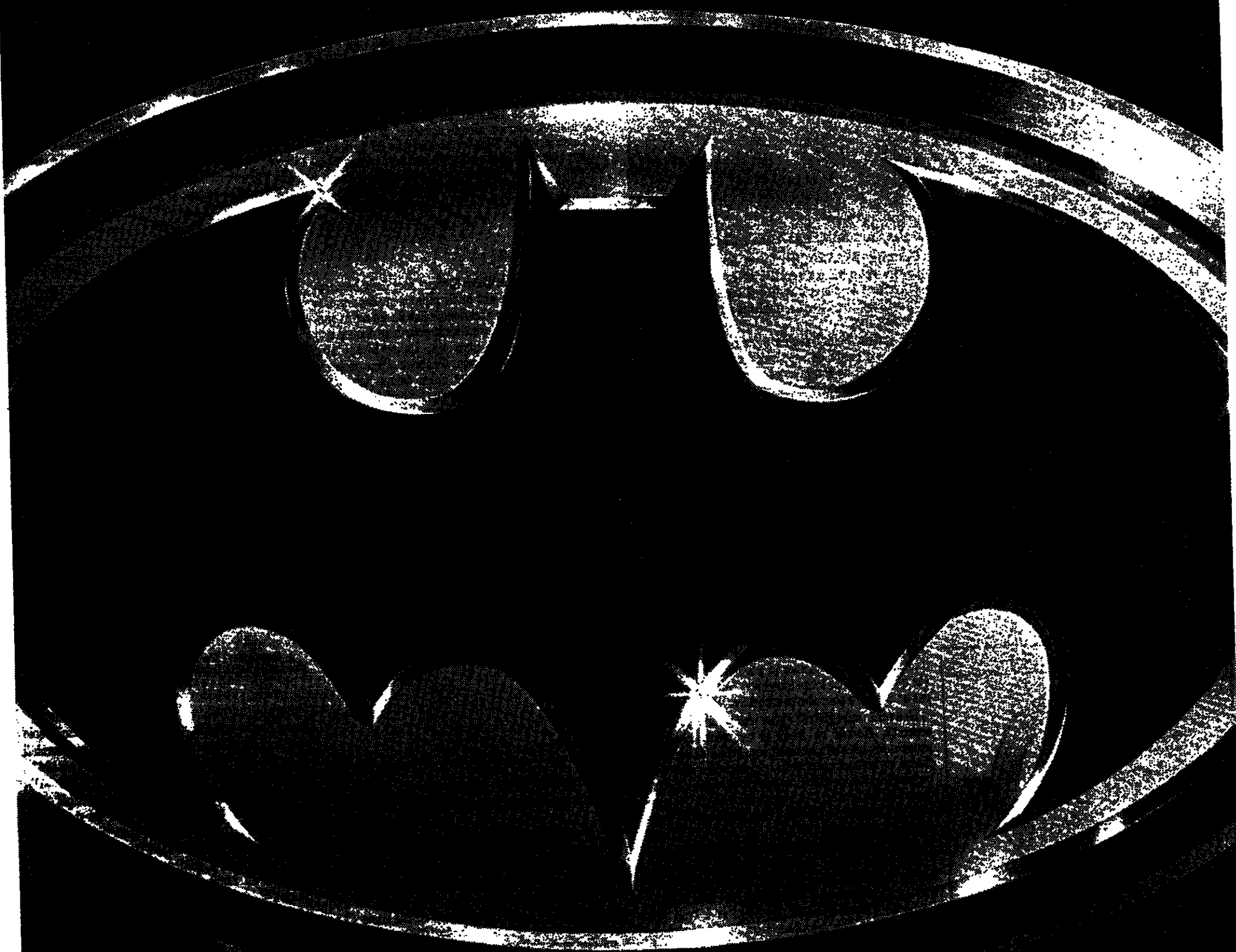
Cousins

PARAMOUNT présente un film de JAMES HAMILTON. WILLIAM ALLIN en tant que JIM SCHUMACHER. "COUSINS" de JIM SCHUMACHER. WILLIAM ALLIN, SEAN YOUNG, WILLIAM BETHUNE, NORA ALFARO, LINDA BARTOLINI, ROBERT GROWN, RALPH ROSS, A.S.C. GEORGE GROMAN, STEPHEN METCALFE, WILLIAM ALLIN. "COUSINS" de JIM SCHUMACHER.

صحن من العمل

Le Monde • Jeudi 14 septembre 1989 29

JACK NICHOLSON • MICHAEL KEATON



BATMAN

AUJOURD'HUI

WARNER BROS. GUBER-PETERS COMPANY TIM BURTON JACK NICHOLSON MICHAEL KEATON KIM BASINGER "BATMAN" ROBERT WUHL PAT HINGLE BILLY GEE WILLIAMS MICHAEL GOUCH JACK PALANCE RAY LOVEJOY ANTON FURST
PRINCE DANNY ELFMAN BENJAMIN MELNIKER MICHAEL USLAN CHRIS KENNY BOB KANE DC COMICS SAM HAMM SAM HAMM WARREN SKAAREN JON PETERS PETER GUBER
TIM BURTON

70 MM
DOLBY

VO : GAUMONT AMBASSADE - UGC BIARRITZ - GEORGE V - FORUM HORIZON - LE BRETAGNE - VF : PARAMOUNT OPERA - GAUMONT OPERA

VO : GAUMONT AMBASSADE - UGC BIARRITZ - UGC ODEON - PUBLICIS ST-GERMAIN
GAUMONT LES HALLES - UGC MAILLOT - ESCURIAL PANORAMA - LA BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREVELLE
VF : GRAND REX - GEORGE V - UGC MONTPARNASSE - PATHE MONTPARNASSE - GAUMONT ALESIA - PATHE WEPLER
NATION - GAMBETTA - UGC LYON BASTILLE - UGC Gobelins - UGC CONVENTION - SAINT LAZARE PASQUIER
ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PERIPHERIE

MUSIQUES

« BENVENUTO CELLINI » A LYON

Berlioz pris au mot par les Anglais

Neuvième édition du Festival Berlioz. La surprise d'une version de *Benvenuto Cellini* inédite en France. A la fin de sa vie, Berlioz avait exprimé sa préférence pour un format réduit et une formule opéra-comique. Les musicologues anglais n'ont pas voulu le contrarier.

BENVENUTO CELLINI s'inspire des *Mémoires* du célèbre orfèvre florentin, ce n'est donc pas un opéra comme les autres. On le fit cruellement sentir à Berlioz le soir de la création, à l'Opéra de Paris, en septembre 1838. Les démentis d'un artiste fantasque du début du dix-neuvième siècle avec le pouvoir pontifical n'étaient pas de nature à intéresser un public guère porté à l'idéalisme et qui voyait d'un mauvais œil les héros que la jeune génération romantique avait formés à son image.

Plus tard, quand les idéaux de 1830 furent entrés dans les mœurs, il ne parut plus du tout insensé de transporter sur une scène d'opéra des compositeurs (Hans Sachs chez Wagner, Palestrina chez Pfitzner, Mozart et Salieri chez Rimsky), des poètes (Clément Marot chez Messager, Shakespeare chez Ambroise Thomas, André Chénier chez Giordano) ou des peintres (Matthias Grünewald chez Hindemith). En ce domaine, l'opéra de Berlioz avait ouvert la voie. Mais il semble que la paternité du projet revienne à Alfred de Vigny avec lequel le compositeur était fort lié à cette époque. Le poète, qui, dans *Stello* (1832), avait montré à travers les morts tragiques de Gilbert, Chatterton et Chénier que les artistes sont les victimes désignées de l'indifférence du pouvoir en place, ne pouvait qu'être séduit par les *Mémoires* de Benvenuto Cellini, dont la traduction venait de paraître. Et c'est lui, semble-t-il, qui conseilla à Berlioz de le lire pour y trouver un sujet d'opéra radicalement différent de ceux que confectionnait alors Eugène Scribe pour Meyerbeer, Auber ou Halévy.

Vigny, avec la collaboration d'Auguste Barbier, rédigea un projet assez audacieux en quatre actes ; les relations orageuses de Cellini avec ses rivaux et avec le pape formaient la matière principale. Ce livret fut, bien entendu, refusé par la direction de l'Opéra de Paris. Tournant alors leurs espoirs vers la Salle Favart, Berlioz et ses librettistes allégèrent la conception originale pour en faire un opéra-comique où les dialogues parlés remplaceraient les récitatifs. La proposition se heurta à nouveau à une fin de non-recevoir.

Les choses en seraient restées là si un article particulièrement fantaisiste de Berlioz, narrant les aventures du ténor Rubini à Calais (paru dans la *Gazette musicale* en octobre 1834), n'avait attiré l'attention du rédacteur en chef du *Journal des débats*, qui le reproduisit et fit de cette publication le point de départ d'une collaboration régulière - qui dura trente ans. Le *Journal des débats* était l'organe officiel du gouvernement, et la famille Bertin, qui le dirigeait, avait ses entrées partout. La nomination à l'Opéra d'un nouveau directeur, Duponchel, et l'association d'un second librettiste, Léon Wailly, proche du pouvoir également, facilitèrent notablement l'avancement du projet et son acceptation du bout des lèvres. *Benvenuto Cellini* redevenait un grand opéra - mais en deux actes seulement - avec récitatifs.

Au fil de sa métamorphose progressive en opéra-comique, l'intrigue s'était allégée. Le fond restait sérieux, mais des éléments cocasses devaient le rendre plus attrayant. « Si j'ai du succès, écrivait pourtant



« Si j'ai du succès, il sera scandaleux et violent ».

Berlioz à sa sœur Adèle, ce sera un succès scandaleux et violent à cause du sujet même de ma pièce et des intentions satiriques qu'elle contient. » La première fut en effet scandaleuse et violente, mais l'hostilité visait autant l'œuvre, trop singulière, que les protections officielles qui, paradoxalement, avaient permis qu'on montre sur la scène de l'Académie royale de musique comment les puissants et les médiocres finissent par s'incliner devant le génie triomphant d'un artiste non conformiste. Tout cela traité dans un style et sous une forme qui rompaient avec les habitudes de ce temple de la routine.

Devant cet échec aussi compréhensible qu'immérité, Berlioz tenta loyalement d'expurger de sa partition ce qui rebutait trop les auditeurs. Rien n'y fit. Et, après quatre représentations, l'ouvrage ne reparut plus au palais Garnier avant 1972. Entre-temps, Liszt l'avait fait représenter à Weimar en 1852 et, devant l'accueil mitigé du public, avait suggéré quelques transformations à Berlioz, qui les réalisa volontiers. L'idée était de resserrer l'action (et la partition) ; de transformer notamment les deux tableaux du second acte en un seul pour former l'acte 3, tandis que les deux tableaux du premier acte original étaient baptisés actes 1 et 2.

Sous cette répartition en trois actes, *Benvenuto Cellini* fut encore l'objet d'une cabale à Londres en 1853, mais s'imposa ensuite à Weimar et connut quelques succès en Allemagne. C'est avec la version de Weimar qu'on inaugura en 1913 le Théâtre des Champs-

Elysées et qu'on a fêté sa réouverture l'an dernier. Entre-temps, la présentation au Festival Berlioz, en 1982, à Lyon d'une version plus proche de celle de la création avait pourtant démontré que l'œuvre avait perdu dans cette révision en vraisemblance et en contenu musical. Après ce salutaire retour aux sources, le Festival Berlioz a jugé opportun de donner cette année la parole à ce qu'on pourrait appeler l'école musicologique anglaise. Elle respecte les intentions exprimées par Berlioz dans plusieurs lettres écrites à la fin de sa vie : transformer *Benvenuto Cellini* en opéra-comique avec dialogues parlés.

C'est sous cette forme que l'ouvrage fut d'ailleurs repris à Covent Garden en 1966, puis enregistré sous la direction de Colin Davis en 1972 (1) et récemment donné au Mai musical florentin. La production lyonnaise bénéficiera des dernières retouches que le musicologue Hugh Mac Donald a apportées à son travail de reconstitution pour l'édition Bärenreiter (à paraître en décembre prochain). Les metteurs en scène, Patrice Chaurier et Moshé Leiser, tenaient en outre, après leur travail sur les *Trois Troyens* l'an dernier, à cette version opéra-comique qui leur permet de mieux cerner le rythme dramatique. D'accord en cela avec le chef d'orchestre, John Nelson, qui travaille chaque jour avec eux et les chanteurs depuis la mi-août.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Un coffret de trois disques compacts Philips 416 955-2.
* Les 16, 20, 23, 28 septembre, 20 h 30, le 1er octobre, 16 heures, auditorium Maurice-Ravel.

SÉLECTION PARIS

Vendredi

Schubert

Symphonie n° 5

Chostakovitch

Symphonie n° 8

Orchestre symphonique de Chicago.

Sir Georg Solti (direction).

La venue de l'Orchestre de Chicago est toujours un événement et une grande leçon de professionnalisme pour nos orchestres, même si l'on peut parfois regretter sa virtuosité un peu extérieure, son brillant excessif. Sir Georg Solti va bientôt laisser sa place à Daniel Barenboim, à un chef aux qualités exactement contraires aux siennes. Solti dirige avec une autorité, une précision rythmique assez étonnantes. Un curieux mélange de sécheresse et de sentimentalité qui trouvent leur meilleur emploi dans le répertoire lyrique et dans les œuvres symphoniques spectaculaires (il est plus à l'aise dans Richard Strauss ou Tchaïkovski que dans les symphonies de Mozart, de Schubert ou de Brahms). Solti a justement inscrit la *Cinquième Symphonie* de Schubert à son programme... et la *Huitième* de Chostakovitch (son chef-d'œuvre symphonique avec la *Dixième*). Une symphonie qui s'ouvre par un déchirant adagio de plus de vingt minutes. Bloc de granit seulement comparable au finale de la *Neuvième* de Mahler. Solti y sera à son aise.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 46-83-88-73.

Samedi 16

Stravinsky

8 Miniatures instrumentales

2 Poèmes de Rimski

3 Poèmes de la lyrique japonaise

Concertino pour 12 instruments

Webster

2 Lieder op. 8

4 Lieder op. 13

Hindemith

Kammermusik n° 3 op. 38

Poulenc

Le Bal masqué

Catherine Nagel (soprano), Gilles Cachemille (baryton), Pierre Strack (violoncelle), Ensemble InterContemporain, Ingo Metzmacher (direction).

Poulenc au programme de l'InterContemporain ? Un événement auquel l'ensemble de Pierre Boulez ne nous avait guère habitués.

Luxembourg, Abbaye de Royaumont, 20 h 45. Tél. : 30-36-30-16. Location Fondation Royaumont, Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Lundi 18

Brahms

Requiem

Orchestre symphonique de Hambourg.

Chœur et solistes.

Georges Prêtre (direction).

Georges Prêtre peut s'enorgueillir d'être l'un des rares

chefs d'orchestre français aux commandes d'une prestigieuse formation étrangère : l'Orchestre symphonique de Vienne. Un orchestre qu'il a amené récemment en tournée aux États-Unis qui lui ont réservé un accueil diaphanique. Prêtre ne vient pas à Paris avec son orchestre, mais avec l'Orchestre symphonique de Hambourg. Une formation dans la grande tradition allemande dont les interprétations de Brahms, Mozart, Haydn et Richard Strauss sont justement réputées.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 46-83-88-73.

Musique

Le Bal masqué

Catherine Nagel (soprano), Gilles Cachemille (baryton), Pierre Strack (violoncelle), Ensemble InterContemporain, Ingo Metzmacher (direction).

Poulenc au programme de l'InterContemporain ? Un événement auquel l'ensemble de Pierre Boulez ne nous avait guère habitués.

Luxembourg, Abbaye de Royaumont, 20 h 45. Tél. : 30-36-30-16. Location Fondation Royaumont, Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

RÉGIONS

Besançon

Toldra

Martin y Soler

Torino

Granados

Airs et mélodies

Teresa Berganza (soprano).

Orchestre de chambre de Zurich.

Edmond de Stoutz (direction).

Coupées du répertoire populaire, les cantatrices françaises chantent la mélodie française avec une précision assez souvent ridicule.

Le 15. Théâtre municipal, 20 h 30. Tél. : 81-61-62-80. De 55 F à 180 F.

Rimski-Korsakov

La Grande Pique russe

→

Pour les abonnés du « Monde »

A l'auditorium des Halles-Théâtre musical de Paris, des places au tarif « collectifs » pour un mini-festival de cinq concerts, jazz, classique et lyrique.

Enfouï à l'extrémité du Forum des Halles, tout près de la Vidéothèque de Paris, tout proche de l'église Saint-Eustache, l'auditorium des Halles-Théâtre musical de Paris est la salle parisienne la plus centrale, la plus facile d'accès, l'une des mieux conçues acoustiquement pour accueillir les petites formations. Le Châtelet en assure la programmation cette saison. Mélange des genres (du jazz au muséo-hall en passant par la baroque), horaires des concerts adaptés à l'affluence ambiante (de 19 heures à 21 heures)... Cette annexe du Châtelet devrait devenir un détour obligé pour les mélomanes.

D'entrée de jeu, les abonnés du *Monde* ont la possibilité de bénéficier des tarifs « collectifs » pour cinq concerts composant un mini-festival pluridisciplinaire, bénéficiant ainsi d'une économie de 15 %.

— Trevor Pinnock (récital de clavecin), le 18 septembre 1989, 110 F au lieu de 130 F.

— Michel Portal Unit (jazz), le 30 septembre 1989, 85 F au lieu de 100 F.

— Astor Piazzolla (bandonion), le 6 octobre 1989, 110 F au lieu de 130 F.

— Quartette de jazz Dom Salvador, le 7 octobre 1989, 85 F au lieu de 100 F.

— François Le Roux, baryton (récital de mélodies françaises), le 10 octobre 1989, 110 F au lieu de 130 F.

Soit cinq concerts pour un prix de 500 F.

Adressez votre chèque établi à l'ordre du Théâtre du Châtelet, joignez-y vos références (inscrites en haut à gauche du journal) en découvrant le coin de votre quotidien. Envoyez le tout au Théâtre du Châtelet, relations publiques, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris, en précisant le (ou les) concert (s) choisi (s) ainsi que le nombre de places correspondantes. Votre (vos) place (s) vous sera(ont) adressée(s) par la poste directement par le Châtelet.

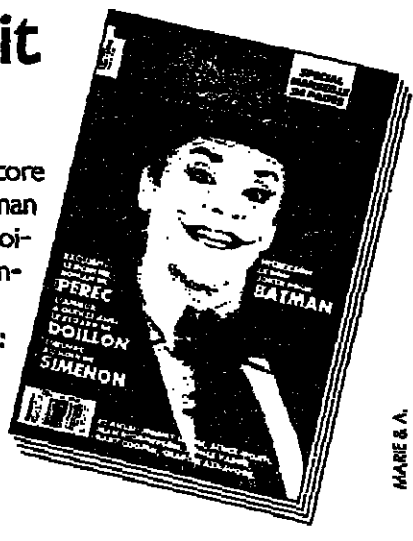
Les demandes pour Trevor Pinnock et Michel Portal Unit doivent parvenir avant le 21 septembre. Pour Astor Piazzolla, le Quartette de Dom Salvador et François Le Roux, avant le 29 septembre.

Dans Télérama cette semaine

Perec n'avait pas dit son dernier mot.

Sept ans après sa mort, Georges Perec s'amuse encore à nous faire des surprises, avec "53 jours" : un roman inédit dont Télérama vous fait lire un extrait. Articles, témoignages, jeux signés Perec... huit pages pour rendre hommage à cet ancien collaborateur de Télérama.

Egalement au sommaire de Télérama cette semaine : Georges Simenon, Howard Buten, Jeremy Irons pour son film *Australia*, Jacques Doillon, Batman et tous les super-héros, Venise, Serge Moati, Chateaubriand par Jean d'Ormesson, Charles Aznavour, Gary Cooper et Agnès Varda.



Télérama : l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC ROGER MIRMONT

Le blouson doré de la Comédie-Française

Piébélen, paillard, Roger Mirmont campe, dans la *Célestine* mise en scène par Antoine Vitez, un valet retors et jovial au côté de Jeanne Moreau. Il est depuis deux ans pensionnaire à la Comédie-Française, on le découvre.

L a la dégaine souple d'un chat sauvage qui a appris à caresser ses maîtres dans le sens du poil, mais n'a, au fond, rien de domestiqué de ses instincts. Au côté du Parmeno plus fragile, plus aristocratique incarné par Jean-Yves Dubois, ange détourné du Bien par la diabolique Célestine, Roger Mirmont est Sempronio, valet piébélen, mais un peu blouson doré, comme son maître Calixte. Sempronio, c'est la sève montante, dangereuse du sexe, et d'une classe pas encore née. Athlétique, un peu Méphistophélès, tel que l'a souhaité Antoine Vitez, un metteur en scène que Roger Mirmont, *a priori*, n'était pas destiné à rencontrer.

C'est Jean Le Poulain qui, il y a deux ans, l'a appelé à la Comédie-Française. Les deux hommes s'étaient rencontrés quand Roger Mirmont jouait *Mayflower*, *Fête de Broadway*, mis en scène par Pierre Mondy... bref, un répertoire du côté du comique et des théâtres privés. Puis Jean Le Poulain est entré au Français que Mirmont ne fréquentait pas, dit-il, et ils se sont perdus de vue. Jusqu'au jour où Le Poulain a proposé à Mirmont d'entrer dans la maison de Molière pour y retrouver Pierre Mondy, jouer *Monsieur de Pourcègnac* de Molière, *Monsieur Chasse de Feydeau*. « Je le remercie éternellement. » Car, pour le poulbot du théâtre - Mirmont a débuté à neuf ans, - pour le comédien « au parcours en zigzag », plus familier des « salles pourries, des loges crasseuses » que des lambris dorés, la Comédie-Française était un mythe : « J'y retrouvais Aumont, Roussillon, les références théâtrales de ma postadolescence. »

Roger Mirmont ignore si, pour lui, ce fut un bonheur, ou un malheur, que de débiter encore enfant sur les planches. Au Théâtre d'art de Bordeaux, il a joué le *Malade imaginaire* à treize ans, puis, la mme-venne, il a dansé, chanté, dans des opérettes. Monté à Paris pour « faire l'acteur », il a été recalé au Conservatoire, et s'est retrouvé danseur, et homme nu dans *O Calcutta*. Il joue, dans le privé, des rôles aux couleurs sautillantes, comiques, des pièces de Victor Hain, Jean-Michel Ribes, Pierre Laville. Il tâte à l'écriture : « Dans le genre café-théâtre, je ne suis pas un auteur, sinon ça se saurait... Dans On vous écrit, avec Mario Dalba, on a fait des variations sur des comédiens en train de passer une audition, et on a mis tout ce qu'on savait faire : chanter, danser. L'arrière était plus prétentieux, incompréhensible. J'ai voulu parler de l'homme et de son double, du B.A. Ba de la psychothérapie, j'en avais fait une, j'étais passionné. »

Energique, un peu broillon, Roger Mirmont n'est pas un intellectuel. Il le sait, parle de sa « pauvre culture », avoue lire peu de pièces de théâtre, car il a besoin du plateau pour que les mots, les sentiments ne lui restent pas une abstraction. Racine lui fut longtemps étranger. Il sait très bien, encore, qu'il a mené sa carrière de comédien en passant des « arbres de Noël » à la *Mémoire apprivoisée*, comme je le faisais à Bordeaux ». Au cinéma, au théâtre, s'il a conservé certains bons souvenirs, il parle, sans les citer, des rôles qui lui ont fait « mal à la tête », parce qu'il ne s'y sentait pas bien. « Mais tout est important, le bon



« Vitez sait voler la vérité des acteurs ».

comme le mauvais, et, en disant cela, je ne me réfugie pas derrière un écran de fumée. L'éclectisme de mon parcours m'a permis de sélectionner par le négatif. Un jour, une amie m'a dit, parlant de son mari : « Il a su tout de suite où était son buisson d'épines. » Moi j'ai mis du temps, mais j'ai décidé de redresser la barre, de ne plus aller où ça me faisait mal... »

Jamais la route de Roger Mirmont n'a croisé celle des metteurs en scène qui, dans les années 70, se sont imposés dans le paysage français, du côté des théâtres subventionnés. « Refus de l'embrigadement, allégua-t-il... ça n'empêche pas ce que je nomme mon humilité pugnace. A la Comédie-Française, on se rend compte que l'on n'est rien, car avant, et après vous, chaque rôle appartient à tant d'autres acteurs. Il ne s'agit pas d'être le meilleur, mais au mieux de ce qu'on peut être. Le bonheur du jeu, c'est de réconcilier le corps et l'esprit. Tous les soirs, c'est à reconquérir, car l'équilibre est fragile entre le jeu et le surjeu, le moment recréé et la reproduction plate. »

Lui qui dit aimer Bergman, Woody Allen, l'humour anglo-saxon grinçant sur fond de drame, rêver de rejouer le *Malade imaginaire*, il a rencontré, avec Sempronio, un rôle qui lui a permis de donner une autre mesure de lui-même, une couleur comique et sombre, avec une vitalité enfin canalisée. « Pas de second degré », m'a dit Vitez, qui m'a prévenu : « Je n'ai pas d'humour. » C'est faux. Il a un humour bien à lui, il suffit de le voir faire des propositions de jeu.

Il m'a parlé, pour Sempronio, de Méphistophélès, du music-hall, donné des images. Un jour il m'a vu assis, en train de me gratter la tête. « Voilà, Sempronio, c'est ça », m'a-t-il dit. Il sait voler l'inconscient, la vérité des acteurs. Sa façon de travailler est assez proche de celle du cinéma, où l'on vous dit qu'un plan est bon quand la caméra vous vole un instantané. »

Roger Mirmont ignore encore quel pain il mangera après la *Célestine*, dans quels rôles on le distribuera. S'il est inquiet, apparemment, sur ses capacités à passer enfin, à quarante ans, une autre étape, l'incertitude sur ses rôles à venir le gêne peu, il a confiance : « Je ne suis pas, en la matière, mon meilleur conseiller. » De Sempronio, il aime cette phrase, il la cite sans cesse en réponse à son fils de trois ans qui l'assaille de « Pourquoi ? » : « Poser une question dont on connaît la réponse ou donner la réponse quand on l'ignore me paraît également erroné. »

ODILE QUIROT.

* La *Célestine* de Fernando de Rojas, au Théâtre national de l'Odéon. Voir renseignements pratiques ci-contre.

SPECTACLES NOUVEAUX

L'Avare
de Molière,
mise en scène
Pierre Franck,
avec Michel Bouquet,
Juliette Carré,
Charles Gonzales,
Jean Arnold,
Gilles Gaston-Dreyfus,
Frank-Olivier Bonnet,
Sébastien Floche
et Jacques Buron.

Hier malade imaginaire, aujourd'hui Harpagon : Michel Bouquet n'en finit pas d'habiter, pour notre plus grand plaisir, les passions des grands caractères peints par Molière. En avare amoureux de sa cassette mais, peut-être, plus encore de la jeunesse, il jongle avec les teintes subtiles du drame et de la comédie, s'efforce de placer des gestes de rien, des regards de biais qui laissent prévoir une malice. Il nous conduit, dans une mise en scène resserrée, tout droit au bord du gouffre.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. A partir du 16 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 2 h 05. De 20 F à 200 F.

L'Avare
de Molière,
mise en scène
de Jean-Paul Roussillon,
avec Michel Bouquet,
Juliette Carré,
Charles Gonzales,
Jean Arnold,
Gilles Gaston-Dreyfus,
Frank-Olivier Bonnet,
Sébastien Floche
et Jacques Buron.

La mise en scène de Jean-Paul Roussillon, sociétaire honoraire qui ne craint pas les chemins buissonniers hors les murs - il a joué Tilly, Yasmina Reza, Robert Pinget et Thomas Bernhard - aura vingt ans cette année : un record de longévité, digne du répertoire défendu par la Comédie-Française.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. A partir du 16 septembre. Les soirées, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F.

La Célestine
de Fernando de Rojas,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec Lambert Wilson,
Valérie Dréolle,
Roger Mirmont,
Jeanne Moreau,
Christine Fersen,
Jean-Yves Dubois,
Elizabeth Cartoux,
Catherine Ferran,
Muriel Mayette
et Jean-Luc Boutté.

Sur les escaliers terribles - entre deux et enfers - dessinés par Iannis Kokkos pour la Cour d'honneur du Palais des papes à Avignon, où le spectacle fut créé, Jeanne Moreau invente une Célestine gaillarde, encore pleine d'une sève que les ans n'ont pas tarie, hors de tous les poncifs de ce personnage mythique du drame espagnol. C'est le récit proliférant d'un monde sans pitié, où le désir s'écoule de toutes parts, mais tue. Ses héros sont une entremetteuse, des truands, des prostituées, un noble père, qui trompe sa fille par amour fou pour un Rameo aux appétits dévorants. Antoine Vitez, d'Avignon à Paris, a réduit la durée de son spectacle de cinq à trois heures.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8^e. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 57 F à 180 F.

Charles IX
de Marie-Joseph Chénier,
mise en scène
de Jean-Louis Martin-Barthez,
avec Xavier Blanc,
François Boizengo,
Michel Caillaud,
Doris Cabanis,
Patrick Carlié,
Vincent Garabito,
Yveline Hemon,
Bernard Jousset,
Gérard Martel
et Christine Stribaldi.

Une des meilleures pièces de l'auteur le plus remarquable de la Révolution française : Charles IX, de Marie-Joseph Chénier, le petit frère du poète André ; certaines tirades annoncent Victor Hugo. Ce fut la première œuvre « de circonstance » créée en 1789, et le public ne s'y est pas trompé.

PLAGE DE LA LIBERATION
DE ROLAND FICHET
MISE EN SCÈNE : RENE LOYON
AU
THEATRE DE L'AQUARIUM
12 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE
43 74 99 61

Théâtre de la Bastille
Salle du bas
HELENE DELAVAU
LA REPUBLICAINE
du 15 au 30 septembre à 21h
dim. à 17h relâche lun. et jeu.
Salle du haut
TRIO FLAMMER / BARREAU / STOCHL
SYMPHONIE DECONCERTANTE
du 15 au 30 septembre à 19h30
dim. à 15h30 rel. lun. et mer. 27109
Réservations 43.57.42.14 76, rue de la Roquette 75011 Paris

THEATRE DE L'ATELIER
MICHEL BOUQUET
JULIETTE CARRÉ
CHARLES GONZALES
JOHN ARNOLD
GILLES GASTON-DREYFUS
L'AVARE
de
MOLIERE
Mise en scène PIERRE FRANCK
Décor PACE - Costumes GABRIEL DU RIVAU
FRANCK-OLIVIER BONNET
JULIETTE MAILHÉ
CLOTILDE COURAU
SEBASTIEN FLOCHE
JEAN-JACQUES GIRY
PASCAL FONTAINE - FRANCIS SCHUHMACHER
JACQUES BURON

à la Grande Arche
de la Défense
la traversée de PARIS
Arrivée le 31 décembre 1989

THÉÂTRE

qui assimila d'instinct les héritages de Charles IX et celles de Louis XVI, de Catherine de Médicis et de Marie-Antoinette. A suivre, avec, plus tard en octobre, cinq autres curiosités de l'époque.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14^e. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-89-39-68. Durée : 1 h 45. De 35 F à 80 F.

La Croisade

avec Steven Wozan et Corine Soen.
Le Festival du théâtre de geste, toujours : un ange timide et maladroit rencontre une femme le soir de son anniversaire et l'entraîne dans une ronde nocturne autour de l'éternelle question : « Qui sommes-nous ? »

Amazilia de Paris, 110, rue des Amazières, 20^e. A partir du 19 septembre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 80 F et 90 F.

La Folle Journée ou le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Sauter, Geneviève Casile, Alain Pralon, Dominique Rozan, Catherine Sabrier, Dominique Costantini.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la Comédie-Française depuis sa nomination comme administrateur général. Dans le décor d'un parc, en automne, un imbroglio galant à l'ombre grandissante de la Révolution. Une folle journée qu'Antoine Vitez a voulu tout à la fois comédie gaie, insouciance et « grave satire de la politique et des mœurs ». Lors de la création, en mars dernier, l'harmonie n'était pas entière.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. A partir du 15 septembre. Les lundis et vendredis à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

La Machine infernale

de Jean Cocteau, mise en scène de Jean-Marie, avec Françoise Fabian, Caroline Cellier, Olivier Brasseur et François Lemaire.

Comptons sur Jean-Marie, la Bête de la Belle, dont le

nom est indissociable de celui de Jean Cocteau, pour faire revivre l'enchantement de cette curieuse Olympe où l'ironie rivalise avec le surréalisme, l'argotique avec le littéraire, Sophocle avec l'anachronisme.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 8^e. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-88-26-78. 15 h 30. Tél. : 42-88-26-78.

Michélet ou le Don des larmes

de Michélet, mise en scène de Simone Benmussa, avec Béatrice Dautin, Catherine Héglot, Gérard Giroudon, Yves Guez et Roland Barthe.

La Révolution française, encore et toujours, mais cette fois vue par un des hommes les plus passionnés et les plus froids du dix-neuvième siècle : Michélet, écrivain, archiviste et professeur qui vécurent la Révolution comme une Passion, qu'il endura : par deux fois, il fut suspendu, pour raisons politiques, de sa chaire au Collège de France, en 1848, et en 1851. Pour traverser ce monde de visionnaire, Simone Benmussa s'est entourée d'acteurs formidables.

Théâtre national de l'Odéon, petite salle, 1, place Paul-Claudel, 6^e. A partir du 19 septembre. Du mardi au dimanche à 18 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 h 20. De 40 F à 80 F.

Moi, Feuerbach

de Tankred Dorst, mise en scène de Stephan Meldegg, avec Robert Hirsch, Alain Frumiger et Paulette Frantz.

Solitude, folie et toute-puissance de l'imagination : l'écrivain allemand Tankred Dorst (Toller) excelle dans l'évocation d'un univers théâtral et d'un comédien au chômage qui, n'ayant personne à incarner, croit à être plus personne... Gageons que Robert Hirsch excellera lui aussi dans son rôle d'historien au lourd passé psychiatrique, d'homme vieillissant et idéaliste, luttant pied à pied contre ses ombres.

La Bruyère, 5, rue la Bruyère, 8^e. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-78-99. Durée : 1 h 50. De 80 F à 180 F.



MAIRE ENSEMBLE

Le flamboyant des Caraïbes, le poète rebelle et visionnaire, celui qui fit don d'un feu noir tout neuf à la vieille langue d'ici, l'ami des surréalistes, entre-tisse, dans *Une saison au Congo*, les sinuosités de la politique et les qualités particulières de la culture africaine. Le Festival d'Avignon, l'événement, lui a rendu hommage. La pièce du tribun et député de la Martinique inaugure la saison de Théâtre national de la Colline.

Le Peste

d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10^e. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-00-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

Sade-Concert d'enfers

d'Enzo Corniani, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Benveniste, Nathalie Corde, Jean Desarmen, Arlene Fazzari, Monica Florio, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milou et Claude Morin.

La dernière pièce, parue aux Editions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Corniani, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, *l'Œil de la bête* - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la *Mouette* dans la mise en scène de Konchalovsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route de Champ-de-Manceuvre, 12^e. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kriakowski et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, qui, décidément, après son *George Dandin*, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

est, entre Talleyrand et Fouché, la nuit du 6 juillet 1815, trois semaines après Waterloo, promet de ne pas être morose.

Montparnasse, 31, rue de la Galté, 14^e. A partir du 19 septembre. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 250 F.

Temps

de Richard Harris, mise en scène de Philippe Ogouz, avec Anne Delaunay, Anne Jolivet, Elisabeth Margot, Madeleine Mouton, Charlotte Mouton, Virginie Ogouz, Gilles Saget, Annie Siliguet et Colette Talandier.

Neuf femmes en liberté se racontent, au rythme cadencé d'un cours de claquettes. Parmi elles, un homme, un peu perdu. Un auteur anglais à découvrir : Temps est la première pièce de Richard Harris jouée en France, elle a obtenu à Londres le Standard Award de la meilleure comédie en 1984.

Fantaisie, 10, rue Fontaine, 9^e. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-74-74-40. Durée : 2 h 15. De 125 F à 200 F.

Temps fort théâtre

avec Miro, Ghislain et Christian.
Un spectacle visuel inspiré des *Mille et Une Nuits* et influencé par le faste des miniatures persanes du XV^e siècle inaugure un mois et demi de Festival du geste, dont le corps silencieux de l'acteur est le héros.

Amazilia de Paris, 110, rue des Amazières, 20^e. A partir du 13 septembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 80 F et 90 F. Dernière représentation le 16 septembre.

Une saison au Congo

d'Alioum Cissé, mise en scène de Mohamed Elmaghrabi, avec Valérie Benguigui, Catherine Cécile, Sylviane Enelade, Michel Hermoso, Michel Moreau, Elie Pennequin, Pierre Pory, Lisette Salomon et Jacky Supert.

Révolution, coups d'Etat, intrigues des politiciens, manœuvres des grandes puissances : en une fresque épique et tonique, jallouement par jallouement, le poète antillais Aimé Césaire donne chair à « l'Afrique au temps du vertige des indépendances reconquises » et à vie à Patrice Lumumba, un des dirigeants les plus actifs du Mouvement nationaliste

congolais, arrêté en 1960, assassiné le 17 janvier 1961. Le théâtre de la Liberté ont créé ce drame sans municipalisme au Festival de Fort-de-France, en Martinique. (Voir notre photo légende)

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-96-43-90. Durée : 2 h 45. 100 F et 130 F.

SÉLECTION

Le Boucher

d'après Alain Bayou, mise en scène de Philippe Ogouz, avec Edouard Dron et Rula.

Sur l'affiche, un voluptueux. Un dessin de Boucher lascif à souhait. Plus les noms d'Eveline Drea, et de Rufus - que l'on a plébiscité l'habitude d'associer à une forme d'humour écolo, naïf, fondé sur la maladresse et la timidité. De quoi stimuler la curiosité.

Bataillon, 50, bd Voltaire, 11^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 10. De 80 F à 130 F.

Buffe

d'Howard Buten, mise en scène de l'auteur, avec l'auteur.

Un plaisir rare, à part : l'univers de Buffe, le petit personnage au cœur rouge sur la main, et parfois au nez écarlate créé par Howard Buten est si tendre, si cruel... Musicien, acrobate, danseur, l'auteur de *Quand j'aurai cinq ans, je m'ai tué* est de retour avec ses gestes maladroits et son cœur d'enfant. S'il est un rendez-vous de l'authenticité, c'est bien celui-ci.

Bataillon, 5, rue des Vignes, 10^e. Les mardis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. Durée : 1 h 10. De 80 F à 120 F.

L'Extrême

de Jean Larrigade, mise en scène de Jacques Rouy, avec Claude Piéplai, Evelyne Dandry et Roger Souza.

Il y a eu le conflit homérique entre Fénéclade et de Funis dans la *Chinoise au beurre*, qui n'est pas un film insoluble. Il y a la rivalité entre Claude Piéplai et Roger Souza à propos de petits fous à la crème ou au beurre. Quoiqu'il en soit, Claude Piéplai est un grand personnage.

Tristan-Bernard, 84, rue de Boucher, 8^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 45-23-08-40. Durée : 1 h 45. De 30 F à 180 F.

L'Ilusionniste

de Sacha Guitry, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Jean-Claude Brialy, Corinne Le Poulain, Alain Feytaud, Jean-Pierre Ravel, Virginie Benoit et Jacques Renard.

Dans son joli théâtre rouge et or, qui porte un nom à faire rêver, Jean-Claude Brialy s'efforce de redonner au Boulevard son panache, le brillant de l'esprit caustique. Alors il s'adresse à Sacha Guitry. Les auteurs susceptibles de l'égaler ne sont pas légion. Et puis, *l'Ilusionniste*, c'est un beau titre.

Bouffes parisiens, 4, rue Montgolfier, 2^e. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-96-80-24. Durée : 2 h 15. De 60 F à 230 F.

Lapin-Chasseur

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Marc Blier, Susan Carlson, Loretta Cavotta, Jacques Delplan, Jean Delavande, Sylvie Joubert, Jean-François Dismarville, Philippe Duguesne, Maurice Lamy et Alain Margoni.

Reprise du triomphe qui a terminé la saison à Chaillot. Du grand Deschamps, l'humour au bord du vide. Entre cuisine et restaurant, en attendant le client, c'est le calme qui précède la frousse. Imperturbables, ils jouent du piano ou de l'accordéon, lavent, éplacent, se croisent avec pertes et fracas et c'est insaisissable.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 10. De 80 F à 130 F.

Les Meilleurs Amis

de Hugh Whitmore, mise en scène de James Roscoe-Evans, avec Edouard Dron et Rula.

La nonne, l'humaniste et l'icône : trois personnages à priori peu faits pour s'entendre, mais cette amitié triangulaire réelle entre le directeur d'un musée de Cambridge, une religieuse bénédictine et Bernard Shaw d'un des années. Ils se sont écrit, beaucoup. Le trio qui aujourd'hui relève le gant à lui aussi le feu sacré.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 2 heures. De 80 F à 250 F.

Piège de la Libération

de Roland Fisher, mise en scène de Raul Luyon, avec André Calès, Annie Lamy, Yves Pary, Gérard Loris, Michel Chaigneau, Wright Glendon et Jocelyn Seltz.

Un auteur à découvrir, il n'a pas connu la seconde guerre mondiale mais brasse le souvenir et la mémoire, les vieilles haines entre résistants et collabos, tandis qu'il la guerre tout court a suscité la guerre économique et le repli sur les « valeurs » nationales. Roland Fisher écrit l'Histoire récente comme une tragédie, loin des trop commodes anthèmes, avec optimisme en quelque sorte. Quant à mettre en scène, René Luyon, il faut avoir l'œil sur lui.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route de la Pyramide, 12^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-80-61. Durée : 2 heures. De 30 F à 90 F.

Port-Royal

d'Henry de Montherlant, mise en scène de Raymond Gérôme, avec Simone Valère.

Claudine Ancelot, George Bruck, François Cadot, Louise Conty, Jean Donnelly, Anne Héglot, Patrick Depont, Brigitte El Bar et Yvette Ferréol.

Avec Montherlant, on est tranquille. On sait qu'on va entendre de nobles propos, des débats essentiels. On connaît ses positions plutôt rigoureuses sur la morale du sacrifice. Alors si on y va, c'est qu'on a choisi d'entendre ces nobles propos, de réfléchir sur ces débats essentiels.

Madame, 19, rue de Surcouf, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-57-08. Durée : 2 heures. De 65 F à 240 F.

Un bel homme nommé Balzac

d'après Balzac, mise en scène de Téo Spychalski, avec Jean Toretto, Paolo Darche, Nicolas Coudat, Sylvie Catherine Benoit, Carmen Jolia, Claude Lantier, Jean Thompson et Gabriel Accard.

Quand les Quabéons arrivent, en général, ça décoiffe. C'est l'éclatement de Balzac pour faire une sorte de farce décapante, façon *Noces chez les petits bourgeois* de Brecht. Tout au moins c'est ce qui apparaît dans leur présentation. On peut leur faire confiance. Leur maître, l'homme d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 9^e. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 43-44-57-04. De 85 F à 130 F.

RÉGIONS

Blois

Une Caravane : cinquième Festival de théâtre européen

Fin de la tournée qui a mené les habitants de ce village nommé construit autour de quatre chapiteaux-théâtres de Leningrad à Blois, en passant par Prague, Berlin, Copenhague, Varsovie. Ils sont tous du rendez-vous, le Licedei et Svoya Igra d'URSS, le Footsbar Theatre de Grande-Bretagne, le Teatro Nucleo d'Italie, l'Osmog Dnia de Pologne, le Cercle Peillies de Barcelone, le Divadlo Na Provazku de Tchécoslovaquie, la Compagnie du hasard de Blois. Fées ou clowns, cirque des relations humaines ou politiques, la Nuit du théâtre, le 16 septembre, les rassemblera tous.

A partir de 15 h 30. Jusqu'au 19 septembre. Pour des explications, 41000 Blois. Tél. : 54-74-44-26. De 15 F à 60 F.

ÉTRANGER

Gendève

Le Poisson Scorpion, de Nicolas Boudier, mise en scène de Maurice Pochon, avec Gérard Gallimard.

Un récit magique, envoûtant, une plongée dans un vertigineux voyage, un conte noir corréolé par aux éditions Gallimard. Gérard Gallimard, hier Dom Juan chez Roger Planchon, le petit marchand jelf du *Cabaret* de Jérôme Savary, comédien toujours fidèle au TNP de Villeurbanne, est un conteur épatant, un grand arpenteur de mots et d'imaginaires.

Nouveau Théâtre de Poche, 7, rue du Cheval-Blanc. Du 16 septembre au 25 octobre. Tél. : (01) 41-22-28-38-48. Location sur 28-37-58. Durée non communiée.

La sélection théâtre a été établie par : Odile Quétot.

M.C.93 BUBICNY

DOM JUAN

Maréchal Ardi

48 31 11 45
27 SEPT - 31 OCT

صلى الله عليه وسلم

ARTS

LES BATISSEURS DE CATHÉDRALES A STRASBOURG

Entre les hommes et Dieu

Un bilan, une synthèse, un tour d'horizon indispensables. Car, depuis l'exposition Viollet-le-Duc, en 1980, l'architecture gothique était retombée dans l'oubli réservé aux sujets trop complexes.

TROP complexe, le gothique l'est, précisément parce qu'il est empli par les interprétations de ses auteurs, mais aussi par toutes sortes de mythes trop visibles ou invisibles qu'il faudra un jour révéler, ordonner, comprendre dans les grandes largeurs. Un travail de longue haleine qui présuppose de moindres mouvements de mode chez les étudiants et historiens, tous oubliés ces temps-ci par le baroque, univers il vrai passionnant.

Strasbourg a heureusement assez à faire avec son gothique, depuis l'achèvement, il y a quelques mois, des travaux de restauration sur la façade de sa cathédrale, pour ne pas chercher ailleurs de grands sujets d'exaltation. La ville vient donc d'inaugurer - dans les plâtres et sans catalogue, ce qui nécessitera un retour - une passionnante et formidable exposition qui, autour de sa célèbre nef, naturelle cité de voûte d'un tel ensemble, aborde de front ce qui est longtemps apparu comme le plus vergeté des mystères : qui a construit les cathédrales ?

La commissaire général, Roland Racht, a demandé à Jérôme Habersetzer de « mettre en espace » un ensemble de documents, d'objets, d'images, dont le point commun est de n'avoir pas d'échelle commune mais qui font tous référence à cet infini grand vers quoi s'élevaient les cathédrales. Difficulté à laquelle s'ajoute bien sûr, notamment lorsque interviennent les vitraux, l'évocation d'une lumière d'essence divine. On pouvait à la rigueur s'en tirer par un fonctionnel strict. Les responsables ont opté pour un parti esthétique disons... un peu baroque, qui ajoute du piquant aux ogives.

Mais écoutons nos auteurs : « Le treizième siècle a vu naître les plus beaux monuments que l'Occident ait jamais connus : c'est le siècle des cathédrales puisqu'il a vu la construction des plus importantes, celles de Chartres, de Reims, d'Amiens, l'achèvement de celle de Paris et les débuts de celles de Strasbourg et de Cologne. Moment d'apogée s'il en fut : jamais on n'avait construit aussi grand et aussi haut. Ces monuments, érigés à l'aide de moyens financiers et matériels considérables, ne sont pas à l'échelle des hommes mais de leur foi. La cathédrale est la Jérusalem céleste et tout doit être mis en œuvre pour en faire la demeure lumineuse de Dieu ».

Inévitable héritage d'un Ruskin qui trouvait les mêmes accents devant les mêmes monuments, le lyrisme, et c'est là tout l'intérêt de cette exposition, trouve une formidable légitimité dans le travail de l'homme. Goethe et les romantiques n'avaient pas supporté cette dissonance entre le monument et l'homme. Ils s'étaient inventés un héros, Erwin von Steinbach, architecte qui fut en effet l'un des bâtisseurs de Strasbourg, mais qui incarne dès lors tout le génie et l'invention gothiques.

Le génie fut certainement présent, mais, dans la durée plusieurs fois centenaire de certaines constructions (Cologne ne sera achevée qu'au dix-neuvième siècle), il est difficile de lui attribuer de trop précises localisations humaines. « La personnalité de l'architecte, notent d'ailleurs nos auteurs, n'émerge dans la société civile qu'au treizième siècle, en se séparant des ouvriers et de l'appareilleur, chargé de transformer les plans d'édifices en épures et gabaris utilis-



Strasbourg : Alsacienne masquant le gothique.

bles par les tailleurs de pierre. Mais, depuis l'Antiquité, il était courant de qualifier Dieu ou le Christ d'architecte. C'était, notons-le au passage, un qualificatif plus amicalement utilisé que dans la dernière moitié de ce siècle-ci. « Ce double registre fait que l'architecte humain est en fait rarement représenté dans les enluminures où, quand il l'est, c'est sous la forme du maître tailleur de pierre ou du maître maçon au milieu des ouvriers ».

L'architecte des cathédrales est donc présent à Strasbourg à travers ses outils, son travail ou des dessins qui, pour les plus nombreux, sont plutôt des relevés réalisés en cours de construction, voire après chaque grande étape. Des relevés qui sont aussi d'immenses « cartes de visites », chefs-d'œuvre de plusieurs mètres de long parfois que l'homme de l'art emporta avec lui de ville en ville pour faire la preuve de son savoir-faire. Cependant, les documents qui permettent le mieux d'accéder au travail sur les chantiers sont les dessins techniques et surtout les recueils laissés par des architectes (comme Lorenz Lechler) ou des orfèvres (Schmittmayer) qui donnent des conseils pratiques, sans destination théorique. Un des clous de cette exposition, qui a aussi reçu de nombreux prêts d'Allemagne (Civitas Dei, Weiskronik), de Belgique (Histoire de Charles Martel), d'Angleterre (Vie de Saint Alban), est venu de la Bibliothèque nationale. Il s'agit du carnet de Villard de Honnecourt, clerc de la première moitié du treizième siècle, qui a associé à une curiosité dévorante pour l'architecture comme pour la sculpture, un dessin merveilleux et précis.

Les enfants, et le public qui recherche plutôt l'indolence et le plaisir immédiat de l'art et de la culture, se

passionneront pour ce que les commissaires ont regroupé sous le titre de « micro-architecture », sculptures, tabernacles, modèles, retables, reliquaires, tous ces éléments où se trouvent transposés les détails et l'esprit du gothique, devenus les motifs omniprésents d'une société, qui s'est donnée l'architecture comme première référence.

FREDERIC EDELMANN.

★ Le catalogue, qui devrait paraître dans la deuxième quinzaine du mois, réunit les contributions internationales des meilleurs spécialistes du gothique, ainsi qu'une étude détaillée des quelques deux cents œuvres exposées. Il donnera ainsi un aperçu sur les recherches les plus récentes dans un domaine qui n'a plus fait l'objet d'une synthèse depuis l'ouvrage classique de Du Colombier. Pour les renseignements pratiques, lire notre sélection page suivante.

NOUVELLES EXPOSITIONS

La calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Alfred Courmes

Vingt-cinq peintures, dont six des années 20 et 30, et quelques dessins d'un artiste inconnu, dont les images provocantes ne manquent pas de sel.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-13-32. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 13 septembre 1989 au 28 octobre 1989.

Daniel Dezeuze

Sans être une rétrospective, l'exposition, qui vient de Villeneuve-d'Ascq, réunit un important ensemble d'œuvres réalisées entre 1965 et 1989. On Daniel Dezeuze se montre toujours préoccupé par des problèmes d'espace, de perception des choses, de densité et de vide (voir photo légendée page suivante).

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris, 8^e. Tél : 42-82-80-82. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 19 h. Du 13 septembre 1989 au 29 octobre 1989. 10 F.

Serge Feret

On avait un peu oublié cet artiste d'origine russe qui fut très lié à Apollinaire. C'est donc une bonne idée de présenter un choix de ses œuvres, en particulier de la période cubiste. Une bonne idée aussi de saisir cette occasion pour évoquer la revue Les Soirées de Paris, que dirigeait le poète.

Galerie Michèle Heyraud, 78, rue Quincampoix, Paris, 3^e. Tél : 48-87-02-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Du 15 septembre au 21 octobre.

La Photographie subjective

Ni fonctionnelles, ni utilitaires, exemptes de réalisme

et de toute implication politique ou commerciale, deux cent vingt photos célèbrent l'image fixe comme un art autonome, et démontrent son aptitude à l'abstraction. Ces photos extraites de la collection d'Otto Steinert, étaient dans les expositions organisées en Allemagne dans les années 50.

Palais de Tokyo, 13, av. de Préfecture-Musee, Paris, 10^e. Tél : 47-23-38-23. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Du 13 septembre 1989 au 6 novembre 1989. 25 F (comprend l'ensemble des expositions).

Pierre Molinier

Métamorphosé, ascarié, les bien, transmuté, utilisant la photo et le photomontage comme moyen d'accès à ses fantasmes, ce peintre surréaliste a donné corps à des autoportraits sadomasochistes et provocants. Des inédits érotiques, tirés de sa main, ouvrent le nouvel espace de la galerie Uri et Orli.

Galerie Uri et Orli, 48, rue de Turenne, 2^e étage, atelier B. Paris, 3^e. Tél : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 h à 19 h. Du 18 septembre au 12 octobre.

Noël Paris Beaubourg

Quarante et une galeries des Halles, du Marais et du quartier Beaubourg font leur rentrée le 14 septembre en proposant un vernissage commun de 17 heures à 21 heures. Juste le temps d'en visiter quelques-unes selon l'humeur et les goûts de chacun.

Galerie des Halles-Beaubourg-Marais, Paris, 3^e. Du 17 h à 21 h, le 14 septembre.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. R. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08 T.L.J.		An 1 ^{er} 40, le premier restaurant islandais de Paris, 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 24 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 25 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 26 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 27 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 28 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 29 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 30 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 31 ^e 40, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 1 ^{er} 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 24 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 25 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 26 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 27 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 28 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 29 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 30 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 31 ^e 41, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 1 ^{er} 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 24 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 25 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 26 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 27 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 28 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 29 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 30 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 31 ^e 42, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 1 ^{er} 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 24 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 25 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 26 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 27 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 28 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 29 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 30 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 31 ^e 43, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 1 ^{er} 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 24 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 25 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 26 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 27 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 28 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 29 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 30 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 31 ^e 44, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 1 ^{er} 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 24 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 25 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 26 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 27 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 28 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 29 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 30 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 31 ^e 45, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 1 ^{er} 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 2 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 3 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 4 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 5 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 6 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 7 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 8 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 9 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 10 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 11 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 12 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 13 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 14 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 15 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 16 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 17 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 18 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 19 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 20 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 21 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 22 ^e 46, dîner, spécial de menu fin et poisson d'Islande, menu déjeuné à 95 F. Au 23 ^e
--	--	--

ARTS

Grenoble

Helmut Federle

Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris d'un Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 38000. Tél. : 79-54-09-82. Du 17 septembre au 20 novembre.

Nantes

Andreas Scholz

Le FRAC des Pays de la Loire a fait venir à Nantes et à Clisson les étranges tableaux d'un jeune artiste allemand qui joue sur l'ambiguïté d'objets inutiles, boules, cubes, pierres. Ce nostalgique de l'activité figurative de la peinture leur assure une très forte présence dans l'espace de grands formats.

Direction régionale des affaires culturelles, angle rue Richelieu - rue Stanislas-Baudry, Nantes. Tél. : 40-48-32-55. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé le samedi et le dimanche. Jusqu'au 18 octobre. FRAC des Pays de la Loire, Gare de Nantes, Gratin, Clisson. Tél. : 40-03-82-80. De 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 15 octobre.

Nancy

La vie en France autour de 1789

Tout ce qui a été peint pendant la Révolution est loin d'être la conséquence. Ce qui a été peint pendant la Révolution ne relève pas forcément du grand genre, et ne témoigne pas forcément de profonds bouleversements. A preuve l'exposition nancéienne, qui réunit quantité d'œuvres de petits maîtres, pastorales et scènes intimistes.

Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54004. Tél. : 83-37-43-01. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi matin et le mardi. Du 15 septembre au 20 novembre.

Rodez

Paul Klee

Ce peintre d'origine hongroise découvert par Pierre Loeb dans les années 50 n'a cessé d'affirmer obstinément, posément, l'objet de sa peinture : la lumière. En se détachant d'abord d'une figuration perdue dans le clair et l'obscur, et plus tard en imposant à ses couleurs fluides un espace-grille, ou un presque système de bandes horizontales. Cette rétrospective était présentée cet été à Evreux.

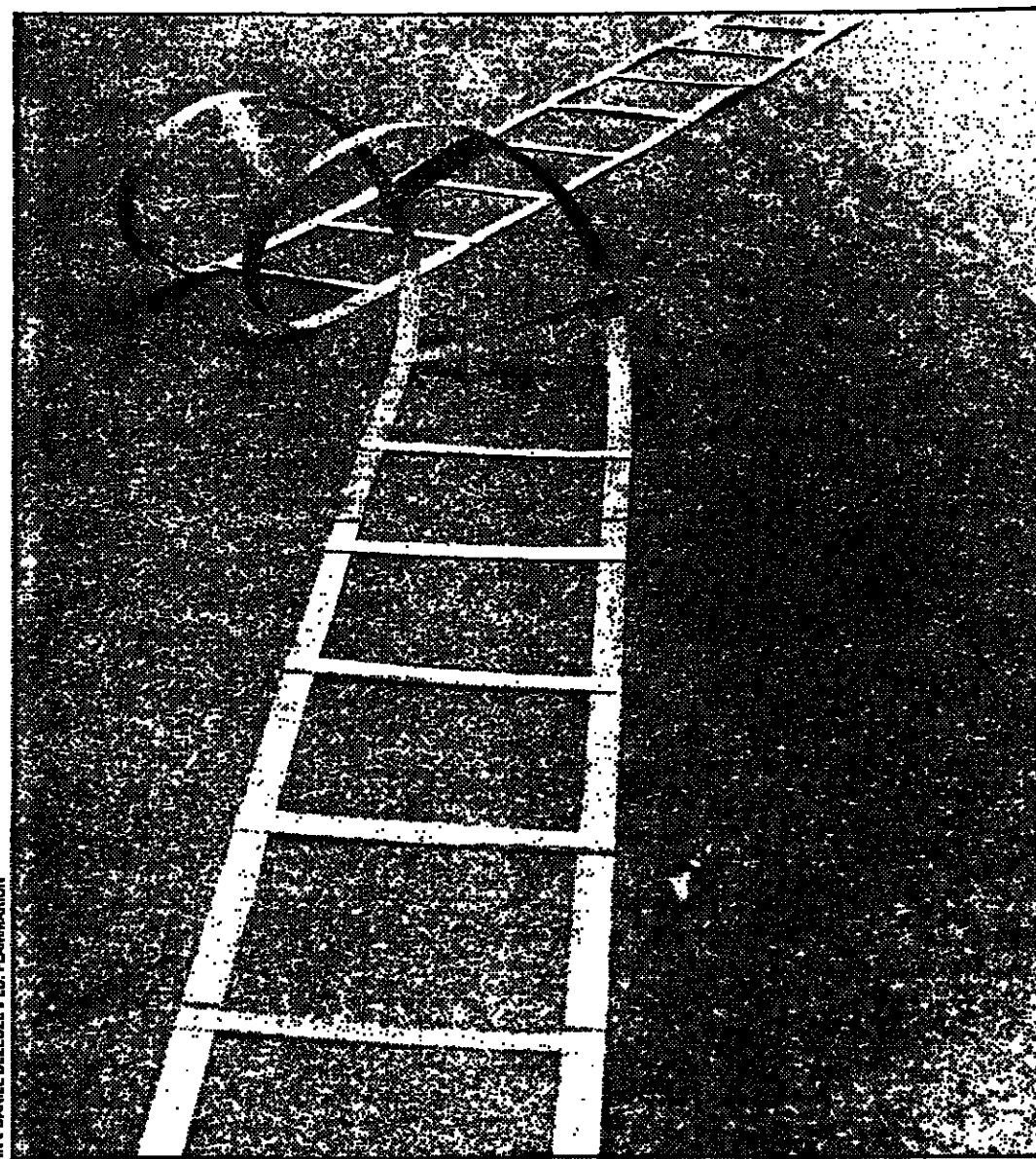
Musée Dany-Puech, 12003. Tél. : 65-42-63-28. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures, le dimanche de 15 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 novembre.

Villeneuve-d'Ascq

Profil d'une collection

Le musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq expose ses collections, dont on ne sait pas tout, en partie pour des raisons de place. De la donation Masur, à laquelle le musée doit son existence, on peut voir, par exemple, un ensemble inédit de quinze gravures sur bois de Derain. Les acquisitions récentes d'œuvres contemporaines y sont aussi largement représentées.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Jusqu'au 19 novembre.



PAUL KLEE, « L'ÉCHELIER », 1925. OIL ON CANVAS, 100 x 150 CM.

SÉLECTION

Égypte - Égypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor, exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 mars. 36 F.

Histoires de musée

D'Albérola à Villemontais, passant par Boltanski, Combas, Lavie et Sarkis, vingt-deux artistes proposent, à tous les étages du musée, des œuvres qu'ils ont conçues en regard des collections, des salles, du bâtiment. C'est l'occasion de revisiter l'institution de l'avenue du Président-Wilson en passe de retrouver son architecture d'origine, de revoir les collections, qui ont été réaccrochées, et la Danse de Matisse désormais présentée au mieux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-51-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30, jusqu'au 20 novembre 1989. 15 F.

« La Traversée de Paris »

Quatre siècles de l'histoire de la capitale avec un casque sur les oreilles, à la mode Cité-Ciné. Il ne faut mixer sous aucun prétexte l'émouvant documentaire de Romain Goupil Je ne me souviens pas, qui retrace,

images inédites à l'appui, quelques grandes journées de la façon et en hommage au Je me souviens de Georges Perec.

Grande Arche, la Défense, 92200. Tél. : 40-90-05-18. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48.78.75.00. Jusqu'au 31 décembre. 45 F.

Le cabinet des curiosités

Sortes de microcosmes que les hommes de savoir ont aimé constituer, les cabinets de curiosités étaient fort à la mode aux dix-septième et dix-huitième siècles. Celui de l'abbaye Sainte-Geneviève, démantelé à la Révolution, était l'un des plus célèbres d'Europe. L'exposition essaie d'en reconstituer les collections de « raretés », et d'en évoquer l'atmosphère étrange. Bibliothèque Sainte-Geneviève, 10, place du Parthéon, Paris 6^e. Tél. : 43-29-67-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre 1989.

RÉGIONS

Le Cotentin-Cambrésis

Matisse : dessins de fleurs. Branches de grenadier, de pêcher, de citronnier, de cerisier, jonquilles, tulipes, capucines, feuilles de chêne, de cinfraire, de vigne... Matisse aimait les fleurs. Ses appartements nîçois en étaient pleins. Et il les dessinait de son trait incomparable.

THÉÂTRE DAUNOU

7, rue DAUNOU 42.61.69.14

JEAN-LAURENT COCHET

MONY DALMES

PATRICK PRÉJEAN

TU M'AS SAUVÉ LA VIE

COMÉDIE DE SACHA GUITRY

MISE EN SCÈNE DE JEAN-LAURENT COCHET

DÉCOR DE ANDRÉ LUNATTEUR

ROBERT DE LOUIS FÉRAUD

LOCATION AU THÉÂTRE

A PARTIR DE 11 H 30




LIDO

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE!

20 h - dîner dansant, revue et champagne : à partir de 530 F.
22 h et 24 h - revue et champagne : 365 F.
Prix nets - Service compris.

116 bis, Champs-Élysées
Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.



ODEON THEATRE NATIONAL

La Célestine

de Fernando de Rojas
Version française de Florence Delay

Mise en scène d'Antoine Vitez. Décor et costumes de Yannis Kokkos
Lumière de Patrice Trotter. Musique originale de Georges Aperghis

Avec, par ordre d'entrée en scène:
Lambert Wilson, Valérie Dréville, Roger Mirmont, Jeanne Moreau,
Christine Fersen, Olivier Cruveiller, Jean-Yves Dubois, Elisabeth Catroux,
Catherine Ferran, Muriel Mayette, Jean-Luc Bonté, Eric Frey,
* de la Comédie-Française

Coproduction Théâtre national de l'Odéon,
Comédie-Française, Opéra municipal de Clermont-Ferrand.
Avec le concours de l'AP

19 septembre - 5 novembre 1989
Soirée à 20 h. Matinée le dimanche à 14 h 30

Renseignements 43 25 70 32

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Ville _____ Tél. (personnel) _____ (bureau) _____

Réserve pour La Célestine
Du 24 octobre au 5 novembre - Du mardi au samedi 20 h. Dimanche 14 h 30.

_____ places à : 180 F □; 126 F □
le _____ à _____ h. Date de repli : le _____ à _____ h. ou le _____ à _____ h.

Je joins le règlement de _____ F par chèque bancaire ou postal
à l'ordre du Théâtre national de l'Odéon ainsi qu'une enveloppe timbrée au :
Théâtre national de l'Odéon, Service des locations
1, place Paul-Claudel - 75006 Paris

Puis un beau jour on a dit tout à coup :
A l'œuvre à présent pour la République !
Un homme est alors l'égal de tout autre
Que l'un soit maître et que l'autre soit gras.
Et ce qui était épuisé de faim
Ne fut jamais aussi rempli de espoir.
Mais ce qui était comblé de mangeaille
Était plein d'espoir autant que ceux-là.
Et je disais : ça cloche, quelque part.
Et j'étais plein de doute, et plein de trouble
Parce que ça cloche lorsque
D'où tout à coup s'écouler vers le haut. B. Brecht.

SAISON 1989

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS
TÉLÉPHONEZ
N° 01 47 93 42 63 0

صحنه من الامم